

OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'INTÉGRATION ET DE LA VILLE

Alsace

*LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE*

*CAHIER N°20*

*LES JEUNES ET LES  
VIOLENCES URBAINES  
DANS LES  
QUARTIERS ALSACIENS*

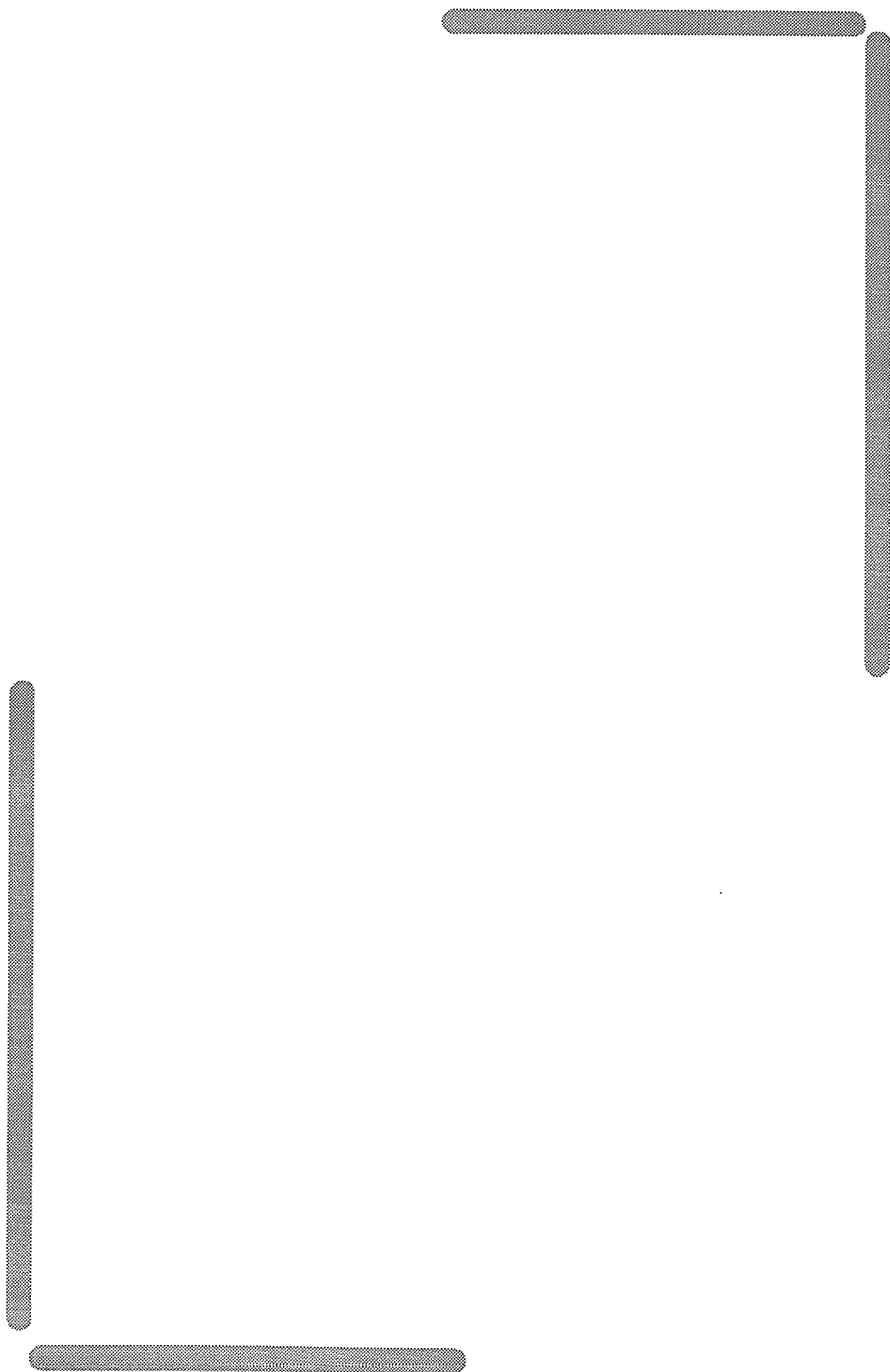
*ACTES DE LA TABLE RONDE*

*DU 27 JUIN 1996*

*Février 1997*

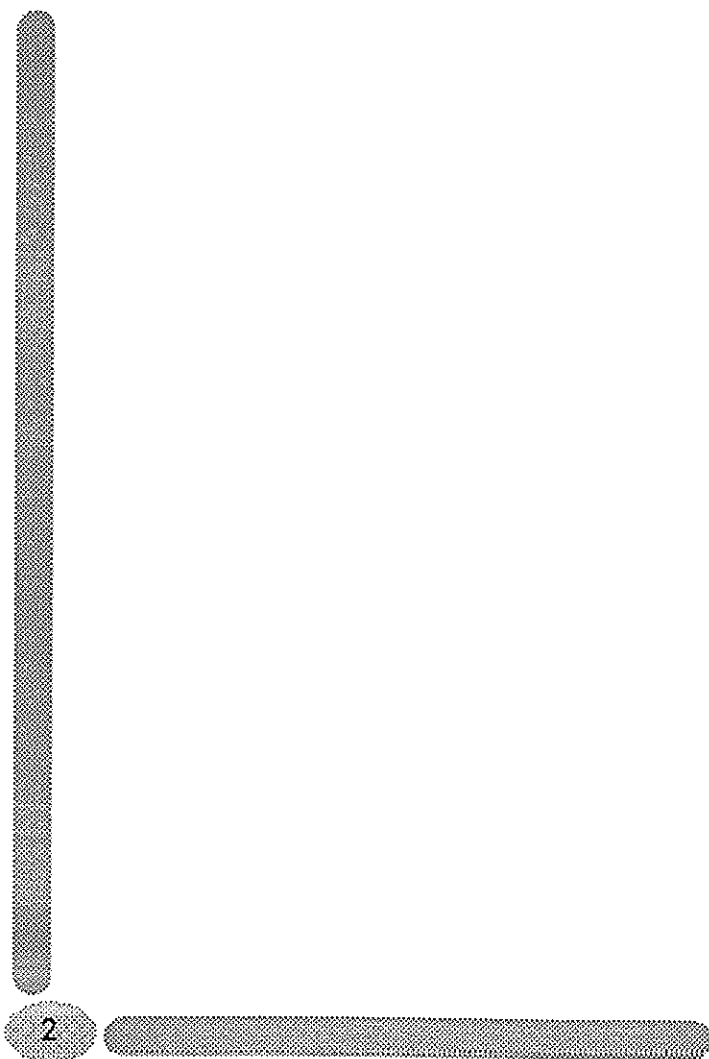
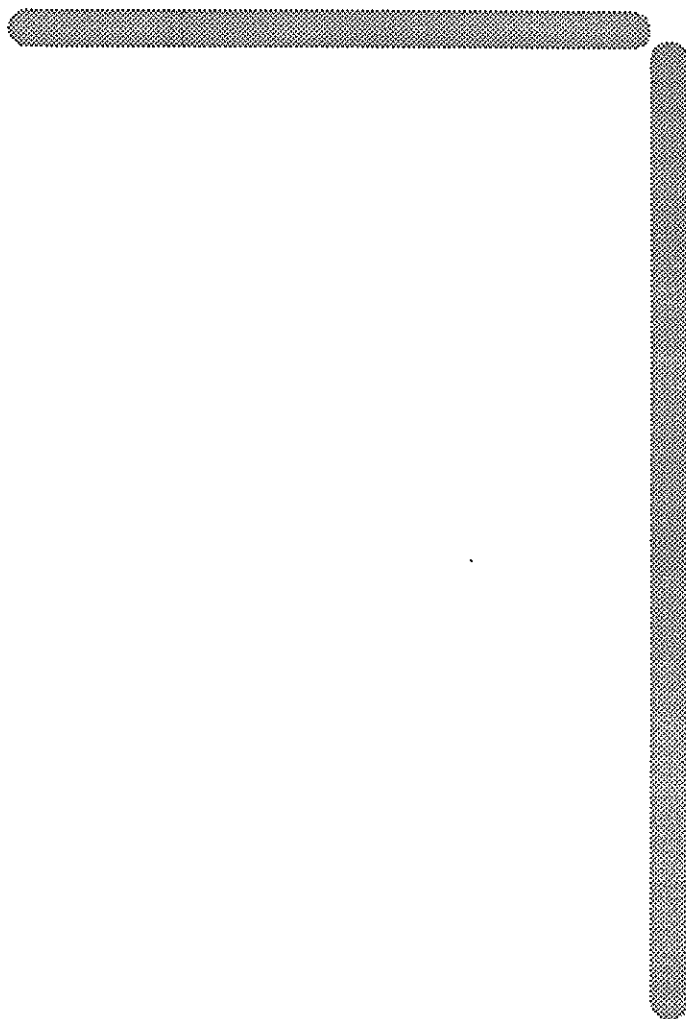
Association de droit local (loi 1908) inscrite au Tribunal d'Instance de Strasbourg - Volume LXXIV n° 127  
n° APE : 913 E - n° SIRET : 408 211 159 000 12

1, rue de la Course ■ 67000 STRASBOURG ■ Tél.: 03 88 14 35 89 ■ Fax : 03 88 21 98 31



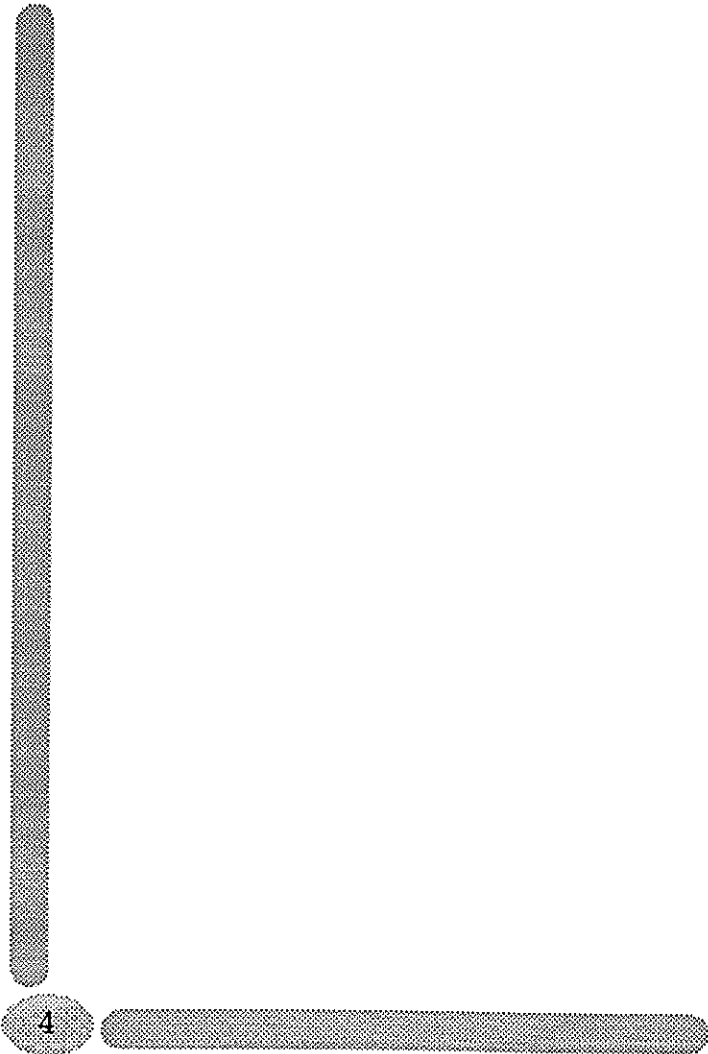
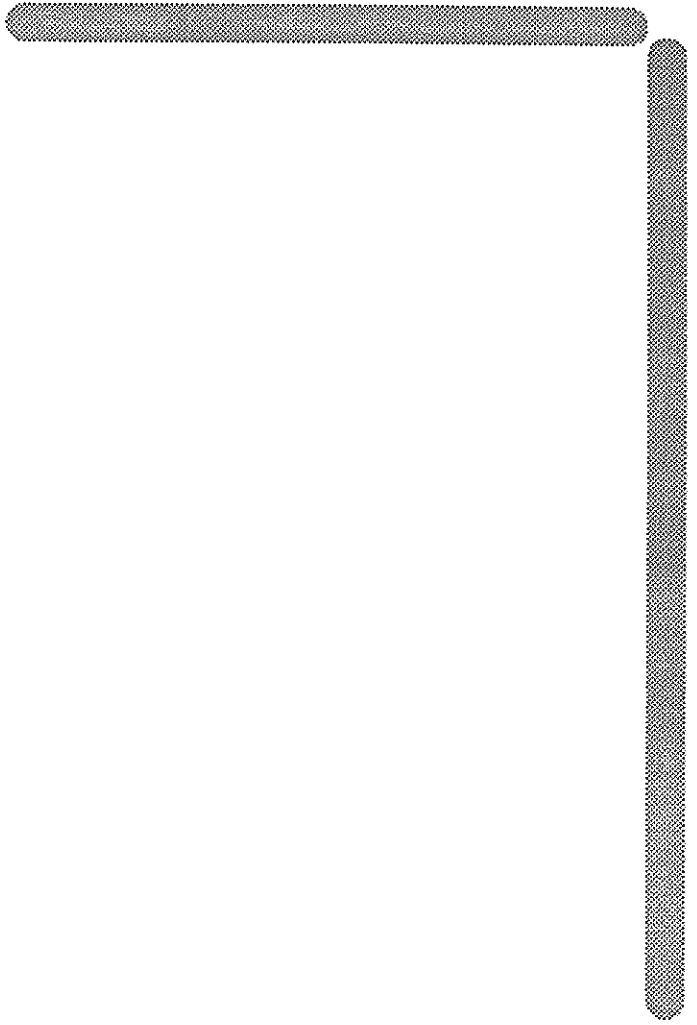
# **SOMMAIRE**

<b>RAPPEL DU PROGRAMME DE LA TABLE RONDE</b>	p. 3
<b>ÉLÉMENTS D'ANALYSE</b>	p. 5
Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville Les Jeunes et les violences urbaines en Alsace	p. 7
Didier LAPEYRONNIE Banlieues, exclusion et classes moyennes	p. 13
<b>DÉBAT</b> animé par Alain JUND, Président de l'ORI	p. 23
<b>CONTRIBUTION DE :</b>	
Yves HEMEDINGER, Conseiller municipal de la Ville de Colmar	p. 25
Richard SANCHO-ANDREO, Directeur de l'Association THÉMIS	p. 29
Marie-Thérèse HARTMANN, Assistante sociale au Collège de Bourzwiller (Mulhouse)	p. 31
Cathy BREYSACH, Animatrice du secteur Jeunes au Centre Socio-Culturel Europe à Colmar	p. 34
Michel KOEBEL, Conseiller d'éducation populaire et de la jeunesse à la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports du Haut-Rhin	p. 37
<b>SYNTHESE ET PERSPECTIVES</b>	p. 39
Claude PALPACUER, Substitut général à la Cour d'Appel de Colmar	p. 41
<b>ANNEXES</b> Articles de Presse parus par rapport à la Table Ronde	p. 43



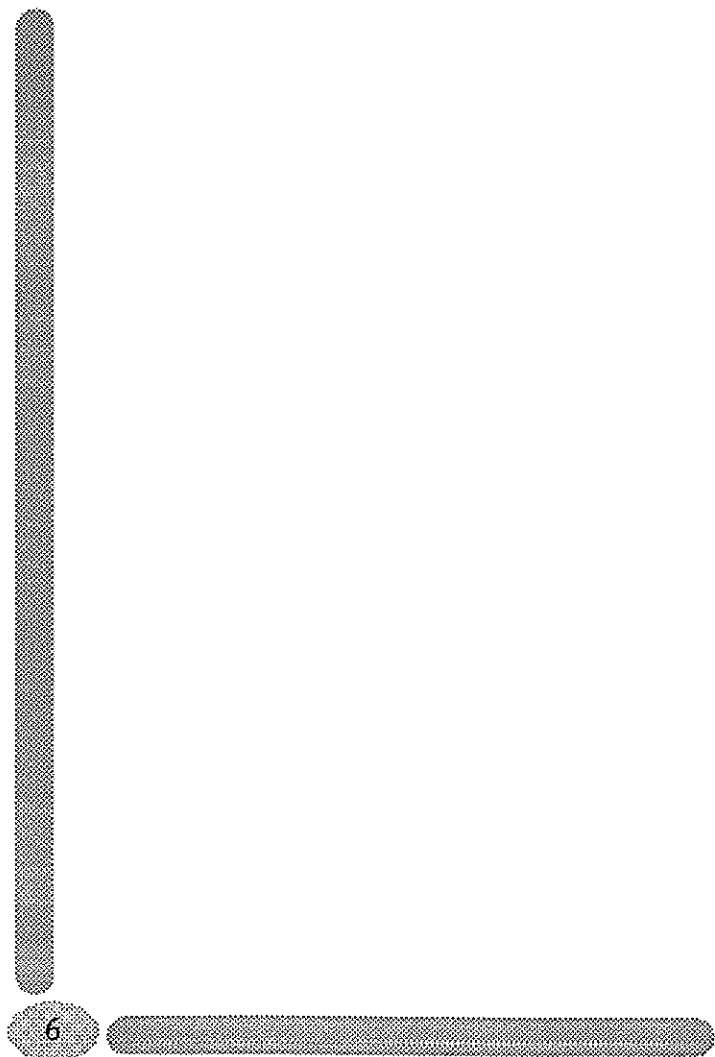
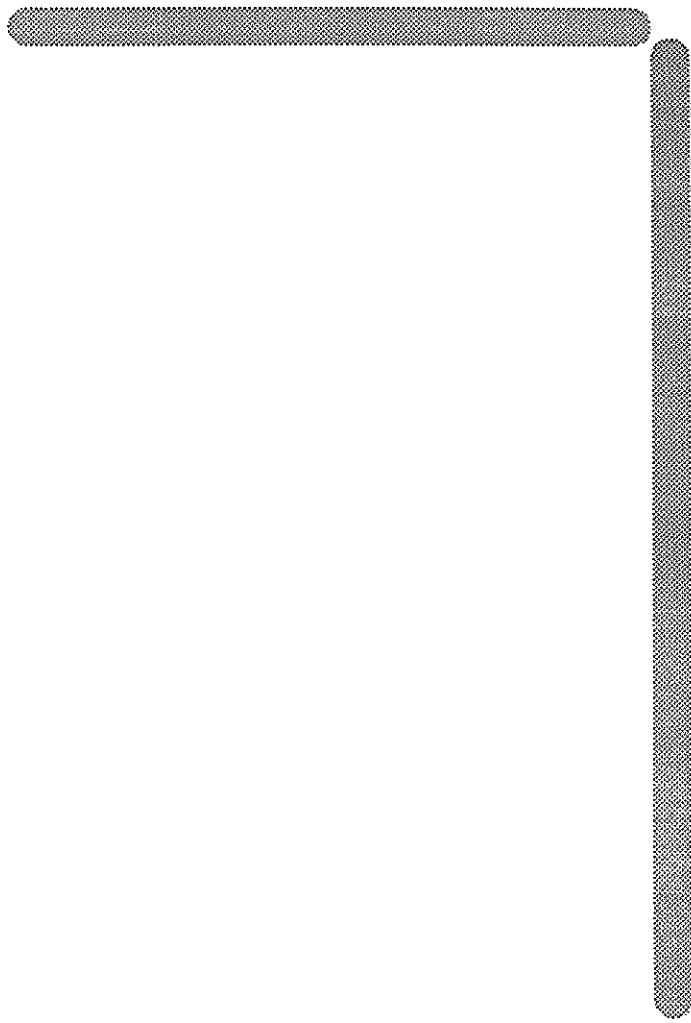
# RAPPEL DU PROGRAMME DE LA TABLE RONDE

- À partir  
de 8h45      Accueil des Participants
- 9h00          Ouverture  
Alain BOYER, Secrétaire Général aux Affaires Régionales et Européennes  
François BARTHELMÉ, Délégué Régional du FAS
- 9h15          Les Jeunes et les violences urbaines dans huit quartiers alsaciens :  
présentation de l'étude menée par l'OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE  
L'INTÉGRATION ET DE LA VILLE (ORI)
- 10h00        Les Jeunes et les violences urbaines en France  
Didier LAPEYRONNIE, Chercheur à l'École des Hautes Études en Sciences  
Sociales, Professeur à l'Université de Bordeaux II
- 10h45        Pause
- 11h00        Ouverture d'un débat, animé par Alain JUND (Président de l'ORI) avec les  
intervenants suivants :  
- Jean-Claude RICHEZ, Adjoint au Maire de Strasbourg chargé de  
l'Éducation Populaire et de la Jeunesse  
- Alfred MULLER, Député-Maire de Schiltigheim  
- André KLEIN-MOSSER, Maire de Bischheim  
- Pierre FREYBRUGER, Adjoint au Maire de Mulhouse, délégué à la  
Politique de la Ville, l'Habitat et l'Intégration  
- Yves HEMEDINGER, Conseiller Municipal de Colmar, chargé de la  
Jeunesse  
- Rudi WAGNER, Responsable du Service Éducatif à l'Association  
Prévention Animation Meinau (APAM)  
- Richard SANCHO-ANDRÉO, Directeur de THÉMIS  
- Marie-Thérèse HARTMANN, Assistante sociale du Collège de  
Bourzwiller  
- Cathy BREYSACH, Animatrice du secteur Jeunes du Centre Socio-  
Culturel Europe à Colmar  
- Michel KOEBEL, Conseiller d'Éducation Populaire de la Jeunesse à la  
Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports du Haut-Rhin
- 12h15        Synthèse et perspectives  
Claude PALPACUER, Substitut Général à la Cour d'Appel de Colmar
- 12h30        Poursuite des échanges entre les participants et les intervenants autour d'un  
buffet froid



# *ÉLÉMENTS D'ANALYSE*







---

## OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'INTÉGRATION ET DE LA VILLE

Étude réalisée par Murielle MAFFESSOLI (Chargée d'études), Fabrice DHUME et Laurent NOBILLIAUX (Assistants d'Etudes) sous la coordination de Assina IDIRI, Directrice.

---

### LES JEUNES ET LES VIOLENCES URBAINES EN ALSACE

**La violence manifestée par les jeunes**, notamment dans les grands ensembles des villes, est l'une des questions fortes de la société actuelle. L'actualité a mis à la "une" un certain nombre de phénomènes de violence et l'Alsace n'a pas été épargnée, notamment au courant de l'année 1994 et fin 1995. Ces mouvements contribuent à une dégradation du climat social en accentuant la relégation et la déconsidération sociale des populations et des quartiers concernés, et alimentent le soupçon sur la jeunesse des banlieues.

L'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville a tenté **d'apporter des éclairages à travers un état des lieux exploratoire de la situation alsacienne**, à la demande de la Préfecture de Région et de la Délégation Régionale du FAS.

Huit sites ont été étudiés, en raison notamment de l'importante médiatisation dont ils ont fait l'objet lors des phénomènes de violences urbaines. Il s'agit **des quartiers de Cronembourg, Meinau, Neuhof et des Écrivains dans la CUS, du quartier Europe à Colmar et des quartiers Brossolette, Côteaux et Drouot à Mulhouse.**

L'étude a tenté de répondre à **trois types de questions** :

- Existe-t-il un profil type de quartier "pathogène", générateur et/ou "victime" de violences urbaines ?
- D'un autre côté, les violences sont-elles partout les mêmes, et assimilables à des actes "gratuits" ?
- Les auteurs sont-ils les "jeunes délinquants", désocialisés, déscolarisés, etc... dont l'image revient régulièrement dans le langage des médias ?

### HUIT QUARTIERS À LA LOUPE

La plupart des acteurs parlent de territoires cumulant des formes d'exclusion : précarité économique, déficit de lien social, etc... Les indicateurs statistiques disponibles montrent des **quartiers relativement "hors normes"**, mais en même temps **très dissemblables** les uns des autres et sans profil type.

#### ◆ Une population jeune

Ces quartiers se caractérisent par une **importante population jeune**, toujours supérieure à celle de l'agglomération de référence, alors qu'à l'inverse, la population de plus de 60 ans est faiblement représentée. Ainsi, les jeunes de moins de 25 ans représentent en moyenne 35% de la population sur ces quartiers, contre 25% dans les communes.

#### ◆ Une forte population étrangère

Un fort taux de population étrangère caractérise également ces quartiers. De manière générale, la moitié de ceux étudiés présente un taux de population étrangère supérieur à 30%. Cependant, chaque quartier a un profil spécifique et ce taux varie en fait de 13% au Drouot (moins que pour Mulhouse) à 38% à Brossolette.

#### ◆ Des quartiers relégués et stigmatisés

Souvent éloignés du centre-ville, les quartiers sont en outre coupés de la ville par des barrières naturelles ou artificielles (voie ferrée, etc...) difficilement franchissables. Les images véhiculées relativement aux quartiers insistent sur les caractéristiques urbanistiques visibles (tours,...), résultant notamment des politiques d'habitat des années 60 et 70, comme marquant une rupture dans le paysage urbain. **La relégation physique s'accompagne toujours d'une importante coupure d'ordre social pour ces quartiers** qui se distinguent des autres par leurs caractéristiques socio-démographiques.

Les populations subissent également **une stigmatisation liée aux territoires, tous connotés négativement**. Les peurs et les fantasmes concernant ces quartiers, accentués par la médiatisation des violences, renforcent ce phénomène. Les jeunes, conscients de cette désignation, y voit un "handicap" majeur à leur recherche d'emploi, en quelque sorte, à leur intégration dans la société.

#### ◆ La rupture socio-économique

Le chômage apparaît comme un mal endémique dans ces quartiers (de 15 à 30% de chômeurs). Il y est plus élevé que pour le reste des agglomérations de référence, même si on relève des disparités entre les différents quartiers (notamment entre ceux de Strasbourg et ceux de Mulhouse). **Les moins de 25 ans sont particulièrement concernés** (41% au quartier Lyautey à Neuhof) par ce "handicap", qui touche davantage les filles que les garçons.

#### ◆ Lien social et solidarité

La vie associative n'y est pas moins développée qu'ailleurs, si toutefois l'on prend en compte des territoires comparables. Fondé en grande partie sur le bénévolat, le fonctionnement associatif apparaît cependant en décalage avec des "logiques de survie" inhérentes à la situation de la population à l'égard de l'emploi. Néanmoins, **ces quartiers ne sont pas exempts de lien social**. Les réseaux de solidarité, de type populaire fondés sur l'entraide, y fonctionnent très bien, voire mieux que dans le reste de la société.

☛ Le point commun à ces sites, et l'origine éventuelle des phénomènes de violences urbaines, est certainement à chercher dans le **cumul des formes d'exclusion objective et subjective**. Mais, même si ces quartiers présentent des caractéristiques socio-démographiques proches, il n'est guère possible de présumer de leur aspect "pathogène".

### LA COMPLEXITÉ DES VIOLENCES URBAINES

Il n'est pas facile de démêler la violence urbaine de toutes les autres formes de la violence. Les représentations montrent souvent **l'assimilation des notions de violences urbaines, de délinquance, et d'insécurité**. Il reste difficile de quantifier les événements, autant que de les classer : dégradation des parties communes et injures,

considérées comme banales, dégradations de mobilier urbain, de voitures, “rodéos”, attaques des pompiers et policiers ; tous actes jugés “gratuits” sont fondus dans une seule notion : les “violences urbaines”.

De manière générale, les agressions de personnes restent rares et ce sont surtout les dégradations de biens privés et/ou publics qui mobilisent l’attention.

**Les violences surviennent quasi systématiquement après un “déclencheur” souvent imprévisible et dont la forme est très variable** : des événements sources d’excitation, des éléments créateurs d’un sentiment de frustration, le sentiment d’atteinte à l’intégrité physique ou morale des personnes, à leur “identité” ou à leur territoire. Dans tous les cas de violences collectives, **la rumeur joue à la fois le rôle de catalyseur des volontés et d’accélérateur du processus.**

Si l’image renvoyée par les médias donne le sentiment d’une unité des événements entre les quartiers, il s’avère en fait que **chaque quartier a ses spécificités**. Les actes de violence n’ont pas un caractère standard, même si le phénomène de **mimétisme entre les quartiers** est très présent.

## LES AUTEURS DE VIOLENCES URBAINES

Derrière l’uniformité de la notion de “jeunes”, les auteurs de violences identifiés montrent des profils relativement éclectiques. Les images de la violence collective tout comme les discours sur l’âge des auteurs appellent à des interprétations prudentes. La symbolique du “groupe de jeunes” est source de fantasmes.

**Or, les collectifs parfois à l’origine de violences urbaines ne sont pas des “bandes” organisées.** Il s’agit plutôt d’individus aux motivations diverses, mus par un objet en apparence commun (souvent un prétexte de défense identitaire), qui se regroupent selon les opportunités.

Sans être fixe, il n’y a pas de structuration du groupe entre les “leaders” ; ceux-ci sont souvent des “délinquants récidivistes”, des “suiveurs” (une grande partie des jeunes du quartier, sans profil type) et parfois des “spectateurs”.

D’un autre côté, le phénomène de violences urbaines est très lié à l’adolescence, mais **le sentiment de “rajeunissement” de la violence n’est pas généralisable.**

Les représentations de jeunes cumulant des “handicaps” simultanément sur les plans scolaire et familial reviennent régulièrement. Mais les jeunes qui ont un parcours scolaire relativement classique peuvent tout autant participer aux violences collectives.

D’un autre côté, **l’évocation de la famille démissionnaire coupable d’abandon éducatif relève du mythe.** Il n’y a pas de démission parentale, mais plutôt une fragilisation du statut de parent, souvent du père, liée entre autre à la précarisation socio-économique. La situation d’oisiveté entraînant une stigmatisation accrue contribue à déstabiliser la place symbolique du père de manière d’autant plus forte et flagrante qu’elle concerne des familles ouvrières et parfois immigrées, dont le modèle éducatif fait du père le détenteur de l’autorité.

## LES RAISONS DE LA VIOLENCE

Les tentatives d'explication de ces actes sont pléthores, preuve sans doute du besoin de comprendre ce qui apparaît comme "gratuit" et génère un sentiment d' "être dépassé". Ces analyses renvoient à deux types d'explication complémentaires : d'un côté la **violence urbaine est vue comme réponse à la violence symbolique** (et parfois physique) subie par les populations, en particulier les jeunes, et de l'autre **la violence est perçue comme résultant de l'anomie** qui caractériserait ces quartiers.

#### ◆ **Concentration et frustration : la violence du système**

La première image qui ressort des quartiers concernés est celle d'une concentration des problèmes dans des quartiers (abusivement) assimilés à des "ghettos". Dans les faits, le phénomène de concentration des populations en difficulté renvoie plus à des politiques de peuplement qu'aux volontés de regroupement "communautaire".

Un sentiment général d'exclusion expliquerait les conduites agressives des jeunes en galère. L'absence de travail et de perspectives professionnelles et corrélativement la non-participation au système de consommation serait un des premiers facteurs de frustration des jeunes, l'exclusion commençant avec l'école. L'absence d'avenir est imputée à un système économique qui exclue les moins qualifiés, les "bronzés" et les habitants de quartiers stigmatisés. L'image du quartier "sensible" pèse très lourd sur les représentations d'employabilité des personnes qui en sont issues. **Le cumul de stigmates et la crise économique se conjugueraient pour exclure ces jeunes d'une vie sociale normale.**

#### ◆ **Un environnement anémique ?**

La conjugaison de deux facteurs - **la "désintégration familiale" et le rapport à une culture d'origine transplantée dans le pays d'accueil** - serait, selon les acteurs de terrain, à l'origine d'une absence de repères structurants et d'un vide identitaire. Images de jeunes sans cadres, "sans limites" disent certains. L'anomie créée par l'effacement symbolique du père ne permettrait pas aux enfants de trouver le cadre structurant qui leur est nécessaire pour se construire une identité positive.

Quelles que soient l'effectivité et la valeur de l'ensemble de ces explications découlant d'entretiens avec différents acteurs, il faut noter que **les discours sur "les jeunes", sur les phénomènes de groupes et de violence, sur les "banlieues" sont dans l'ensemble nourris de fantasmes et peuvent contribuer à la mise au ban des populations et des territoires concernés.**

### **LE TRAITEMENT DES VIOLENCES URBAINES**

La complexité des violences urbaines conduit souvent à évoquer les difficultés à enrayer les dérapages. L'observation du phénomène permet d'éclairer quelques points relatifs à son traitement.

D'abord, il faut noter que ce sont **les dérapages qui entraînent la mobilisation et l'organisation d'actions**. L'instauration des Opérations Prévention Été "anti-été chaud" est symptomatique d'une réaction à posteriori, plus que d'une action guidée par un diagnostic préalable du déséquilibre de la situation sociale. Ensuite, il existe un décalage entre le diagnostic des causes de la violence et les réponses apportées. **Les**

**actions semblent plus répondre à une logique “occupationnelle” qu’à celle de traitement à la base.** Ainsi par exemple, il semble que la concentration des efforts d’occupation des jeunes pendant les temps de vacances d’été a eu notamment comme impact de déplacer les violences dans le temps. La rentrée scolaire est d’ailleurs souvent un moment propice à la violence, car il y a ceux qui font leur rentrée et les autres, les “piliers d’immeubles”.

Selon les acteurs de terrain, **la logique de visibilité d’actions pensées à court terme serait faite “au détriment de petites actions de proximité sur le long terme”.** Parallèlement, “l’absence de coordination et de partenariat” revient comme une rengaine. Tous pensent que seul l’engagement à long terme de tous les partenaires peut aboutir à une amélioration significative de la situation.

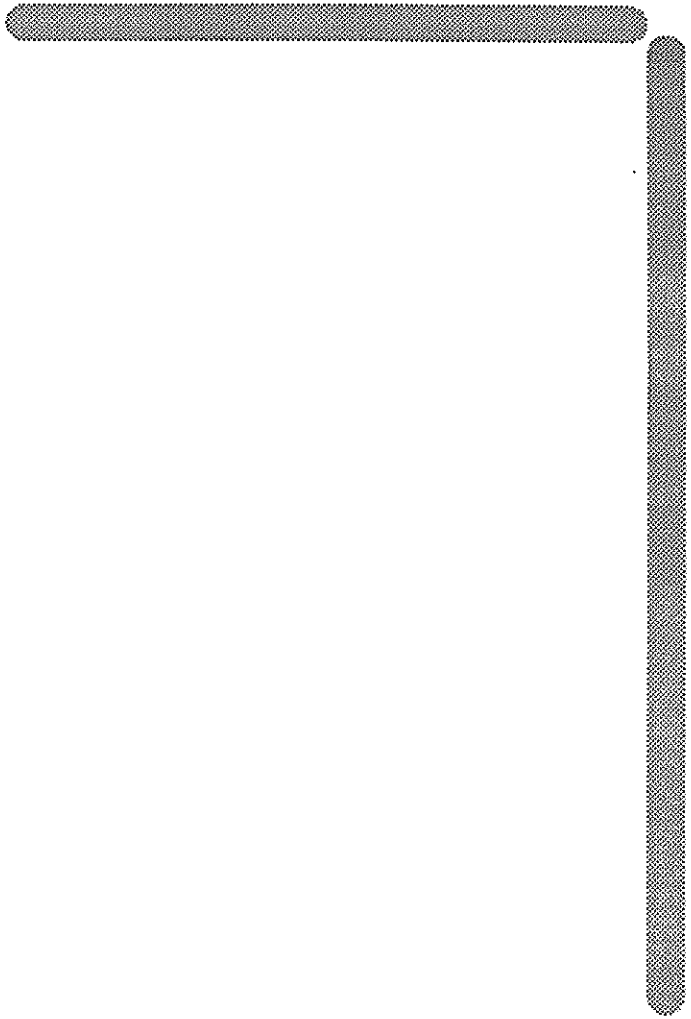
Enfin, **l’absence de dialogue et de reconnaissance entre la population, les jeunes et les acteurs politiques** engendre des frustrations dont la violence est l’ultime expression.

### **CES QUARTIERS DITS DIFFÉRENTS**

Force est de constater que **ces quartiers sont durement touchés par des difficultés objectives de tous ordres**, et en particulier économiques. Ceci est encore plus visible auprès de familles dont l’objet de la migration était l’emploi, suite à un appel de main d’oeuvre étrangère. Les conséquences en terme de fragilisation de la cellule familiale, d’émergence de logiques de survie et de galère des jeunes sont incontournables.

Mais la “crise économique” et ses conséquences ne peut tout expliquer. **Des facteurs plus subjectifs tels qu’un profond sentiment d’injustice et d’exclusion** touchent les habitants - surtout jeunes - de ces quartiers relégués. L’apparente uniformité médiatique du phénomène de violences urbaines ne doit pas tromper. L’absence de violences types, les spécificités locales rappellent que le mimétisme est une réponse à la culture d’individualisation et de généralisation de la communication véhiculée par les médias.

C’est sans doute le regard de la société sur ces quartiers qui prive leurs populations d’une légitime reconnaissance et qui peut les “inciter” à se manifester.



---

**Didier LAPEYRONNIE,**

Chercheur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

---

## **BANLIEUES, EXCLUSION ET CLASSES MOYENNES**

Au terme de chaque voyage dans un "quartier difficile" le sociologue reste perplexe. Il lui est bien **difficile de dégager une image unifiée du quartier** qu'il vient de visiter. Une interprétation semble s'imposer, elle est aussitôt détruite par de multiples autres observations. **Les images négatives menacent de l'emporter** : le manque, le ressentiment, la pauvreté, le retrait sur le privé, l'individualisme, le stigmatisme. Elles sont immédiatement déchirées par l'énergie des jeunes, les bonheurs individuels, les exemples de solidarité et la relativisation générale.

**Quartier populaire** qui ne l'est pas vraiment, **quartier sensible** mais pas complètement pauvre, quartier délinquant et immigré, mais qui ne constitue pas une "underclass" ou un ghetto, tout simplement quartier qui n'en est pas un... La définition pourrait-elle être politique ?

Il s'agit d'un quartier bénéficiant de la politique de la ville et construit comme tel. Mais la population ne voit pas et ignore les politiques publiques. Et quand elle les voit, le plus souvent c'est négativement. Au fond, **la seule définition pourrait être celle du décalage entre les images et la réalité**, entre la perception globale d'un quartier au sein d'une agglomération et les micro-expériences plus ou moins cohérentes de chaque individu qui le compose, entre une homogénéisation plus ou moins forcée et l'atomisation générale.

Le problème réside dans cette absence de définition.

Les quartiers qualifiés de chauds ou difficiles ne sont jamais perçus qu'en creux, par comparaison avec le reste de l'agglomération où ils sont situés, comme une sorte d'envers du centre ville, précisément son négatif. Ils sont une sorte de non-ville dont la réalité échappe aux observateurs et à ses propres habitants. Et le paradoxe essentiel est que toutes les tentatives de construire un rapport positif au quartier, notamment chez les jeunes et les immigrés, sont immédiatement rejetées et détruites par le reste des habitants qui y voient une menace pour leur tranquillité et leur identité personnelles.

Banalement, les quartiers difficiles sont d'abord des périphéries urbaines qui ne peuvent se définir que par leur rapport aux centres, alors, qu'inversement, les centres les ignorent.

Plus que la stigmatisation, c'est cette absence, **cette inexistence sociale qui marque les quartiers et en façonne les relations internes et les comportements**. "On n'est pas des gens nous ici" disait une habitante de la rive droite bordelaise. Les individus sont logés dans une banlieue. Ils sont aussi à la périphérie de systèmes sociaux et politiques et de marchés, dont ils peuvent éventuellement manipuler un segment marginal pour en tirer un bénéfice, mais sur lesquels ils n'ont fondamentalement aucune prise. Les politiques publiques et les systèmes d'aides sont à la fois omniprésents et parfaitement opaques. "On est un numéro". Individus ignorés dans un monde socialement assistés, ils sont aussi des individus dépendants dont l'hétéronomie est accentuée par l'absence de conscience collective : ce qui les intègre est aussi ce qui les atomise.

**L'invisibilité et l'intégration paradoxale empêchent la constitution de toute conscience collective et la construction de toute forme d'identité positive.** Ce sont les deux grandes caractéristiques sociales de ces quartiers dont il nous faut souligner les mécanismes.

## UNE SOCIÉTÉ INVISIBLE

L'absence de définition sociale des quartiers difficiles et de leurs habitants se manifeste d'abord dans un **fort sentiment d'exclusion**. Les banlieues sont du mauvais côté d'une société dualisée. Malgré les politiques publiques, les habitants ont l'impression d'être relégués et abandonnés. Ils sont hors du coup. En même temps, leur espace "imaginaire" de référence reste celui d'une société républicaine intégrée. Ils vivent ainsi une sorte de **tension permanente entre la réalité de la dualisation et l'idéal d'une intégration républicaine qui se serait arrêtée à la frontière de leur quartier.**

Le constat d'un processus de dualisation de la société française avec ses conséquences, multiplication des exclus, décrochage d'une partie de la population et montée des tensions dans les banlieues fait aujourd'hui l'objet d'un assez large consensus dans la classe politique et dans le monde intellectuel et médiatique.

Le constat est évident et appelle des solutions tout aussi évidentes : l'État doit se préoccuper de lutter contre l'exclusion et le chômage, doit maintenir l'ordre républicain et les services publics dans les quartiers les plus difficiles et investir dans des politiques urbaines plus efficaces et plus ouvertes à la "participation" des habitants. Il est inutile de discuter un tel constat et les conclusions politiques et morales qu'il impose. Au contraire, nous pouvons en admettre toute la validité : le chômage, l'exclusion, la pauvreté, la déstructuration familiale, la dépendance vis-à-vis des services sociaux sont une des réalités centrales des quartiers difficiles que leurs habitants perçoivent comme tel. Mais en même temps, ces mêmes habitants refusent systématiquement de se laisser enfermer dans cette image pour eux négative et fortement exagérée, construite par les médias et à destination des gens des centres villes, image qui les stigmatise et qui ne correspond pas à leur réalité.

Nous pouvons prendre ces réalités comme un point de départ de notre réflexion. Mais il faut nous demander quelle est la signification sociale d'une telle unanimité et de sa dénégation. Autrement dit, partons d'une affirmation sociologique d'une totale banalité : **l'exclusion est aussi une construction sociale qui s'impose aux quartiers "chauds"**. Quels en sont les mécanismes et les conséquences pratiques ?

Dans les quartiers de banlieue, **l'exclusion est directement perceptible** dans la montée du chômage, la multiplication des personnes aidées et l'omniprésence des services sociaux. Elle est aussi sensible dans les centres villes. La présence et la proximité des Sans Domicile Fixe rappellent quotidiennement le scandale que constitue le développement de la misère et de la faim dans une société qui est une des plus riches du monde et, surtout, qui s'est encore considérablement enrichie ces vingt dernières années. Enfin, elle est présente à travers les "émeutes", la violence et la délinquance, que les journaux et la télévision introduisent directement dans tous les foyers par leurs reportages, alimentant la peur d'une société plus brutale et plus violente, accroissant



l'insécurité : nous l'avons observé, souvent des habitants des quartiers de banlieue reprochent à la majorité de leurs voisins de vivre et de percevoir leur propre banlieue plus à travers les médias, notamment la télévision, et donc des images généralisantes, qu'à travers leur expérience personnelle.

**Le monde de la banlieue** et, plus généralement des classes populaires, **est devenu un monde difficilement perceptible** non seulement à nos yeux mais aussi, ce qui peut-être plus important, à ses propres yeux : nous connaissons les reportages des journalistes, qui soulignent les aspects excessifs et pittoresques d'événements le plus souvent violents, et les sollicitations des mendiants. Entre les "jeunes des banlieues" présents sur les écrans et les nécessiteux que nous croisons quotidiennement, le monde populaire a disparu. Une partie de la société française, celle des classes moyennes et dirigeantes des centres villes n'a plus de contact et de relations avec l'autre. C'est comme si l'arbre (certes gigantesque) de l'exclusion avait réussi à masquer la réalité de la forêt des quartiers de banlieue et des catégories populaires qui l'habitent. **La focalisation de la "nouvelle question sociale" sur le thème de l'exclusion a donc pour contrepartie l'invisibilité des classes populaires, du monde de la "banlieue".**

Nous ne percevons plus la vie sociale sous la forme de rapports et de conflits sociaux. Ils sont aujourd'hui remplacés et masqués par une "image", une représentation ou une idéologie qui est le corollaire du thème de l'exclusion : celle de la juxtaposition de groupes sociaux, séparés par une frontière et luttant pour se maintenir du bon côté, tentant d'échapper aux processus d'exclusions : il faut être du bon côté et, logiquement, tout habitant de banlieue se doit de "rêver" de traverser la frontière qui le sépare du centre. Son imaginaire social est celui des groupes supérieurs. De son côté, la plus grande partie de la population "supérieure" n'a plus de lien avec la réalité de la partie "inférieure", avec les groupes populaires. Elle ne la perçoit qu'à travers l'oeil des médiateurs, journalistes, sociologues, travailleurs sociaux qui, tous, contribuent à sa fabrication. Ils "vont voir", ils "écoutent" et rapportent des témoignages ou des images, témoignages directs ou témoignages sur des témoignages.

L'image qu'ils construisent n'est pas fausse. Elle trouve son origine dans l'observation quotidienne des effets de l'exclusion et de ses manifestations les plus évidentes. Ils en donnent souvent une représentation fidèle, juste et contrôlée. Mais la logique du témoignage et des conditions sociales de sa réception surdéterminent l'image et la figent dans une signification qui échappe à ses producteurs. A partir de la réalité précise et circonscrite de l'exclusion, qui constitue bien un problème social majeur d'aujourd'hui, l'image acquiert une sorte de vie autonome. Elle phagocyte la réalité plus complexe des classes populaires et des quartiers de banlieue. Elle a perdu petit à petit son référent. Elle s'est généralisée pour devenir une "représentation" légitime et évidente, presque "naturelle", de la vie sociale dans son ensemble. Elle échappe largement à ses "créateurs" dont les analyses, le souci de contrôler le discours et la volonté de changer le "regard" porté sur cette réalité sont ensevelis sous l'émotion du témoignage, le scandale et la culpabilité suscités par la "découverte" de la "misère" et la "révélation" d'un état pathologique de la vie sociale pouvant entraîner de plus en plus de violence. L'analyse disparaît derrière les émotions, la compassion et la crainte. Pour parler comme Baudrillard, la conséquence est que l'image de l'exclusion fonctionne comme un simulacre. Elle précède la réalité. Elle nous la masque. Mais, peut-être plus profondément, la société et les comportements que nous percevons n'en sont qu'une imitation plus ou moins lointaine.

Il est toujours possible d'incriminer les médias, journalistes, sociologues ou cinéastes. Nombre de jeunes de banlieue ne s'en privent pas, les accusant de "parler à leur place" et surtout, de "faire de l'argent sur leur dos", suscitant chez leurs interlocuteurs un sentiment de culpabilité qui vient s'ajouter à celui de l'incompréhension, sauf à faire silence sur cet aspect de la réalité sociale. La logique du média est celle de l'efficacité : un film sur la banlieue aussi contrôlé que *La Haine*, aussi subjectif et juste, n'a pas échappé à la commercialisation, à sa transformation en pure marchandise malgré son auteur. Le point de vue et l'analyse, la mise en perspective de la vie des jeunes des banlieues, le sentiment de révolte, ont rapidement disparu derrière la pure recherche de l'impact émotionnel à partir d'éléments sortis de leur contexte : le "langage" de *La Haine*, le "look" etc.

De même, le travail des sociologues décrivant la "misère du monde" ou les "quartiers d'exil" a rapidement été dissous par le sensationnel des "témoignages" qu'ils ont recueillis. Il ne peut y avoir d'extériorité totale à sa propre société. **Les intellectuels et les sociologues contribuent souvent à la consolidation d'une représentation qu'ils veulent combattre.**

**Cette situation n'est pas nouvelle.** Elle rappelle le XIX<sup>ème</sup> siècle et la question des classes dangereuses. Pendant toute une partie de ce siècle, **le monde populaire** a été construit par les intellectuels, les médias et les bourgeois **comme un monde dangereux** : une société à part, tout comme les banlieues d'aujourd'hui, dont la réalité était essentiellement la misère, l'immigration, l'inactivité et le crime.

Ce monde était l'objet de reportages dans les journaux mettant l'accent sur les aspects plus ou moins pittoresques, l'absence de sens moral et soulignant une violence effrayante. Les "classes dangereuses" de Londres ou Paris, l'univers des "Misérables" ou de l' "Outcast London" avaient un parfum d'exotisme : une société singulière, mais à l'intérieur même de la bonne société, suffisamment proche pour inquiéter mais suffisamment lointaine et circonscrite pour sembler complètement étrangère aux classes dominantes. Une société que l'on plaint à cause de la pauvreté qu'elle subit, mais que l'on craint pour ses émeutes et une violence toujours susceptible de déborder et d'envahir les zones de sécurité et de "civilisation".

Dans sa grande étude des marginaux à Londres au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'historien britannique Gareth Stedman Jones a montré combien **cette image d'une société duale relevait d'une construction sociale particulière.**

Il s'agit de la perception que les classes moyennes urbaines s'en font à partir de leur idéologie et de leurs valeurs propres. A cette époque, les classes moyennes urbaines ne connaissent la réalité populaire qu'à travers les mendiants qui les sollicitent, leurs "gens de maison" et les images des reportages et des romans. Surtout, elles n'ont aucun lien économique avec les catégories populaires qui leur paraissent inutiles. Elles vivent dans un espace urbain et professionnel différent, sans rapport avec celui des classes dangereuses.

Comme pour le Paris du début du XIX<sup>ème</sup> siècle analysé par Louis Chevalier, cette perception d'une situation anémique se construit à travers la littérature et est interprétée comme le produit d'un état pathologique de la société. Les écrivains font voir et entendre les "misérables". Les classes moyennes lisent les romans et les journaux. Mais elles n'ont pas de relations sociales réelles avec des groupes sociaux dont elles se maintiennent à l'écart et qu'elles souhaitent contrôler. Elles oscillent entre des

sentiments de pitié et de culpabilité d'un côté, la crainte et le désir de se protéger de l'autre. Régulièrement, elles sont envahies de "paniques morales"(1).

Elles en appellent alors au renforcement de l'ordre, au maintien des règles de la vie sociale, au rétablissement de la morale, de l'éducation et de la civilité.

Comme au XIXème siècle, nous sommes aujourd'hui confrontés au danger d'une telle construction exclusive de la réalité sociale et, comme alors, cette conception a fini par s'imposer dans les catégories populaires elles-mêmes : "Le malheur, ce n'est pas de vivre là, c'est de vivre avec ces gens-là". Pourtant, comme au XIXème siècle, elle est en retard sur la vie sociale. Les classes moyennes voyaient essentiellement le crime et la misère portés par des groupes qui leur semblaient menacer la stabilité et la prospérité sociale. Elles percevaient le danger de la "populace" et d'émeutes se situant dans le prolongement des soulèvements urbains des siècles précédents. Elles y voyaient essentiellement la conséquence de l'affaiblissement et de la décomposition des formes de lien et de contrôle sociaux traditionnels. Mais l'évidence de la misère et de la violence des classes dangereuses les rendaient aveugles à l'émergence rapide et massive de nouveaux types de rapports de classes liés à l'industrialisation.

Ainsi, le consensus autour de l'image d'une société d'exclusion s'explique moins par la logique propre des médias que par les rapports sociaux existants entre les diverses catégories de la population.

Les groupes dominants s'identifient aux normes centrales de la vie sociale. Comme toujours, ils donnent à leur point de vue une valeur universelle et lui confèrent une sorte de nature évidente. C'est aujourd'hui le modèle de l'intégration. Ils l'imposent à l'ensemble de la société. Leur perception des problèmes n'est plus considérée comme un point de vue particulier auquel s'opposerait un autre point de vue. Elle est considérée comme la définition objective de la situation, le point de vue alternatif étant renvoyé au non-sens, au témoignage ou à un effet direct de la crise.

Définies en termes d'exclusion, **les catégories populaires sont ramenées à un problème social et leur point de vue est invalidé.** Toute la question devient celle d'un "équilibre social", du rétablissement de liens moraux avec les catégories intégrées. C'est la conception qui préside aux politiques sociales et à la politique de la ville dominées par "l'injonction comportementale" : celle de la construction du "projet", du "parcours d'insertion" ou, plus généralement de la "participation".

Il faut que l'exclu veuille sortir de l'exclusion ou que le pauvre ne soit plus pauvre pour ne plus l'être. Mais ramenés à un problème moral et à une situation objective, les habitants tendent à considérer qu'il s'agit là d'un marché de dupes et se tiennent à l'écart, refusant une "participation" dépendante ou manifestant une hostilité parfois violente aux dispositifs sociaux dont ils bénéficient.

Le consensus autour de l'exclusion est d'abord un consensus sur une représentation normative de la vie sociale : la société est une totalité intégrée, elle est un ordre social régi par des normes, et suppose que chacun s'y conforme. Elle connaît des problèmes quand elle ne peut assurer une intégration complète ou quand les individus sont défaillants. Mais surtout, ces normes ont une valeur générale. Elles fonctionnent pour le bien de tous. Il s'agit donc d'incorporer le plus de catégories sociales dans cet ordre.

---

1. Gareth Stedman Jones, *Outcast London, A Study in the Relationship Between Classes in Victorian Society*. London, Penguin, 1971. Louis Chevalier, *Classes Laborieuses et Classes dangereuses à Paris, pendant la première moitié du XIXème siècle*. Paris, LGF, 1978. Geoffrey Pearson, *Hooligan, A History of Respectable Fears*, London, Macmillan, 1983.

Les réactions et les débats suscités par la violence dans les établissements scolaires sont à cet égard exemplaires : l'école est un service public. Elle fonctionne de manière égalitaire et elle est ouverte à tous. Elle offre donc sa chance à tout le monde et plus particulièrement aux enfants des quartiers populaires. La violence qui la frappe est donc à la fois injuste et dangereuse. Elle est injuste parce qu'elle ne peut venir que de l'extérieur, elle est dangereuse parce qu'elle risque de priver les plus démunis des moyens de leur intégration. C'est pourquoi il faut renforcer la scolarisation par le rétablissement de l'ordre (version de droite) et l'appel aux valeurs (version de gauche). Comme le note Philippe Meirieu, dans ces conditions, l'enseignant est légitimé par le savoir qu'il détient. L'élève n'est là que pour le recevoir et n'a d'autre alternative que la soumission ou l'exclusion. Si l'élève ne se soumet pas, c'est qu'il ne comprend pas son intérêt réel et qu'il est mal socialisé. Il commet des "incivilités" ou pour le dire dans un langage plus direct, il est mal élevé. La référence omniprésente au modèle d'intégration républicain dans la population urbaine des quartiers a pour conséquence de renforcer ce mécanisme et d'empêcher toute contestation. L'école est "parlée" et définie comme un facteur puissant d'intégration et en même temps vécue comme une réalité d'exclusion et de mise à distance culturelle. Ainsi, **l'exclu est privé des mots de la critique où, plus exactement, sa critique est, par définition, illégitime.** Son expérience ne peut se traduire dans un langage social ou politique. Elle n'est plus qu'un problème.

On le comprend. **L'exclusion n'est pas simplement une réalité objective.** Elle est aussi un point de vue "commode" sur cette réalité, une façon de la construire qui permet de conforter les intérêts des classes moyennes et supérieures et leur idéologie républicaine. Les questions sociales sont ramenées à un problème d'ordre et d'intégration. La culpabilité ressentie devant l'exclu a la même conséquence que la peur devant l'émeute : il faut renforcer les valeurs d'intégration et permettre à tous d'accéder à la société. L'appel à l'ordre est la contrepartie de l'interrogation sur les principes de la justice sociale, exactement comme au XIX<sup>ème</sup> siècle, les classes supérieures oscillaient entre la répression et la recherche de nouveaux principes de charité.

## DES CLASSES MOYENNES PROLÉTARISES

L'existence statistique des catégories populaires et leur absence de définition sociale et politique, leur inexistence sociologique, doivent s'interpréter dans cette relation entre les classes sociales. De ce point de vue, ces groupes sociaux sont constitués comme une sorte d'envers ou de négatif des classes moyennes. Ils sont en quelque sorte des classes moyennes prolétarisées.

L'invisibilité sociale, la non-existence, le sentiment de ne pas être reconnu engendrent **un rapport particulier des habitants à leur propre environnement et à leur quartier** : ils oscillent en permanence entre la dénégation, la volonté de ne pas être confondus avec ces "gens-là", d'où leur méfiance vis-à-vis de toute forme d'organisation collective ou de toute conscience collective, bref de tout ce qui pourrait les identifier négativement, et le "surinvestissement désordonné" d'autant plus fort que leurs ressources et leurs réseaux sont captifs et faibles. Ils sont ainsi constamment pris dans une série de contradictions insolubles. D'un côté **leur aspiration est d'être inclus dans une société républicaine et intégrée**, et, d'un autre côté, **ils sont enfermés dans des quartiers dont la réalité est socialement marquée et, surtout, ethniquement "évidente"**.

D'un côté leur idéal reste celui d'un monde solidaire dont les liens sociaux seraient fortement définis pratiquement sur un mode communautaire, et, d'un autre côté, leurs conduites et leurs perceptions de la vie du quartier sont toutes entières commandées par des préoccupations profondément individualisées et surtout stratégiques et utilitaristes. Ils passent ainsi leur temps à rêver d'une vie de quartier dont ils ne cessent de se démarquer et à dénoncer les pratiques individualistes qui sont les leurs et dont ils perçoivent les effets désagrégateurs. Leur propre idéologie ou leur propre idéal les amènent à juger leurs voisins négativement et à s'autodévaloriser. **Le stigmatisme portant sur le quartier est intériorisé collectivement**, ce qui conduit à se démarquer en permanence des autres, mais en même temps, à se "défendre" individuellement, à chercher à s'en tirer personnellement, ce qui, d'une certaine façon, vient justifier le stigmatisme.

En caricaturant quelque peu ces conduites sociales, nous pourrions dire que le modèle d'une société républicaine de citoyens actifs et intégrés est l'idéologie dominante, le critère de référence positif et le cadre des jugements moraux et, qu'en même temps, les habitants des quartiers vivent et pratiquent socialement un modèle de société libérale à l'américaine, fortement individualiste, "utilitariste" et à très faible participation, mais qu'ils jugent néfaste et moralement condamnable (2).

Les phénomènes de ségrégation sociale et ethnique en sont l'illustration manifeste. De façon générale, tout le monde s'accorde à condamner la ségrégation au nom de l'idéal républicain de l'égalité et de la solidarité. Les mots ne sont jamais assez durs pour dénoncer le risque du ghetto. Mais d'un autre côté, un mode normal de sociabilité s'impose avec une grande force qui mène à la mise à l'écart d'un certain nombre de familles dénoncées comme manquant d'éducation. Ces pratiques conduisent directement à la formation d'un processus fort de microségrégation. L'appropriation de l'espace par les habitants se fait alors sur le mode du rejet de tout ce qui peut venir perturber le privé et contredire les normes implicites de la sociabilité. Les microdécisions individuelles finissent ainsi par aboutir à des zones identifiées et leurs habitants s'y définissent moins positivement, que par la dénégation et le démarquage systématiques : ils ne sont pas comme les autres, ils sont normaux, les autres sont différents, ce sont eux qui ont les problèmes...

Paradoxalement, les conduites des habitants des quartiers sont exactement de même nature que celles des classes moyennes des centres villes. Que ce soit par le démarquage et le retournement du stigmatisme, ou, plus profondément, par la microségrégation, **la pratique du quartier consiste essentiellement à mettre de la distance** : distance entre soi et les autres, entre le privé et le public, distance entre les zones urbaines difficiles et la sienne, distance entre les immigrés et les Français, entre les générations etc. **Plus l'image de l'intégration est rêvée et souhaitée, plus elle se traduit par des conduites sociales de construction de la distance.**

La distance crée et multipliée permet de se raccrocher à la société et au modèle des classes moyennes. L'identité des habitants des quartiers se construit ainsi dans **un double mouvement d'adhésion à un modèle social de classe moyenne et de démarquage vis-à-vis d'un environnement social qui en éloigne.**

---

2. Stéphane Rozès, L'univers des banlieues, Sondage de l'Institut CSA, 2 octobre 1995 et Les Franciliens et la mixité urbaine, étude CSA, novembre 1995.

C'est pourquoi, dans la même logique, les mêmes habitants tiennent individuellement des discours critiques sur le quartier et ses habitants et, collectivement, en défendent les avantages, notamment face à des interlocuteurs externes : il ne faudrait pas être assimilé aux excès négatifs mis en scène par les médias et qui seraient aussi personnellement dévalorisants. Les habitants sont ainsi pris dans des stratégies de distinction et de négation permanentes pour échapper au sentiment de chute et d'exclusion. Ils affirment leur appartenance aux classes moyennes, leur "socialisation" de classe moyenne et en même temps, les difficultés sociales majeures qu'ils rencontrent pour atteindre cet idéal de normalité et se faire reconnaître. La face devient alors un enjeu essentiel. Si on ne peut appartenir réellement aux classes moyennes, du moins peut-on se faire reconnaître ou donner le change. L'affirmation d'appartenance et l'adhésion aux valeurs et au mode de vie des classes moyennes, au "monde normal", est d'autant plus explicite et forte que l'environnement offre une sorte de démenti permanent. C'est ce qui explique l'extrême "perméabilité" de ces habitants aux discours et aux images externes et leur souci constant d'échapper au stigmate qui pèse sur le quartier.

En même temps, l'univers de référence "idéologique" et "moral" reste celui de la communauté, de la solidarité et de l'intégration républicaines. La définition collective du quartier est son aspiration à devenir un vrai quartier, à échapper aux effets destructeurs des comportements individualistes et stratégiques. **Les habitants vivent une opposition constante entre leur souci de mise à distance du quartier et des autres**, souci redoublé par leur volonté d'appartenance au monde des classes moyennes, et **leur sentiment de perdre tout contrôle sur leur environnement social**, sur ce même quartier. Autrement dit, les habitants se distancient tout en se plaignant des effets induits de cette mise à distance. **Ils vivent ainsi une tension entre l'intérieur et l'extérieur d'eux-mêmes**, intérieur et extérieur qu'ils ne peuvent réconcilier dans la mesure où le rapport entre ces deux termes est défini par les discours, les images et les attitudes des "autres" et qu'ils ne peuvent pas le maîtriser.

**La conséquence est un fort sentiment individuel d'injustice et d'échec.** Etre né du mauvais côté de la barrière est vécu non comme un destin social mais comme une sorte de handicap insurmontable, handicap né d'un contexte défavorable. Tout individu est doté de potentialités personnelles qui ne demande qu'à être développées. Il est comme tout le monde. Autrement dit, chacun d'entre nous a le droit de "vivre sa vie". Or, le quartier de banlieue, le stigmate, le mauvais côté de l'agglomération, empêchent de vivre sa vie, de développer ses talents et ses dons personnels. Le sentiment dominant est alors de ne pas être là où, légitimement, l'individu devrait se trouver.

**L'individu agit en fonction de cette "situation" qui lui est faite.** Le juste ou l'injuste, le moral ou l'immoral sont très exactement dépendants de sa propre perception des dommages qu'il subit. La loi est une règle externe, un ensemble de contraintes, une sorte de "code de la route" qui n'a rien à voir avec le souci moral du respect de chacun. L'essentiel est de "réussir" sa vie personnelle. Comme dans les classes moyennes, cette logique conduit à la "survalorisation" de l'espace privé. Le monde privé est le monde où l'individu peut être reconnu et "sauver sa peau" alors que l'espace public du quartier est souvent vécu comme un espace de décombres et de danger. Tout ce qui n'est pas investi stratégiquement et utilitairement dans cette réussite de la vie privée et personnelle est considéré comme une perte de temps et d'énergie. Il s'agit, pour l'essentiel de préserver cet espace privé construit et défendu comme étant du "bon côté" et prouvant que

l'individu pourrait l'être aussi socialement. Inversement, le malheur privé est le malheur absolu et irrémédiable. Il renvoie du mauvais côté. Il identifie avec l'environnement, avec le stigmate. Il signe l'échec complet, mais un échec totalement personnel.

Tout ce processus conduit à une sorte de personnalisation extrême des questions sociales et de l'échec. Une des caractéristiques majeures des quartiers est que **les distances sociales et les problèmes sociaux y sont vécus personnellement**. Ils ne donnent lieu à aucune construction d'une conscience collective qui pourrait engendrer une action contestataire ou une révolte. L'injustice et l'échec restent sur l'estomac de chacun et se vivent sur le mode de la honte ou de la dévalorisation individuelle, **engendrant apathie et dépendance mais aussi une sorte de "haine de soi"** et d'un environnement social auquel on ressemble. Seuls les jeunes paraissent échapper à ce mécanisme et développer une quasi-conscience politique de leur exclusion. Mais la force de cette logique d'atomisation est telle qu'ils sont très souvent perçus négativement ou comme un danger et qu'ils ne parviennent pas à traduire collectivement leur révolte.

La construction positive de l'identité et sa reconnaissance passent par la consommation. C'est par la consommation que l'individu participe à la vie sociale et se rattache à la société "normale" des classes moyennes. De ce point de vue, le monde privé s'oppose au monde public dans la mesure où il s'agit aussi de l'univers privilégié de la consommation : les objets achetés comme la participation sociale via les médias se "pratiquent" dans le monde privé. A l'inverse l'univers public, celui du quartier, est un univers de faible consommation et, surtout, d'un mode collectif de consommation par les équipements notamment. Il s'agit donc d'une consommation de seconde zone qu'on ne peut que considérer négativement.

L'individu habitant du quartier se définit strictement dans cette relation à la consommation. Il peut être pauvre, c'est-à-dire ne pas disposer des ressources nécessaires à un niveau normal de consommation, il n'est certainement pas ouvrier ou travailleur, c'est-à-dire défini par un rapport à la production. Ainsi, la question du "travail" est-elle omniprésente et centrale. La pauvreté est un effet direct du chômage. Mais en même temps le travail est complètement marginal : il est un moyen pour obtenir des ressources nécessaires à la consommation. Il peut être aussi, dans l'idéal, un prolongement des talents personnels, un moyen de réalisation individuelle. Mais il n'a pas de signification sociale. Il reste totalement extérieur à la vie du quartier, une question personnelle qui ne permet pas de structurer des relations sociales ou une conscience collective.

La consommation a pour effet de générer un désir profond de conformité sociale. Elle est à la fois ce qui intègre fortement à la société et, en même temps, ce qui fractionne et atomise la vie du quartier et isole chacun. C'est pourquoi **il est difficile de parler d'exclus en ce qui concerne les habitants des quartiers de banlieue**.

Leurs conduites sociales et leur souci utilitariste et individualiste sont ceux d'individus intégrés, se référant à un univers de valeurs et de comportement appartenant aux classes moyennes. C'est en référence à cet univers et aux possibilités d'accès qu'ils y ont que les individus se définissent. C'est cet univers qui commande la logique incessante de déclassement, de reclassement et de distinction que nous observons. **L'identité se construit en creux, par la négation de l'autre, et positivement par la manifestation de l'adhésion à un modèle de consommation** et aux langages et images qui vont avec. Pour des individus démunis et socialement faibles, disposant de peu de ressources,



**l'intégration sociale passe souvent par une sorte de surconformité à ces modèles et de surdénégation des autres habitants du quartier**, comme un processus permanent d'oscillation entre surcompensation et décompensation sociales.

La consommation n'a donc pas pour seul effet d'intégrer en atomisant la vie sociale, elle "casse" aussi l'identité personnelle : l'individu ne peut participer à la vie sociale qu'en se conformant à des modèles de comportement, à des langages et à des images qu'ils ne maîtrisent pas et qui lui sont imposés de l'extérieur, par les classes moyennes. Très souvent les chercheurs ou les travailleurs sociaux sont confrontés à ce problème. En grande partie extérieurs au quartier, **ils se trouvent en face d'individus qui leur donnent l'impression "d'en rajouter", de "jouer leur propre rôle", bref, de se conformer avec ostentation à l'image qu'ils pensent que la société a d'eux.** Le malaise des premiers engendre alors l'agressivité des seconds qui leur reprochent implicitement de les mettre dans la situation humiliante de jouer leur propre rôle. Les habitants des quartiers de banlieue sont ainsi d'abord des classes moyennes prolétarisées ou "inférieures". Ils subissent une domination d'ordre culturel. Ils adhèrent à des modèles sociaux de comportement et à des idéologies qui les empêchent de concilier leur participation à la vie sociale et l'affirmation d'une identité personnelle autonome et reconnue. Ils sont définis, sans capacité de se définir.

\*

\*\*

Depuis le début des années quatre-vingts, le thème de l'exclusion sociale et de la dualisation de la société n'a cessé de progresser pour finir par s'imposer comme la catégorie centrale d'analyse de la vie sociale en France. **Les phénomènes observés dans les banlieues sont ainsi renvoyés exclusivement à la crise d'un modèle d'intégration** qui aurait perdu son efficacité et qui, face aux difficultés économiques, peinerait à assurer à tout le monde une citoyenneté pleine et entière. La conséquence politique est le triomphe actuel d'une idéologie républicaine en appelant à l'État pour assurer la solidarité et renforcer les mécanismes déficients de la socialisation.

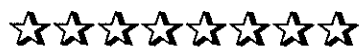
Nos observations nous conduisent à souligner **les dangers d'une telle construction et d'une telle définition de la réalité des quartiers de banlieue.** Elle enferme leurs habitants dans des situations de crise dont ils n'auraient pas la maîtrise et en fait des non-acteurs. Surtout, elle masque les processus de domination que subissent ces populations, processus de désocialisation permanente et d'imposition de modèles culturels normatifs qui empêchent toute constitution d'une identité collective positive. De ce point de vue, l'idéologie républicaine elle-même participe de ce processus en renforçant l'atomisation et en délégitimant, par avance, toute forme de révolte collective et d'identité contestataire.

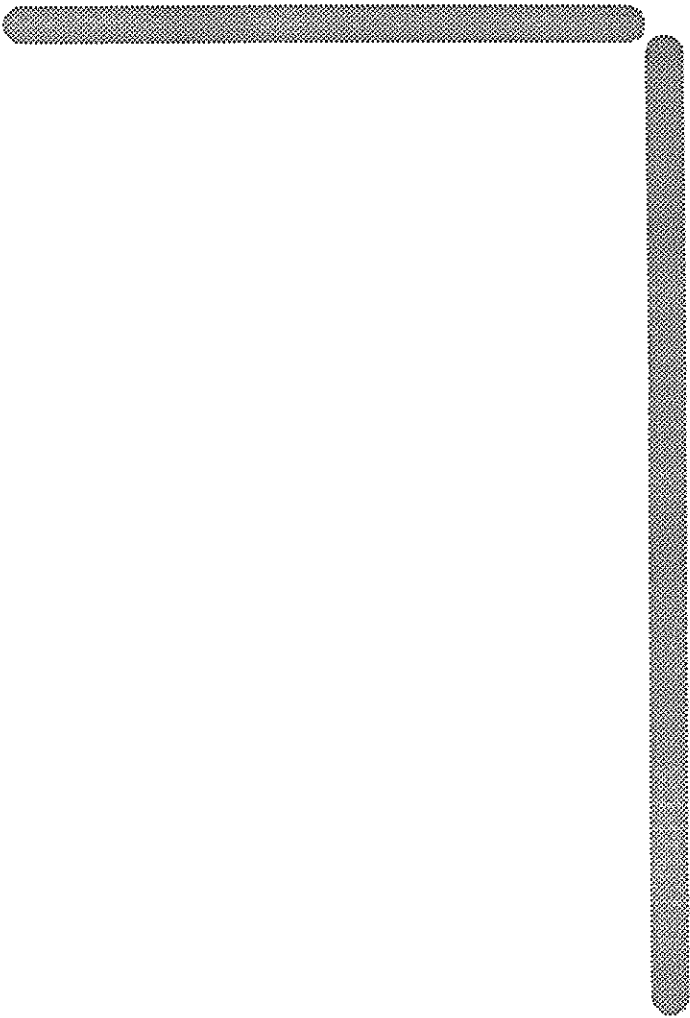
Le problème n'est donc pas aujourd'hui de lutter contre les affirmations identitaires au nom de la citoyenneté ou d'émanciper les individus pour les intégrer. Il s'agit, au contraire, **de créer les conditions sociales permettant à chaque personne ou à chaque groupe d'accéder avec sa particularité à la participation sociale et politique** et donc, de construire sa vie en s'opposant aux langages objectivants qui cherchent à le réduire à un problème ou à une situation et à le priver de son expérience.



# ***DÉBAT***

*animé par Alain JUND,  
Président de l'Observatoire Régional  
de l'Intégration et de la Ville*





---

**Yves HEMEDINGER,**

Conseiller Municipal de Colmar chargé de la Jeunesse

---

**Parler de violence sans parler d'insertion au sens large est difficile voire impossible.** Les deux phénomènes sont liés. Il est nécessaire d'établir un bilan et aussi de dresser les perspectives d'avenir.

C'est sans doute **l'évolution de nos villes, de toute la société qui se joue dans nos quartiers.** Je dis bien nos quartiers, car c'est une version optimiste que de penser que les problèmes sont confinés de manière hermétique et définitive dans des quartiers bien définis.

Il y a en réalité un risque de contagion, d'autant plus que la situation économique fait qu'on assiste à un transfert de la classe moyenne vers le bas et non plus vers le haut avec toutes les conséquences que cela peut avoir.

Sur un plan général, nous savons que la France a un taux de chômage élevé et plus encore si on regarde le chômage des jeunes. Cela influence bien sûr directement les phénomènes de violence.

On constate aussi que **l'utilisation d'un langage guerrier lorsqu'on aborde l'économie** est parfois source de violence. En effet, on parle de guerre économique, " il faut se battre ", battre l'autre... Ce langage permet à ceux qui ont un emploi d'exprimer cette soif de compétition sur le front économique. **Ceux qui sont exclus du champ de bataille** sont souvent tentés d'exprimer leur soif de compétition, **leur volonté de démontrer leur supériorité dans la rue et par le biais de la violence.**

Enfin il s'agit de définir les termes violences et aussi la notion de jeunesse.

## **SITUATION À COLMAR ET ACTIONS EN COURS**

### **Situation à Colmar**

Colmar, ville moyenne, à taille humaine, charmante et souvent qualifiée de bourgeoise. C'est certes la réalité, mais cela a souvent conduit à nier ou à se cacher la réalité.

"Pour vivre heureux, vivons caché" cette maxime a souvent résumé la situation.

Pourtant la réalité est toute autre (voir étude ORI). L'action volontariste et efficace du Maire de Colmar a permis le classement d'un quartier en ZUS.

Compte tenu des critères nécessaires cela démontre la réalité et l'ampleur des problèmes.

### **Actions en cours**

#### *Image des quartiers*

**Trouver un emploi n'est pas aisé lorsqu'on indique sur son curriculum vitae l'adresse d'un quartier réputé difficile,** il est donc nécessaire parfois de rassurer les

éventuels employeurs en établissant un partenariat d'entreprise entre l'ANPE, les associations de quartiers et les entreprises.

La nomination à Colmar d'un "Monsieur Emploi" va un peu dans ce sens.

### *Problèmes de l'école*

En ouvrant l'école sur la vie on l'a ouverte sur la rue en supprimant les protections  
Aujourd'hui, il faut protéger l'école et les cours de récréation, il faut aussi continuer d'oeuvrer en faveur du soutien scolaire, **l'école de la République est l'élément fondamental du dispositif de lutte contre l'échec trop souvent synonyme de violence.**

### *La drogue*

Elle est la cause et aussi la conséquence d'une partie importante de la violence.  
Le manque d'activités, de moyens financiers, mais aussi la banalisation du phénomène permet une prolifération du phénomène avec pour corollaire le développement de la violence.

Les actions menées et surtout leurs résultats permettent de démontrer qu'il ne faut pas tomber dans la fatalité.

**La politique de financement d'associations** d'insertion, sportives, culturelles etc... permet d'entretenir une activité dans les quartiers. Cette politique est largement développée à Colmar.

Citons aussi la qualité et le nombre d'espaces vert au sein du quartier, l'existence d'équipements sportifs. La mise en place d'une politique de réhabilitation du logement et aussi le rôle que joue la Mission locale depuis 1992.

Enfin au chapitre de la prévention qui est nécessaire, il faut citer **la mise en place d'un Contrat d'Actions de Prévention pour la Sécurité dans la ville (CAPS) et le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance.**

## **REMEDES ET CONCLUSION**

Il ne faut pas se leurrer, sans amélioration de la situation économique, les difficultés rencontrées dans les quartiers ne disparaîtront pas.

Néanmoins, **il est de la responsabilité des décideurs locaux de tout faire pour endiguer les problèmes existants.**

La politique qui consiste à limiter ou soulager les souffrances par la dépense sociale à sans doute trouvée ses limites : elles sont d'ordre budgétaires.

Il faut aujourd'hui sortir du système où on rend l'habitant du quartier passif, il faut passer à une démarche active, **il faut donner à chacun les moyens de devenir maître de son destin.** Il s'agit d'une démarche participative, il faut rendre les personnes citoyennes mais pour cela il faut réunir 3 ingrédients :

- le respect de la loi
- le respect de la parole
- le respect du rapport de force

Il faut **restaurer un climat de confiance et de sécurité dans les quartiers.**

Les crédits obtenus grâce à la déclaration ZUS vont permettre l'ouverture d'une antenne du commissariat au coeur du quartier sensible.

Monsieur Gilbert MEYER a déjà obtenu un renforcement non négligeable des forces de police.

Il est nécessaire de **faire fonctionner des services publics de proximité dans les quartiers**, c'est pour cette raison que la nouvelle municipalité a tenu à ouvrir une antenne de la mairie dans le quartier.

Rien n'est plus important que de démontrer que les habitants du quartier ne sont pas abandonnés.

Il faut **donner la parole aux jeunes**, et cela se fera par la mise en place d'un conseil municipal des jeunes, par la mise en place d'une collaboration entre la Ville et la CAF afin de récompenser des initiatives jeunes.

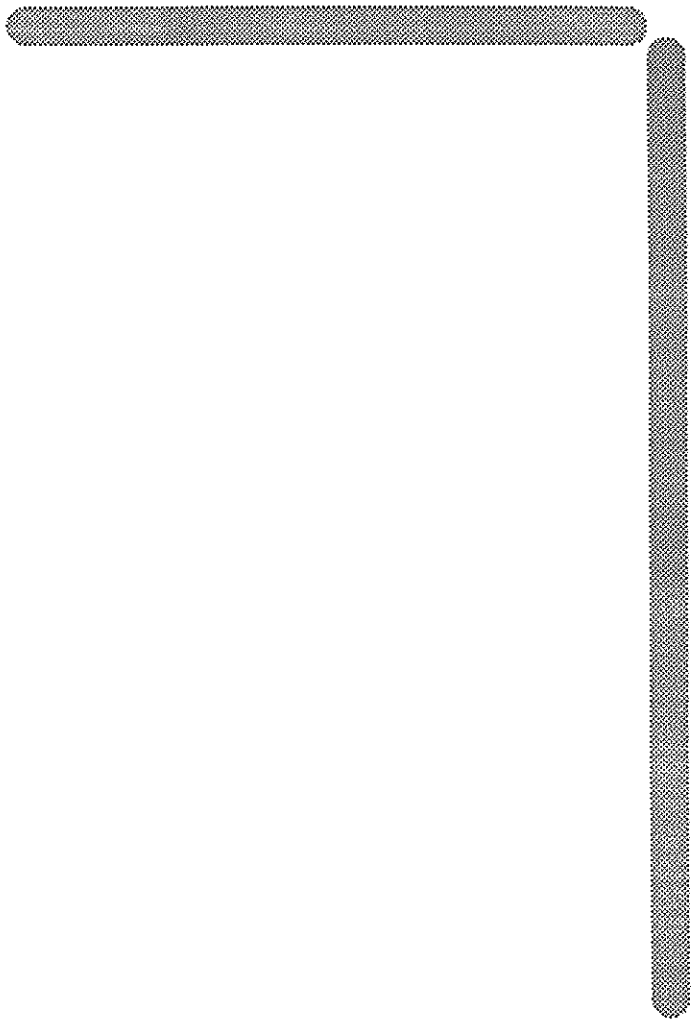
Il faut aussi **décloisonner les quartiers et développer une politique de logements sociaux** dans toute la ville.

Enfin n'oublions pas, **la mise en place d'une politique d'insertion par l'économie** et le développement d'emplois de proximité et d'emplois ville.

Il faut **décloisonner les services liés à l'autorité des jeunes** et créer des pôles synergétiques.

Il faut aussi **parler de ce qui marche** et sans doute plus et mieux mettre en valeur les réussites de personnes ou de projets émanant de jeunes du quartiers.

Enfin on s'est peut être trop axé sur l'aide aux adolescents et pas assez sur l'aide aux parents et aux enfants.



---

**Richard SANCHO-ANDREO,**  
Directeur de l'Association THÉMIS

---

## **L'ACCÈS AU DROIT DES JEUNES, UN VECTEUR DE SOCIALISATION**

En quoi l'accès au droit des jeunes croise-t-il les violences urbaines ?

Dans les missions de THEMIS, l'information individuelle et l'accompagnement socio-juridique est complétée par des actions collectives de sensibilisation et d'éducation à la Loi. Les actions collectives visent à se rapprocher des jeunes et des adultes (enseignants, éducateurs, parents) dans une relation de proximité et territorialisée.

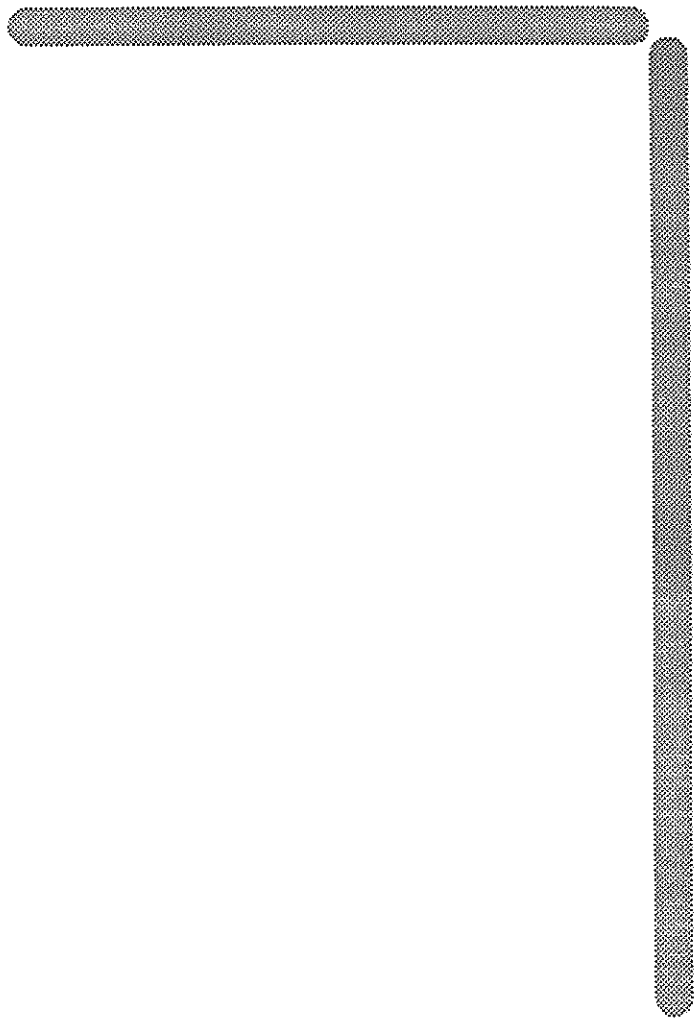
L'équipe de THEMIS a ainsi au fil des années participé à la création d'un réseau où les jeunes et les adultes utilisent le droit comme vecteur de socialisation. Le Service Droit des jeunes est concrètement sollicité par des éducateurs ou par des jeunes directement à la suite de situations de trouble de l'ordre public dont certaines ont donné lieu à des violences urbaines (dégradations de mobilier urbain, de véhicules...).

Pour l'équipe de THEMIS, **il s'agit de rendre le ou les jeunes acteurs** dans la procédure en cours. Parler des faits, voir en quoi il y a délit, non respect des normes sociales tout en recherchant à garantir le respect du principe du contradictoire et une défense de qualité permet de créer une distance sociale entre le jeune et les acteurs de la loi (la distance sociale est l'expression d'une séparation des pouvoirs). Cette distance permet de clarifier les droits et les obligations du jeune mais aussi ceux de l'adulte. Rendre audible l'inaudible est pour certains une première expérience de reconnaissance sociale.

Cette démarche, au-delà de son aspect pédagogique, **redonne parfois espoir aux jeunes dont le passé est fait d'exclusions et de souffrances**. Une part non négligeable des jeunes mêlés à des violences urbaines (parmi ceux qui se sont adressés au Service Droit des Jeunes) ont un parcours de vie chaotique où les violences familiales (y compris des violences sexuelles), la violence subie de la part des camarades (extorsion, menaces) ont contribué à les rendre violents. La consommation de médicaments, les troubles mentaux sont aussi un détonateur pour des passages à l'acte violents.

**L'aide aux victimes mineures** devrait de ce fait devenir **une des priorités pour lutter contre la violence en milieu urbain**. Nous avons pu aussi par notre participation au Collectif des associations de Cronenbourg suite aux incidents du mois de novembre 1995, apprécier **l'importance de la demande des adultes concernant la connaissance des lois**. Or aucune paix sociale n'est possible si les adultes, les parents en premier lieu ne sont pas les premiers protecteurs de leurs enfants.

Finalement, l'accès au droit marque aussi **une évolution de la Justice vers une justice de réparation, de médiation** qui nécessairement exige davantage de cohésion éducative. Les jeunes mineurs, mais de plus en plus aussi les jeunes majeurs, dans leur interpellation du Droit, posent une question de fond : le Droit est-il encore et toujours le garant des libertés et des obligations ?





---

**Marie-Thérèse HARTMANN,**

Assistante sociale - Collège de Bourzwiller (Mulhouse)

---

Si nous voulons parler de violence, il faut déjà que nous nous mettions au clair avec notre propre violence.

Nous n'allons pas casser les voitures et les Abribus mais nous savons tous autour de cette table qu'il y a des mots qui tuent plus sûrement que des armes. **Soyons attentifs à ne pas faire un amalgame entre banlieue et violence.**

**Les paroles trompeuses, les promesses non tenues, les espoirs déçus engendrent la violence.** Dans la fonction d'Assistante Sociale nous constatons tous les jours qu'avant de nous mettre au travail avec un élève, nous sommes continuellement obligés de le rassurer sur la fiabilité de notre parole. Jusqu'où pourra-t-il se fier et se lier à ce que nous sommes et à ce que nous lui proposons ?

Il y a aussi **un lien direct entre le mépris et la violence**, le premier engendrant fatalement la seconde. C'est vrai que moins on est clair avec sa propre violence, plus on a tendance à vouloir la localiser en dehors de nous.

Il est indispensable que nous puissions rester choqué par le regard et les représentations émanant d'une catégorie de citoyens sur une autre catégorie de citoyens.

Dans le bouleversement culturel actuel, entraînant la perte des repères il y a indéniablement quelque chose qui se joue, peut-être de manière plus sensible dans les banlieues. On pourrait formaliser cela en disant que l'on passe de la fonction paternelle de pouvoir vers la fonction paternelle d'autorité. Notre bouleversement culturel nous y a peut-être mieux préparé que les populations immigrées.

C'est le passage d'un monde structurel, codifié, vers un monde fondé sur la reconnaissance et le respect. C'est général, quelque chose glisse du pouvoir vers l'autorité.

A l'éducation nationale, on est moins actuellement dans la transmission du savoir que dans la construction de l'éducation de l'enfant. Cela se structure dans l'interaction adulte-enfant. Le professeur doit d'abord montrer qui il est, avant de faire passer ce qu'il sait. Ce sont aussi les enfants les plus fragiles, les plus cassés qui violentent les professeurs les plus fragiles.

Ce passage dont nous venons de parler, irréversible, d'un monde disciplinaire à un monde de respect mutuel interpelle directement la fonction paternelle (dans la mesure où elle ne fonctionne pas).

C'est bien autour de la problématique de cette fonction que se jouent la plupart des actes de violence et que s'établissent les zones de non droit et de non-loi.

Si le deuil du retour au pays commence à être une réalité pour les immigrés, en particulier ceux d'Afrique du Nord, celui-ci s'accompagne actuellement d'une remise en mouvement de leur fonction et de leur rôle. Depuis une ou deux années on assiste à une interrogation des pères quant aux problèmes scolaires et comportementaux de leurs enfants. Avant cela, leur fonction paraissait figée dans un discours dogmatique non élaboré dans l'économie familiale.

S'il est vrai que le pays d'accueil (la France) protège avant tout la femme et l'enfant (financièrement et légalement) la découverte par les femmes de leur pouvoir a exacerbé leur enfermement dans la relation fusionnelle avec leurs enfants. La mère gère et comprend mieux que le père comment fonctionne le pays d'accueil. Ainsi beaucoup de femmes travaillent la nuit et s'occupent des enfants le jour, alors que le père est invalide, au chômage ou en maladie.

Ces femmes sont épuisées, harassées mais restent à l'écoute de leurs enfants et grands garçons surtout, dans leurs besoins les plus libidinaux. Ces mamans restent collées avec leur enfant dans une relation fusionnelle que le père n'a pas séparée. La fonction paternelle qui doit sortir l'enfant du chaos fusionnel en introduisant la frustration, les limites et l'interdit, qui doit en faire un être social, différencié de la mère, cette fonction n'a pas joué. L'enfant reste livré à la mère et ne renonce pas à sa toute puissance.

Les enfants sont les plus agressifs à 18 mois. Si à 8 ans ils n'ont pas pris l'habitude de subir la frustration (le non) la violence devient un moyen d'expression irréversible.

La seule manière de gérer quelque chose de cette violence et qui est la manière de gérer tout problème, c'est de permettre aux gens de comprendre, de donner du sens, de savoir ce qui se joue.

**Il faut arrêter de travailler sur ce que les gens sont ou donnent l'impression d'être. Il faut arrêter de stigmatiser. Il faut travailler avec les gens sur ce qu'ils vivent, ce travail doit continuellement être recentré à partir des théories.**

Si j'ai une quelconque légitimité à apporter un témoignage sur le quartier, c'est avant tout parce que quelque chose s'échange en permanence entre les habitants et ce que je suis. C'est quelque chose de mon approche professionnelle et de mon regard qui a dû changer en profondeur. **J'ai dû perdre mes certitudes pour me mettre en apprentissage, apprendre à faire avec les autres.**

Avant de terminer je voudrais retenir **4 aspects de la violence** en général :

1. Il y a violence, mais **il ne faut pas amplifier le problème**, elle s'exprime sur ce quartier de manière plus visible.
2. Il y a **une économie parallèle qui maintient et exige des formes de violence** mais là on se heurte à l'ambiguïté politique : économie parallèle tolérée ou coût trop élevé de ces quartiers ?
3. Il faut **mettre les pères et les mères en travail**, ils ne demandent pas mieux. Au collège nous avons travaillé sur l'absentéisme, les loisirs et sur la violence avec les parents d'élèves.

Quelque chose du discours paternel doit être intégré et élaboré. Le père n'est pas la loi, il n'est pas le représentant de la loi, il doit être le représentant de l'autorité d'une loi pour

que se créent les espaces intersubjectifs permettant à l'enfant d'advenir.

4. La culpabilité afférente à notre héritage culturel nous pousse à protéger le faible et l'opprimé, sans trop analyser les conséquences de nos actes et leurs effets pervers. **Veillons à ce que la pensée précède nos réalisations** dans lesquelles le social a tendance à nous cantonner.

Les quartiers en difficulté nous apprennent tous les jours que **quelque chose ne change que si quelque chose s'échange**. Il faut faire rentrer la compétence, la réflexion et la mouvance dans les banlieues.

Malgré les décloisonnements des structures apportées par la politique de la ville, il y a encore un pouvoir centralisateur qui fige les profils de poste et le déroulement de carrière des professionnels sur des modèles pas toujours adaptés.



---

## **Cathy BREYSACH,**

Animatrice du secteur Jeunes au Centre Socio-Culturel Europe (Colmar)

---

● Faisant partie du collectif "Animateurs Jeunes" du Haut-Rhin, je souhaiterais vous exposer **les phénomènes qui déclenchent le plus souvent la violence** lors de nos animations :

1- Vient en premier lieu **la réaction des jeunes face à un rappel des règles qu'ils ne peuvent entendre**. Le fait de leur dire "NON" pour x raison(s) provoque souvent mépris, incompréhension, violence verbale, voire même physique.

2- **N'ayant plus de projet de vie ou de projet scolaire / professionnel, ils sont avides d'événements**. Comme il ne se passe plus rien de frétillant dans leur vie, ils créent l'événement.

Exemples : feu dans les caves - incendie de voiture - vol de voiture avec radio, etc..

Les bagarres ou la venue de la Police et des Pompiers dans les quartiers sont devenues leurs spectacles de prédilection. Ceux-ci peuvent "déraper" dans une surenchère de violence avec menaces, injures, jets de pierre sur les agents.

3- Le dernier point est de constater que **certains animateurs encadrant les jeunes de quartiers manquent d'expérience et de formation** pour anticiper les conflits et les dégradations.

Pour pouvoir anticiper, il faut bien connaître le groupe que l'on accompagne (bien souvent, ce n'est pas le cas) et posséder les facultés nécessaires pour détecter en un clin d'oeil les lieux et les personnages qui pourraient présenter un risque ou une provocation pour les jeunes.

Exemples:

- Éviter les toilettes de gymnase ou salle de cinéma,
- Éviter les personnes dégageant de l'anxiété à la vue du groupe.

**Certains jeunes se confortent dans l'image "Jeunes du quartier - Délinquance - Violence" par manque de repères ou d'identité**. Ils renforcent volontiers cette image et se laissent prendre au piège.

Pour faire peur, pour impressionner, pour exister et susciter de l'attention, ils sont capables de monter plusieurs scénarios. Le plus classique en ce moment : se raser le crâne et porter une arme (qui n'est souvent d'ailleurs qu'un jouet).

Le dernier exemple que je citerai et qui provoque de la violence, ce sont tous ces jeunes qui ne s'inscrivent dans aucune démarche de projet, aucune activité, qui errent, squattent, menacent et mettent la pression sur d'autres jeunes ayant réussi à se mobiliser autour d'un projet. Exemple: danse, chant, théâtre, cirque.

Ce constat est fait lorsque les uns veulent se produire, monter sur scène. Ils sont violemment rappelés à l'ordre pour ne pas sortir du rang ; la jalousie, poussée à l'extrême, empêche de réussir un projet et de le vivre dans le quartier.

Tirer vers le bas, empêcher l'expression, tels sont les objectifs des injures, jets de pierre ou d'oeufs qu'essuient les jeunes qui se démarquent.

● **Plusieurs pistes** sont à exploiter pour **mieux comprendre la violence et l'enrayer.**

- D'une part, **inciter des groupes de parole** tels que le collectif des animateurs jeunes du Haut-Rhin. Le partage d'expériences vécues, la formulation et le dire des angoisses sont des lieux où l'on dédramatise et relativise les situations.

- Donner davantage d'**outils pédagogiques**, et pour cela **une meilleure formation des animateurs** : celle-ci devrait contenir plus de psychologie et de sciences humaines afin de pouvoir anticiper et prévenir les événements.

Le turn-over important des animateurs jeunes démontre bien le manque de cohérence entre la formation délivrée et la réalité du terrain. Ces formations sont souvent succinctes par rapport au poste de travail et à la mission occupés.

- Il existe à Colmar une Antenne de Justice comportant un Service Médiation / Réparation pour les jeunes mineurs ayant commis un délit. Ses objectifs sont : rappeler la loi, responsabiliser l'auteur de ses actes, prendre en compte la victime, restaurer la paix sociale et éviter la récidive.

- Concernant les méthodes d'intervention des animateurs jeunes, plutôt que de proposer des centres aérés qui poussent à la consommation d'activités, il conviendrait de généraliser **la pratique de suivre et d'accompagner des projets individuels ou collectifs**. A terme, les jeunes sortent grandis d'une telle expérience. Cela implique évidemment une très bonne connaissance des dispositifs existants et être capable de responsabiliser les jeunes à tout âge.

- Il convient de réfléchir sur le plan urbaniste (cabines téléphoniques et abris bus: choix des matériaux) et de provoquer des rencontres adultes / jeunes.

Enfin, je pense que Colmar se démarque par rapport à Strasbourg et Mulhouse par le fait que les incidents se produisant dans le quartier sont à peine relevés dans la presse locale et ne font pas l'objet d'une retransmission télévisée. Les jeunes sont ainsi seuls spectateurs de leurs délits ce qui enlève beaucoup d'intérêt.

Je vous ferai également part de **l'impression d'une jeunesse particulièrement résignée et qui préfère "se casser" plutôt que de détruire et de démolir** (l'image d'une ville "clean" doit rejaillir sur eux).

Chaque année, le nombre de jeunes

- qui deviennent toxicomanes,
- qui tentent de se suicider,
- qui sont handicapés à vie à la suite d'un accident,
- qui se tuent par overdose ou en faisant des rodéos en voiture, ne fait qu'accroître.

**Quelle violence faut-il craindre le plus ?**

---

**Michel KOEBEL,**

Conseiller d'Éducation Populaire et de Jeunesse à la DDJS du Haut-Rhin,  
Doctorant en sociologie à l'Université des Sciences Humaines (Strasbourg)

---

Il semble difficile a priori de voir **un lien entre prévention de la délinquance et conseils municipaux d'enfants et de jeunes**. Il existe cependant quelques faits concrets qui vont dans ce sens et que je voudrais évoquer aujourd'hui.

- Premier fait : c'est Gilbert BONNEMAISON, l'initiateur des Conseils Communaux de Prévention de la Délinquance (CCPD), qui dans les années 83-84 a activement soutenu le **développement des conseils municipaux d'enfants (CME) en France**, notamment en finançant sur des crédits CNPD un film vidéo sur les expériences du CME de Schiltigheim et du CMJ d'Épinal (c'est d'ailleurs deux ans plus tard que la création de CME s'est particulièrement accélérée). D'ailleurs, les quatre communes représentées à cette table ronde ont toute un CCPD et ont toutes une expérience, parfois très longue, de conseils de jeunes.

- Deuxième fait : **l'origine de plusieurs conseils de jeunes en Alsace est liée, dans le discours des maires, à une volonté de répondre à la présence gênante de jeunes**, plus ressentie par la pression des habitants sur le maire que par les actes objectifs de délinquance ou de violence commis par ces jeunes. Ces discours sont plutôt le fait de petites communes (n'ayant pas les moyens de répondre à la délinquance par l'embauche d'éducateurs ou la mise en place de structures lourdes). Savoir si la création d'un conseil de jeunes peut répondre à ce type de problème est une toute autre question.

- Troisième fait : au sein même des conseils d'enfants et de jeunes, **les jeunes élus se préoccupent beaucoup de la prévention** et réalisent souvent des projets qui y sont liés comme les campagnes de sensibilisation contre le racisme, la drogue, la délinquance.

- Dernier fait, qui est un constat : lorsque ces conseils, par le jeu des élections, n'exclut pas d'office la plupart des jeunes ayant des difficultés d'insertion, les «rescapés», très souvent, ne parviennent pas à y rester longtemps : le cadre, le type de fonctionnement ne leur conviennent apparemment pas.

Ces différents éléments m'amènent à poser une question simple : **est-ce que favoriser le civisme permet de lutter contre l'incivisme ?**

Pour répondre à cette question, il faut je crois faire l'un ou l'autre parallèle dans des domaines approchants.

Dans les politiques jeunesse développées par de nombreuses municipalités et par des structures socioculturelles ou de prévention, la question peut alors se traduire et devenir : favoriser les projets positifs, ou connotés positivement par une fraction de la population, permet-il de « tirer » les jeunes exclus de leur exclusion ?

Dans un autre domaine : développer une politique de diffusion culturelle permet-il de sortir les personnes peu cultivées de leur exclusion culturelle (je parle bien entendu ici de

cette forme de culture qui est admise comme culture légitime et dominante) ? D'où toutes les politiques de diffusion culturelle en direction de l'enfance, stade où, croit-on, les inégalités ne sont pas encore marquées.

Le problème semble se situer en amont de ces réponses politiques. La réponse globale à la question initiale est donc : NON !

**Un conseil d'enfants ou de jeunes n'a pas pour objet ni pour effet principal de lutter contre l'exclusion ou la délinquance.** Et le civisme est une qualité qui est éminemment sociale, socialement définie (par une fraction de la population, celle qui a naturellement un comportement que l'on pourrait qualifier de « civique »), et donc socioculturellement déterminée (j'entends par civisme le respect des valeurs républicaines et la participation minimum à ses institutions ; le respect aussi des personnes qui l'incarnent sur le plan politique et/ou administratif).

Partant de là, les pratiques concrètes sur le plan des politiques menées en direction de la jeunesse sont parfois moins exclusives les unes que les autres; il existe, dans les modalités de mise en oeuvre et de fonctionnement des différents projets mis en place et des structures, des espaces de liberté ; **l'enjeu devient alors simple: trouver les modalités et les moyens qui favorisent le plus la participation** de ceux qui sont les moins enclins à participer.



# ***SYNTHÈSE***

***Claude PALPACUER,  
Substitut Général à la Cour d'Appel de Colmar***





J'ai imprudemment accepté la redoutable mission de dresser **une synthèse des débats** et, mieux encore, de **présenter des perspectives**.

On me l'a certainement demandé en ma qualité de représentant de l'institution judiciaire mais la justice n'a pas nécessairement vocation à le faire, même si elle doit d'évidence, contribuer à la réflexion dans un débat ayant pour thème "Jeunes et violences urbaines".

Il faut éviter, faute de solution, de retomber dans un discours simplificateur :

- Que fait la Police ?

et en 2ème rideau :

- Mais que fait la Justice ?

● A l'issue des débats, il apparaît assez nettement que **l'analyse du phénomène des violences urbaines est riche de sa diversité et parfois de ses contradictions**.

1) Je retiens tout d'abord **la volonté de tous les intervenants d'éviter un discours simplificateur**, en remplaçant le phénomène :

- dans une **perspective historique** : les violences urbaines ne sont pas nouvelles et nous rappellent des périodes de l'Histoire marquées par autant sinon plus de violence,

- dans une **perspective socio-économique** : notre Société, en constante évolution, avec la volonté d'intégrer, génère des modèles et donc des échecs (modèle d'intégration scolaire, modèle de consommation, modèle de réussite sociale. . .)

- dans une **perspective politique** : le discours sur les violences urbaines n'est pas toujours dénué d'arrière-pensée politique. L'analyse politique du phénomène et les réponses politiques qui sont données sont sensiblement différentes selon le groupe désigné comme auteur desdites violences, sans que la gravité des désordres constatés soit toujours prise en compte dans l'analyse (violences des jeunes, violences revendicatives de certains groupes professionnels. . .).

2) Je note ensuite **la volonté des intervenants de mieux définir et identifier le phénomène par une meilleure connaissance** sinon des causes tout au moins des **facteurs déclenchant ou favorisant** (urbanisme, chômage, démographie, différences culturelles...).

3) Volonté également de **donner un sens à un phénomène qui inquiète** d'autant plus qu'il paraît irrationnel (ce qui peut expliquer la relative mansuétude à l'égard de certaines violences collectives dont le caractère revendicatif est clairement identifié).

4) Volonté enfin de **relativiser le phénomène**. Mais n'est-ce pas une façon de calmer nos inquiétudes face à un phénomène dont on ne perçoit pas l'issue ?

Les débats de ce type laissent trop souvent aux participants et intervenants un sentiment de frustration né de l'interrogation suivante : l'analyse du phénomène, même si elle se révèle parfois contradictoire, est relativement précise ; mais comment traduire cette finesse d'analyse en actions concrètes et immédiatement efficaces sur les plans politique, économique, social, culturel, judiciaire ?

Nous subissons des pressions, parfois légitimes, qui nous imposent de rechercher des solutions immédiates car chacun, à son niveau de responsabilité, se voit demander des comptes:

- le Politique soumis à des échéances
- l'École stigmatisée à cause de ces échecs
- la Justice taxée alternativement de laxisme ou d'extrême sévérité.

**Or les actions à mener doivent s'inscrire dans la durée et être constamment soutenues par la réflexion** ( du type de celle conduite au cours de cette journée). Il ne peut y avoir de diagnostic définitif et immuable. Il faut dès lors se méfier des solutions présentées comme définitives et immuables.

L'action de la Justice pour répondre à des phénomènes de groupe peut apparaître impuissante car sa mission est de juger des cas individuels. Tout en se devant d'être exemplaire, elle ne doit pas faire des exemples : chaque cas est particulier ; on juge un individu, pas un phénomène de délinquance.

Son cadre d'intervention est strictement délimité par la loi qui définit des infractions précises sans se référer à la notion de violences urbaines.

Toutefois, même si elle est tenue de répondre à des cas individuels, la Justice a de plus en plus, manifesté la volonté d'inscrire son action dans la vie sociale :

- actions de partenariat avec les collectivités locales, les administrations, les associations,
- implication dans la politique de la Ville au sein des conseils communaux de prévention de la délinquance,
- développement des mesures alternatives avec le concours des associations et collectivités locales (médiation pénale, médiation réparation, travail d'intérêt général...),
- intégration dans les quartiers par l'intermédiaire en particulier des Maisons de Justice.

● A l'issue de ces débats, **il est bien difficile de tracer des perspectives** tant le phénomène est évolutif, complexe dans ses causes.

Je retiendrais **trois points** :

1- nécessité de **poursuivre l'analyse et la réflexion** afin de suivre l'évolution du phénomène des violences urbaines,

2- nécessité d'une **prise en compte du phénomène par l'ensemble de la Société** sans chercher à stigmatiser l'action ou l'inaction supposée de telle ou telle institution. La diversité des causes impose des solutions diversifiées.

3- nécessité d'**inscrire les actions menées dans la durée sans être figées** par nos propres échéances à court terme, et dans la constance lorsque le phénomène n'apparaît plus dans le feu de l'actualité.

# *ANNEXES*



SOCIÉTÉ

# Violence urbaine: une étude

●●● En 94 et en 95, la violence urbaine, ce phénomène de jeunes des grands ensembles, éclate en Alsace. Pour expliquer ces phénomènes, l'Observatoire régional de l'intégration et de la politique de la Ville a demandé à des chercheurs de rédiger un rapport.

«Un outil d'aide à la décision». C'est ainsi que Alain Jund et Assina Idiri, président et directrice de l'ORI, définissent le travail, présenté récemment devant un public nombreux et attentif, appuyé sur des extraits de presse et des témoignages de témoins, de Murielle Maffessoli, Fabrice Dhume et Laurent Nobilliaux. Huit sites étudiés, autant dans le Bas-Rhin que dans le Haut-Rhin.

Un état des lieux qui, pour Alain Boyer (préfecture) doit

permettre de répondre à la question: «Que faut-il faire pour que les violences cessent et que l'intégration de toutes les populations se passe vite et bien?». Pas de recette miracle mais plutôt un catalogue d'observations. Comme l'hypermédiation de certains faits divers qui deviennent politisés, la paradoxale reconnaissance des auteurs de violence ainsi stigmatisés, leurs copains qui sont tentés de sur-renchérir par d'autres actes.

Evoqués aussi le «cumul

des handicaps» des jeunes usant de violence (chômage, situations familiales bancales, échec scolaire...) le rajeunissement des jeunes violents, l'existence de bandes se regroupant ponctuellement, la violence masculine marquant une certaine culture populaire et immigrée. «La violence peut être l'expression d'une souffrance réelle, d'une exclusion du monde du travail notamment. Mais elle traduit aussi le ressenti d'une discrimination symbolique très forte».

## Un système politique en panne

Pour Didier Lapeyronnie, sociologue et chargé de recherche au CNRS, ces explications sont insuffisantes. L'auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet accuse lui le «mauvais fonctionnement de notre système politique». Faisant référence aux émeutes du XIXe opérées, suivant la fausse explication

des journaux de l'époque, par «les classes dangereuses et les individus à la pathologie lourde», Lapeyronnie écarte la piste sociale. D'ailleurs les premiers incidents à Vaux-en-Velin n'ont-ils pas éclaté dans une cité qui venait d'être réhabilitée?

Pour lui, la violence urbaine se manifeste chez les groupes sociaux qui se sentent politiquement hors du coup. Il y a violence non pas à cause de la non-intégration d'individus mais bien à cause de leur sur-intégration à des modèles de consommation de classe moyenne, impossible à atteindre. Un point de vue que Alfred Muller, député-maire de Schiltigheim a complété en affirmant qu'il fallait «modifier notre langage vis à vis des jeunes, repenser la façon de cohabiter dans les grands ensembles».

Yves Hemedinger, élu colmarien, croit dans «l'insertion

par l'économie mais aussi par une démarche plus participative des habitants». Un moyen d'éviter que «de plus en plus, comme pour la Fête de la Musique, le centre des villes ne devienne le théâtre d'actes de violence» comme le craint J.C. Richez, adjoint strasbourgeois? Rudi Wagner, responsable de service éducatif à Strasbourg-Meinau, met en corrélation «la montée du Front National et les violences urbaines: ces deux phénomènes s'alimentent. Ils expriment des revendications qui ne peuvent pas se dire autrement».

Analyser oui, mais proposer aussi quelques pistes de réflexion: Michel Koebel (Jeunesse et Sport, Mulhouse) croit beaucoup dans la structuration des jeunes à travers les conseils municipaux d'enfants: «Ils favorisent l'apprentissage du civisme». Cathy Breysach (centre socio-culturel Europe, Colmar) a fait l'expérience très positive d'une

«commission jeunes». Mise sur pied, il y a trois ans, elle a permis à seize porteurs de projets de mobiliser 300 jeunes. Pour l'association Thémis, il faut «s'occuper des mineurs victimes de mineurs. Et répondre aux demandes d'information concernant le droit et la loi».

Driss Ajbali, chargé de mission, a le sens de la formule: «les jeunes ne sont ni choucroute, ni couscous mais plutôt Mac Donald's». Pour lui, on a «verrouillé les associations de quartier à Strasbourg. Mais en ayant peur des leaders, on a favorisé les dealers!» Quant à Marie Claude Hartmann (collège de Bourzwiller), elle pense «tout se joue autour de la fonction paternelle. Il y a du positif car les pères s'investissent davantage depuis un an ou deux. Quelque chose ne peut changer que si quelque

Marie Brassart-Goerg

# Violence urbaine : les quartiers sensibles sous la loupe

Dans une étude, l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORI) analyse le phénomène de violence urbaine dans quatre sites strasbourgeois et de la CUS.



Huit sites répertoriés sensibles ont été analysés mais des points communs apparaissent : une population jeune, souvent d'origine étrangère, et un sentiment généralisé de rélegation. (Photo L'Alsace - D.M.)

L'ETUDE de l'ORI (Observatoire régional de l'intégration et de la ville), qui s'est déroulée sur une durée de trois mois, a été initiée par la Commission régionale pour l'insertion des populations immigrées (CRIP). En effet, dès 1994, les incidents se sont multipliés dans certains quartiers de la région, faisant croître l'insécurité et suscitant des interrogations sur les mécanismes à l'origine du passage d'actes individuels à la violence collective. Le groupe de travail a adopté une démarche exploratoire pour dépasser les représentations stéréotypées et faire un état des lieux dans huit sites de la région parmi lesquels Cronenbourg, la Meinau, le Neuhof et le quartier des Ecrivains.

## ACTES GRATUITS ?

L'étude aborde la violence d'un point de vue théorique. Les violences urbaines sont perçues comme des actes "gratuits", l'expression d'un mécontentement ou d'une protestation. On évoque également des violences motivées, réponses à un acte jugé injuste, à une discrimination, ou produits de la galère et la haine. Entre le vandalisme, les jets de cocktail molotov contre des biens ou les affrontements avec les forces de l'ordre, les manifestations comportent des dégradations de gravité très variables. En rencontrant des jeunes mais aussi des responsables dans le milieu policier, judiciaire, social et associatif, les enquêteurs ont tenté de dégager des éléments déterminants. « C'est parfois le sentiment d'une injustice, le retournement du droit d'entrée lors d'une soirée, l'exclusion d'une structure. Ensuite, la rumeur fonctionne. Les

Neuhof. Géographiquement, la plupart des sites sont très éloignés du centre. Selon l'Observatoire, cette distanciation physique et sociale contribue au sentiment de rélegation. Le chômage y est très élevé : 23 % à la Meinau, 29 % au Neuhof. Quant à la vie culturelle ou associative, ce n'est pas un désert. Des structures (club de prévention, centre socio-culturel, maison des jeunes) existent mais les travailleurs sociaux semblent impuissants pour endiguer la dérive de certains jeunes.

Dans sa synthèse, l'ORI montre comment le lien social est mis à mal par l'absence de structuration par le travail. « En milieu populaire, la place de l'homme est fondamentale, fait remarquer Assina Djifi. C'est lui qui fait vivre la famille. Or, en perdant son travail, il perd toute reconnaissance dans la société mais aussi dans la famille. Cette mise à l'écart des pères immigrés frappe aussi les fils car ils ne peuvent pas non plus se valoriser par le travail.

L'émergence des violences urbaines, conclut l'enquête, résulte probablement de la multiplication des facteurs de rélegation objective et subjective et du profond sentiment d'injustice ressenti par les jeunes. Quels sont les remèdes ? Même si ce n'était pas l'objet de ses travaux, l'ORI insiste sur l'indispensable coordination des partenaires et montre le hiatus entre les causes profondes (l'exclusion) et les moyens mis en oeuvre (l'ordre occupationnel). Enfin de réflexion et d'ade à la décision, cette étude sera prochainement diffusée dans les quartiers auprès des élus, des enseignants et des acteurs sociaux.

V.B.

ORI, 1, rue de la Course, 67000 Strasbourg, tél. : 88.14.35.89.

lumière les points communs entre les quartiers. Ils se caractérisent par une forte population jeune. Au Neuhof, à la Meinau ou aux Ecrivains, les moins de 20 ans représentent 40 % de la population. Autre constante, la présence étrangère : un tiers de la population à la Meinau. Ecrivains et au

déplace désormais jusqu'au centre-ville, sans parler du phénomène de mimétisme d'un quartier à l'autre » observe Alain Jund, président de l'association.

tion, impliqués dans des incivilités ou des petites dégradations et les leaders, des délinquants notoires, qui cumulent les dé-déscolarités, des événements. Le théâtre des opérations ? « Strictement localisée dans les banlieues, la violence urbaine se

LEADERS ET SUIVEURS En synthétisant plusieurs facteurs (âge, milieu familial, parcours scolaire), l'étude esquisse une typologie des auteurs. Il y a les suiveurs, un nombre important de jeunes issus de familles défavorisées, encore scolarisés, liés entre eux par la proximité d'habita-

jeunes, exclusivement des garçons, se rallient au mouvement, avec des logiques très différentes », explique Fabrice Chuma. « Contrairement à ce que l'on dit, il n'y a pas de bande organisée mais des groupes à géométrie variable qui se font et se défont selon les opportunités.

## FORT TAUX DE CHOMAGE

L'analyse comparative met en

# Derrière la violence qui se voit

Le cinéma Bel-Air et la Ville ont invité les responsables de l'Observatoire régional de l'intégration pour un débat autour du thème « pré-adolescence et violences ».

**L**E CYCLE « Cinémas et Cultures », initié par le cinéma Bel-Air et la Ville de Mulhouse, a pour objectif de traiter de sujets de société à partir de films. Mercredi soir, le public était essentiellement composé de travailleurs sociaux et d'enseignants.

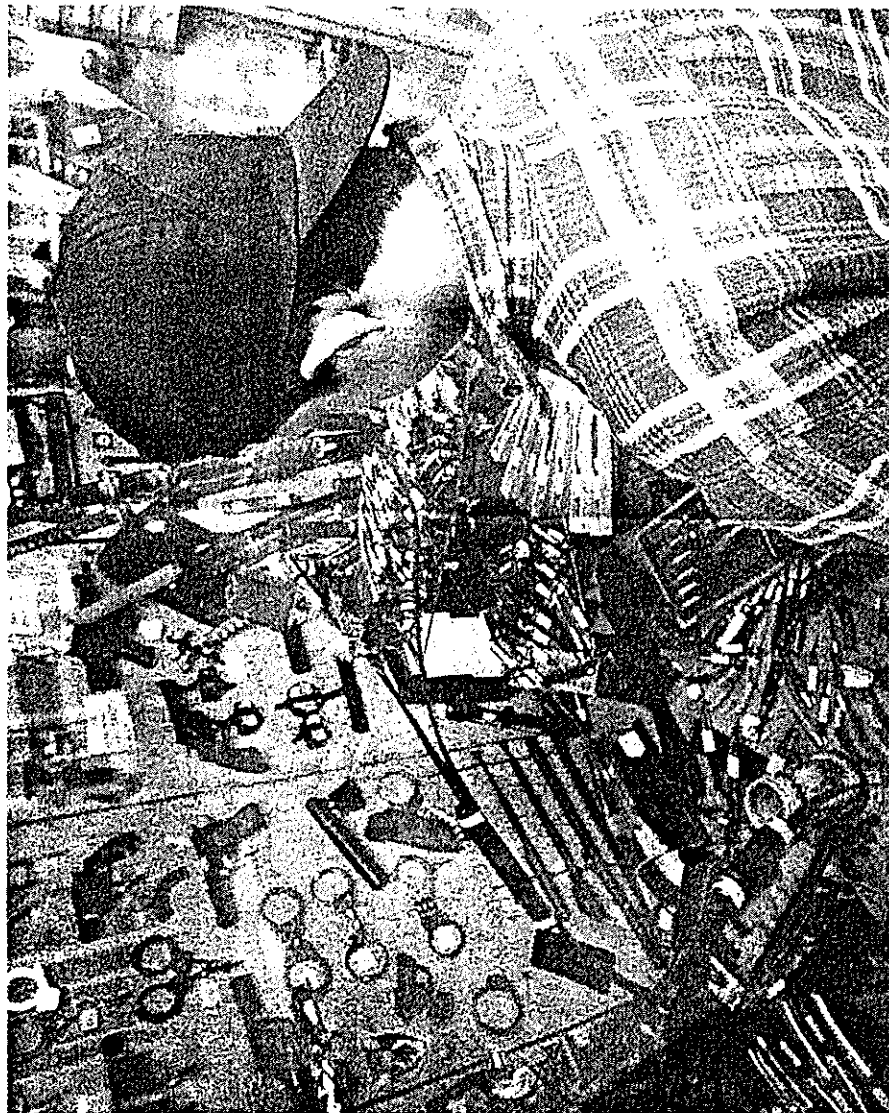
Dans son long-métrage « De Bruit et de fureur » sorti en 1986, Jean-Claude Brisseau brosse le portrait d'une banlieue à travers l'itinéraire d'une famille violente, d'un jeune garçon, Bruno, qui s'élève tout seul, d'une bande d'adolescents qui seme la terreur dans la cité. Un film sans concession, sans démagogie et sans manichéisme non plus, où la quête affective est à la fois omniprésente et impossible. Une mère absente, un père aveuglément injuste, une enseignante bienveillante contrariée dans ses tentatives de sauvetage de son élève... Le mal sort vainqueur de cette fiction effrayante et superbe.

A quoi, ressemble la violence urbaine aujourd'hui, dix ans après ? Comment peut-on la combattre ? Quelles sont ses racines profondes ?

Au printemps 1996, à la demande de la Préfecture de Région et du FAS (Fonds d'action sociale), l'Observatoire régional de l'intégration (Ori) a mené une étude exploratoire sur les jeunes et les violences urbaines dans les quartiers alsaciens. Huit sites ont été retenus à Strasbourg, Colmar et Mulhouse. Parmi eux, les Coteaux, le Drouot et Brossollet. Un débat a suivi la projection du film de Brisseau.

## MARGINALISÉS

« On retrouve chez les



Qui fabrique la violence aujourd'hui ? Quelle est sa source ? Quelle image la société donne-t-elle à ses enfants ? (Photo « L'ALSACE » - Claude KOENIG)

jeunes de ces quartiers un univers de galère, souligne Assina Idrissi, directrice de l'Ori et coordinatrice de l'étude. Pour ces jeunes, le problème est d'entrer dans une société qui ne veut pas d'eux. Si la violence a toujours été présente dans l'histoire, celle qui dérange aujourd'hui et qui favorise le développement

d'un sentiment d'insécurité dans la population est essentiellement « la violence qui se voit ». Les dégradations, les feux, les voitures rouillées... Tous ces faits divers de petite

délinquance qui donnent une image négative à certains quartiers. Les enquêteurs de l'Ori ont constaté qu'il n'existe pas dans ces lieux de véritables

« bandes » constituées, avec des meneurs identifiés et influents. Ces bandes se font et se défont au gré des opportunités. Très souvent aussi, la rumeur circule. Le moindre incident provoque des rassemblements de solidarité, un échauffement peut être la conséquence de malentendus. Les jeunes souffrent beaucoup de l'image négative des quartiers. « Ils n'ont pas d'autres perspectives, on leur renvoie sans cesse cette image. Quand ils cherchent du travail et qu'ils donnent leur adresse, les portes se ferment. »

Conséquence : ce rejet culturel, voire ethnique, favorise le repli sur soi. Le sentiment d'exclusion engendre le rejet de la société ou des institutions comme l'école, et la revendication plus forte encore de l'appartenance au groupe marginalisé. Ainsi, les enquêteurs ont rencontré plusieurs jeunes français issus de couples mixtes qui se présentaient comme de jeunes arabes. A l'âge fragile de l'adolescence, ils trouvent parfois refuge dans d'autres images, plus « valonnées » à leurs yeux : ce peut être la délinquance ou la religion.

Généralement, ceux qui réussissent à entrer dans le monde du travail ou à poursuivre des études préfèrent quitter le quartier.

Autres constats : « Les jeunes nous parlent rapidement des filles. De la difficulté de les aborder. Ils sont très attachés à leur quartier, évoquent fréquemment le rôle de l'école et les pères autoritaires. »

## APPELS AU SECOURS

Remarque d'une enseignante

dans la salle, professeur au collège Jean Macé : « J'ai l'impression que chez ces jeunes, il y a actuellement un mythe de la banlieue très fort. Ils veulent s'identifier à cela et en tant que pédagogue, je voudrais casser ce mythe. » Le collège demeure aussi un lieu d'attraction, y compris pour ceux qui ont vécu une scolarisation difficile. « On les retrouve dans la cour, et même si ça s'est parfois mal passé avec nous, ils nous parlent. » Témoignage de leurs ressentiments : « Ce sont des jeunes qui ne peuvent pas choisir un livre ou un disque dans un magasin sans avoir les vigiles aux trousses... »

Ce professeur a aussi recueilli parfois les confidences des parents, comme ce père qui lui a avoué un jour, les larmes aux yeux : « Je vis ici depuis 25 ans, je n'ai jamais été invité dans une famille française et je n'ai jamais reçu de Français chez moi. »

Le principal du même établissement souligne : « Ce collège est l'équivalent d'un village de 1000 habitants. Il s'en passe des choses dans un village. Comparons la violence de ces jeunes à celle des adultes. Je suis persuadé qu'elle n'est pas plus importante. »

Une éducatrice spécialisée qui travaille dans le quartier Papin rappelle que ces jeunes lancent des appels au secours, revendiquent une reconnaissance sociale : « Ce qu'ils cherchent, c'est avant tout d'avoir des gens en face d'eux, des humains. »

Frédérique MEICHLER



COMMENTAIRE

ENQUETE

## Le message des jeunes

●●● Huit quartiers urbains sous la loupe. Cette année, les banlieues d'Alsace n'ont pas encore pris feu. Les journaux ne sont remplis que de la violence quotidienne, ordinaire, des jets de pierre contre les bus des transports en commun. Personne cependant ne saurait garantir que ce calme relatif soit durable. La mèche qui provoquera la prochaine explosion de violence est peut-être déjà allumée.

Parce qu'il ne suffit pas de réprimer la violence pour guérir le mal dont souffrent les banlieues, l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville a entrepris une étude sur huit quartiers des agglomérations de Strasbourg, Colmar et Mulhouse. Pour dresser un état des lieux qui pourra et devra servir aux élus et aux intervenants de terrain, comme outil d'aide à la décision.

## Prévenir toutes les exclusions

Les opérations de prévention engagées dans les quartiers sont intéressantes, mais pas suffisantes. L'«occupation» des jeunes, l'organisation de leurs loisirs pendant les vacances, n'a eu souvent comme effet que de reporter les violences à l'automne. Un travail en profondeur et de longue durée sur les causes socio-économiques qui sont à l'origine des violences, devrait, comme l'étude en montre fort bien la voie, s'attaquer à toutes les formes d'exclusions. Celles qui font sortir les jeunes du circuit scolaire sans formation et leur barrent l'accès au monde du travail, mais aussi une exclusion moins palpable, ce regard négatif que jette une société qui sue la peur sur des quartiers réputés dangereux.

Les jeunes des quartiers ont la rage, leur vie c'est la galère, l'étude de l'ORI devrait permettre de faire comprendre à «ceux du dehors» le message qu'expriment leurs violences épisodiques.

Claude Keiflin

# Descente sur le terrain des violences urbaines

●●● Comment expliquer les phénomènes de violence dans les banlieues? Pour la première fois, une enquête de terrain, dans huit quartiers urbains alsaciens, tente d'en cerner les causes.

L'Observatoire régional de l'intégration et de la ville a réalisé une étude sur «les jeunes et les violences urbaines dans les quartiers alsaciens», après les événements qui s'y sont produits durant l'année 1994 et à la fin de 1995 (\*). L'enquête devait répondre à deux questions essentielles: y a-t-il des quartiers pathogènes, autrement dit un terrain propice à l'éclatement des violences urbaines? Existe-t-il un profil type des jeunes auteurs, ainsi que des lieux et des périodes plus favorables que d'autres? Dans les deux cas, la réponse est négative. Certes, les territoires sur lesquels éclatent les violences cumulent les formes d'exclusion: la précarité, le déficit de lien social, les difficultés entre générations, la «galère» dans le langage des jeunes. Mais il n'y a pas de gangs organisés. Les actes de violence sont le plus souvent improvisés, lorsque la «rage» est trop forte, impossible à contenir.

## La banlieue mise au ban

Les enquêteurs ont étudié huit quartiers qui ont fait les grands titres des journaux: Cronenbourg, la Meinau et



Une des périodes «favorables» aux violences urbaines: les fêtes de fin d'année et notamment la nuit de la Saint-Sylvestre. (Photo archives DNA)

le Neuhof à Strasbourg, les Ecrivains à Schilligheim-Bischheim, le quartier Europe à Colmar, Brossollette, les Côteaux et Drouot à Mulhouse. Tous ces ensembles se caractérisent par une population jeune importante, en tout cas supérieure à la moyenne de l'agglomération, et une forte présence étrangère. Ces quartiers sont éloignés du centre ville ou coupés de lui par une barrière difficilement franchissable (voile ferrée, voie rapide). Leurs habitants ont le sentiment de ne pas appartenir à la ville. La réputation négative du quartier - «la banlieue mise au ban» - handicape les jeunes dans la recherche d'un emploi. Le nombre de chômeurs non-diplômés de moins de 25 ans est élevé. La vie asso-

ciative n'y est pas moins développée qu'ailleurs et les réseaux de solidarité y fonctionnent plutôt bien.

Les jeunes toutefois n'ont pas de culture associative et préfèrent les rassemblements d'intérêts ponctuels. Ils ont une forte conscience de leur exclusion objective (le chômage) et subjective (différents du reste de la ville). Ils se définissent eux-mêmes comme des «arabes», même s'ils n'ont aucune connaissance de la culture à laquelle ils se réfèrent. Malgré ces points communs, il n'y a pas de profil type de quartier faisant l'objet de violences urbaines.

## La rage ne se prévoit pas

Quant aux auteurs des violences, ils n'ont ni reven-

dition sociale, ni motivation politique. Les groupes se font et se défont au hasard des événements. «La rage ne se prévoit pas», disent-ils. Elle éclate souvent à la tombée de la nuit, alimentée par des «leaders» ponctuels, déjà inscrits dans le circuit de la délinquance. La plupart des jeunes concernés sont des «suiveurs», scolarisés, qui se laissent entraîner par les leaders et, souvent, ne savent même pas quel fut l'élément déclencheur des événements. Tous se passe sous le regard d'une troisième catégorie, les «spectateurs», pouvant à l'occasion se transformer en «suiveurs», notamment après l'intervention des forces de l'ordre. Les spectateurs sont parfois les parents, souvent des filles.

Les violences urbaines ne sont pas liées à la toxicomanie. La drogue n'est pas tabou, mais elle fait partie d'un autre monde, qui se crée sa propre violence. Le mimétisme, la volonté des quartiers «d'exister», dans les médias notamment, même si l'image renvoyée est négative, sont des données importantes. Il existe un véritable classement des sites pour les Colmariens, «c'est pire à Strasbourg et Mulhouse»; à Mulhouse, «ce n'est pas comme à Strasbourg»; et Strasbourg, «ce n'est pas Vaulx-en-Velin, ni le Bronx». Néanmoins, pour les jeunes de ces quartiers, la violence est «une façon de se valoriser quand on ne peut le faire par le travail».

Cette étude de l'ORI la première analyse de ce type en Alsace, ne restera pas sans lendemain. Elle doit permettre à ceux qui décident et travaillent dans ces quartiers, d'intervenir et de décider autrement. Les enquêteurs retournent d'ailleurs sur le terrain pour des réunions de travail avec les élus et les intervenants sociaux. C.K.

(\*) Commandée par la Préfecture de Région et la Délégation régionale du fonds d'action sociale, l'étude a été réalisée par l'équipe de l'Observatoire de l'intégration présidé par Alain Jund et dirigé par Assina Idiri: Murielle Maffessoli, directrice adjointe, Fabrice Dhuime et Laurent Nobilliaux, assistants d'étude.

# Témoignages

●●● L'enquête de l'ORI a permis de recueillir de nombreux témoignages, de jeunes, mais aussi de policiers, d'éducateurs et d'assistants sociaux travaillant dans ces quartiers.

«Des qu'un véhicule ou une poubelle brûlent dans le quartier, on parle de violences urbaines alors qu'ailleurs ce ne sera pas le cas. Or, on sait bien que suite à un vol de voiture, elle sera systématiquement brûlée pour détruire toute trace. Ce n'est pas de la violence urbaine, mais simplement de la délinquance», dit un commissaire de police.

«Les incidents dans un quartier entraînent des problèmes dans les autres quartiers, contagion qui n'a rien à voir avec l'événement. Mulhouse n'avait pas de

problème de voitures incendiées. Après les événements de Strasbourg et un mois de méditation en septembre 1995, le phénomène a été purement importé», affirme un travailleur social.

## «Ils nous découragent d'aller au lycée»

Dans chaque quartier, les ilots à problèmes sont parfaitement délimités: «C'est le secteur où il y a les plus grands appartements, donc les familles nombreuses, donc les immigrés, donc le chômage!». Les périodes où se produisent les violences ont aussi une justification: «En septembre, tout le monde rentre en classe. Ceux qui n'y vont pas ne savent pas quoi faire, c'est une période d'angoisse. A Noël et An, il y a des débordements, mais c'est au-delà des violences urbaines, on casse pour la fête, c'est les excès

de la fête, avec l'alcool et la drogue en plus.»

Les auteurs des violences urbaines sont pour la plupart jeunes, issus de «familles désunies, défavorisées». «C'est des bons gamins, même s'ils sont un peu limités. Ils ont un vocabulaire et des idées stéréotypées, fonctionnent avec 250-300 mots», disent les éducateurs. Les jeunes eux-mêmes se sentent victimes d'une exclusion dès l'école: «Ils nous découragent de faire une seconde même si on a des bons résultats et nous disent: mieux vaut faire un bon BEP qu'une mauvaise seconde. Au lieu de trouver des solutions, ils nous découragent d'aller au lycée. C'est normal après qu'il y ait des violences.»

## «Toujours une tête d'arabe»

L'immigration est souvent

multipliée, on se replie sur soi. C'est une réduction de notre espace vital. Alors on recule, on met une barrière un peu plus haute, un troisième verrou à sa porte».

## Tabassés ou entrainés

Les acteurs de terrain constatent le développement d'un «racisme latent, lié à la peur de l'autre, la crainte de l'inconnu. Les familles craignent pour leurs enfants: les plus petits risquent de se faire tabasser les plus grands de se laisser entraîner». Ils regrettent aussi la démission des parents qui «défendent leur progéniture. Lorsqu'on a attaqué les portes du commissariat de police, il y avait même les parents autour tout le monde était au courant, mais personne ne rapplait ses enfants. C'est plus grave que les violences et les mêmes.»

# La violence urbaine : une « rage » instantanée

*Précarité, déficit du lien social et problèmes entre générations sont invoqués comme source de la violence urbaine selon une étude réalisée en Alsace.*

STRASBOURG. — Il n'y a pas de bandes véritablement organisées, la plupart du temps la « rage » éclate spontanément. Selon une étude commandée par la préfecture de la région Alsace et la Délégation régionale du front d'action sociale, la précarité, le déficit du lien social et les problèmes entre générations seraient à l'origine de la violence urbaine.

## « Exclus de la ville »

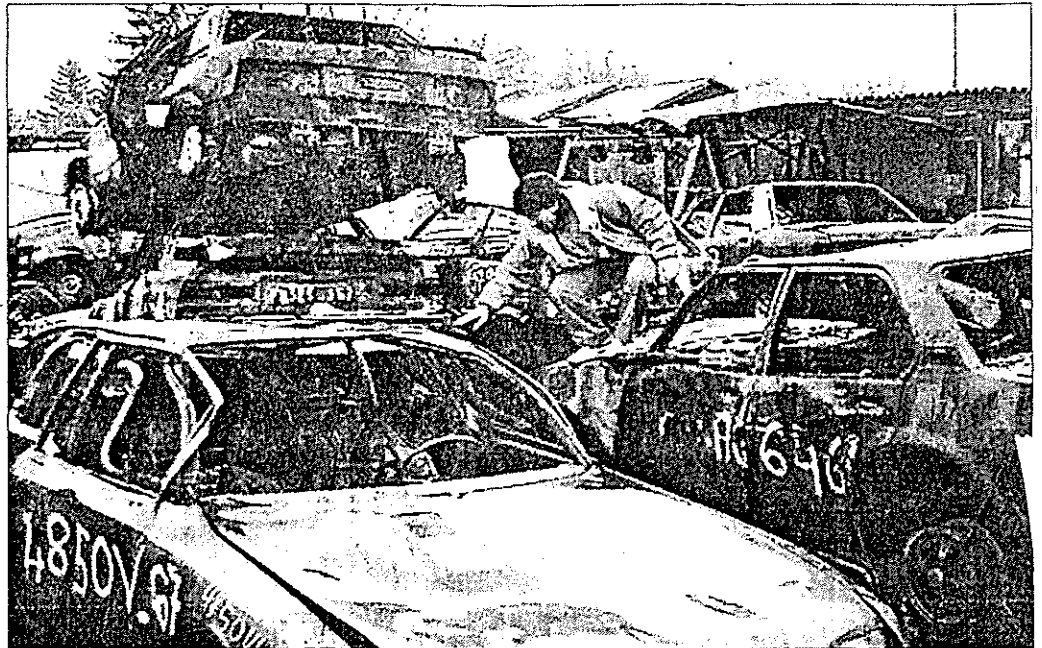
Point commun aux quartiers étudiés : la population jeune est importante, supérieure à la moyenne de l'agglomération. La présence étrangère est forte. Ces zones sont éloignées du centre ville mais aussi coupées par une route ou une voie ferrée. En conséquence, les habitants se sentent « exclus de la ville ». La mauvaise réputation du lieu de résidence nuit à la recherche d'un emploi. Les chômeurs non diplômés de moins de 25 ans sont majoritaires.

La vie associative et les associations de solidarité fonctionnent cependant très activement mais les jeunes s'en détournent. « Ils préfèrent les rassemblements d'intérêt ponctuel, spectacles, sports », selon cette étude.

La plupart cultivent leur différence en se définissant comme « arabes », sans aucune connaissance culturelle d'ailleurs de leur origine. Ils se sentent « exclus objective-ment » par le chômage, « subjectivement » par le fait de vivre dans un quartier à part selon eux. Jamais la drogue n'est liée directement à cette violence urbaine.

En conclusion, l'étude remarque que « malgré ces points communs, on ne peut pas dire qu'il existe un profil type de quartier cible de violences urbaines ».

Qui sont les auteurs de ces violences ? Une caractéristique : ils n'ont pas de « revendications sociales ni de motivations



*La voiture reste la cible « sacrificielle » de la nouvelle délinquance des banlieues. Quelque 600 véhicules, sur les 7 000 volés en 1994, sont partis en fumée...*

politiques ». En fait, ces groupes violents sont instables. « Ils se forment et se défont au hasard des événements ». Explication des jeunes : « la rage ne se prévoit pas ».

## « Une façon de se valoriser »

La violence éclate le soir, avec des périodes « favorables », telles les fêtes de fin d'année. Les « meneurs » ponctuels sont déjà des délinquants connus. Les « suiveurs », plus jeunes, scolarisés, se laissent entraîner sans connaître « l'élément déclencheur ».

Enfin, les « spectateurs », parents, proches, filles, peuvent devenir « suiveurs », notamment s'il y a intervention des forces de l'ordre.

Le rôle des médias a également été évalué. Même si l'image rapportée est négative, les auteurs de violences sont satisfaits « d'exister » ainsi. « La

violence », disent-ils, « est une façon de se valoriser quand on ne peut pas le faire par le travail ». L'information sur ces violences semble donc créer une émulation négative.

Cette étude, intitulée « Les jeunes et les violences urbaines en Alsace », a été réalisée par l'Observatoire régional de l'in-

tégration et de la ville sur les années 1994 et 1995, qui ont connu de nombreux et graves incidents. Huit quartiers « sensibles » ont été passés à la loupe : Cronembourg, La Meinau, Le Neuhof pour Strasbourg, Les Ecrivains à Schiltigheim, Europe à Colmar, Brossolette, Les Coteaux et Drouot à Mulhouse.

Banlieues

## Dans la chaleur des nuits strasbourgeoises

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, une trentaine de voitures ont été incendiées dans l'agglomération de Strasbourg. Un chiffre trompeur

STRASBOURG

De notre correspondant

« J'ai été réveillé à 2 h 30 du matin par des voisins qui ont vu brûler ma voiture », raconte cet habitant du Neuhof, au sud de la ville. N'étant assuré ni contre le vol ni contre l'incendie, il ne touchera aucun remboursement mais continuera à payer pendant un an 1 800 F par mois pour un véhicule inutilisable acheté à crédit.

Ce type de situation est de plus en plus fréquent dans ce quartier où des mineurs, auteurs de la plupart des incendies, s'attaquent désormais aux voitures des résidents.

« À la Saint-Sylvestre, nous avons mis en place un dispositif spécial avec 300 fonctionnaires sur le terrain. Mais les feux étaient disparates. Un seul mineur de 16 ans a pu être pris en flagrant délit le jour du Nouvel An. On travaille avec acharnement, mais on n'obtient pas de résultat pour l'instant », avoue Jean-Luc Faivre, directeur départemental de la Sécurité publique du Bas-Rhin.

Pourtant, depuis l'an dernier, les incendies volontaires de voitures sont en régression, selon les statistiques du préfet, Patrice Ma-

gnier. On en comptait 452 en 1995, 400 en 1996. Dans la période des fêtes de fin d'année, du 17 décembre au 6 janvier, le nombre d'incendies est passé de 42 en 1994, à 53 en 1995, puis 46 en 1996.

Cette évolution correspond à une baisse de la délinquance tous faits confondus. De plus, contrairement à une époque récente, les voitures ne sont plus incendiées pour attirer pompiers et policiers et les bombarder de pierres.

### L'accumulation des formes d'exclusion

Ces violences urbaines ont fait il y a un an l'objet d'une enquête de terrain dans huit quartiers urbains alsaciens, dont le Neuhof et le quartier des écrivains à Schiltigheim. Elle a été réalisée par l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville.

Dans leurs conclusions, les enquêteurs relèvent qu'il n'y a ni quartier pathogène plus propice qu'un autre aux violences, ni profil type du jeune délinquant, ni périodes plus favorables que d'autres.

Mais tous ces quartiers cumulent les formes d'exclusions : la précarité, le déficit de lien social, les difficultés entre générations, la « galère » dans le langage des jeunes.

Ils ne sont pas organisés en gangs. Les actes de violence sont le plus souvent improvisés, lorsque « la rage » est trop forte à contenir.

La volonté d'exister dans les médias et de rivaliser avec les autres banlieues réputées violentes est un facteur non négligeable. Depuis trois ans, les jeunes du Neuhof savent que les projecteurs des médias nationaux sont braqués sur leur quartier le soir de la Saint-Sylvestre et les jours suivants. S'il ne se passait rien, leur réputation en prendrait un coup.

« La violence est pour eux une façon de se valoriser puisqu'ils ne peuvent le faire ni à l'école, ni par le travail », disent les éducateurs de rues.

Pour leur part, les habitants du quartier, touchés dans leurs biens, ont des réactions de plus en plus vives et certains parlent d'autodéfense. Le déménagement, auquel ils songent tous, est impossible, par manque d'argent ou d'appartements sociaux disponibles.

A défaut, « face aux agressions, on se replie sur soi, on réduit son espace vital, on met un verrou supplémentaire à sa porte », confie une résidente.

Claude KEIFLIN

## LES PARUTIONS DE L'OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'INTÉGRATION ET DE LA VILLE

- ◆ Cahier de l'Observatoire n°1  
**L'immigration en Alsace 1982/1990**  
Première esquisse - Document provisoire  
58 pages - Avril 1992
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°2  
**L'accueil des familles rejoignantes en  
Alsace** - 66 pages - Septembre 1992
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°3  
**La population étrangère en Alsace**  
constats, évolutions 1982/1990, localisation  
15 pages - Septembre 1992
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°4  
**La population étrangère à Strasbourg**  
constats, évolutions 1982/1990  
8 pages - Septembre 1992
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°5  
**La population étrangère à Mulhouse**  
constats, évolutions 1982/1990  
13 pages - Septembre 1992
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°6  
**La population étrangère à Colmar en 1990**  
6 pages - Novembre 1992
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°7  
**La création d'entreprises par les  
étrangers en Alsace : constats, évolutions**  
57 pages - Décembre 1992
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°8  
**Actes de la rencontre régionale de réflexion  
"Création d'entreprises et intégration  
en Alsace" du 28 Janvier 1993 à Colmar**  
60 pages - Mai 1993
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°9  
**Pour un état des lieux  
de la Petite Enfance en Alsace**  
Communication au Colloque du FAS "Petite  
enfance et développement des quartiers"  
14 Mai 1993 - Tome 1 et 2
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°10  
**L'accession à la propriété par  
les étrangers en Alsace : approche particulière  
sur la communauté turque à Barr, Bischwiller et  
Reichshoffen** - 116 pages + annexes - Juin 1993
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°11  
**Les associations issues de l'immigration  
en Alsace - Etat des lieux**  
Première partie achevée, 38 pages, Mars 1994
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°12  
**Actes de la journée d'information,  
de formation et de réflexion du 1/02/94  
"Intégration, Insertion, Assimilation"**  
49 pages + annexes, Mai 1994
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°13  
**Actes de la Table Ronde du 24 Juin 1994  
Accession à la propriété par les immigrés  
en Alsace**, 50 pages + annexes, Décembre 1994
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°14  
**Actes de la journée d'information, d'échanges  
et de réflexion du 29 Novembre 1994  
"Femmes de l'Immigration : images et  
réalité"** 72 pages + annexes, Mai 1995
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°15  
**Bilan-Diagnostic de la population  
étrangère résidant dans la Communauté  
Urbaine de Strasbourg**  
36 pages, Juin 1996
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°16  
**La vie associative issue de l'immigration  
en Alsace**  
37 pages, Juin 1995
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°17  
**L'immigration et les spécificités du  
vote alsacien**  
51 pages, Mars 1996
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°18  
**Les Jeunes et les Violences Urbaines dans  
les Quartiers Alsaciens**  
109 pages, Juin 1996
- ◆ Cahier de l'Observatoire n°19  
**La Mobilité Résidentielle des Étrangers  
en Alsace**  
99 pages, Juin 1996



OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'INTÉGRATION ET DE LA VILLE

Alsace

*LES CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE*

*CAHIER N°20*

*LES JEUNES ET LES  
VIOLENCES URBAINES  
DANS LES  
QUARTIERS ALSACIENS*

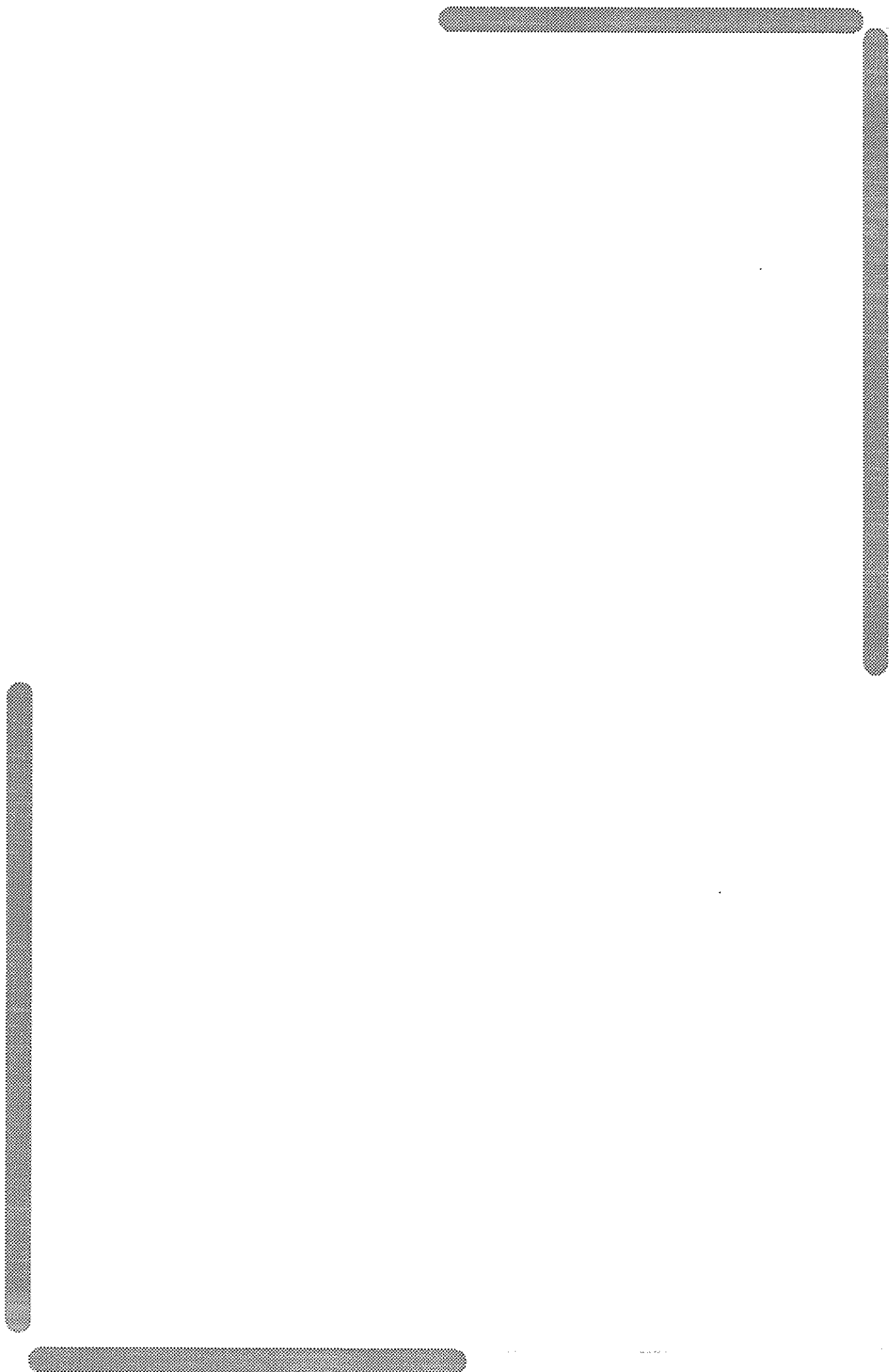
*ACTES DE LA TABLE RONDE*

*DU 27 JUIN 1996*

*Février 1997*

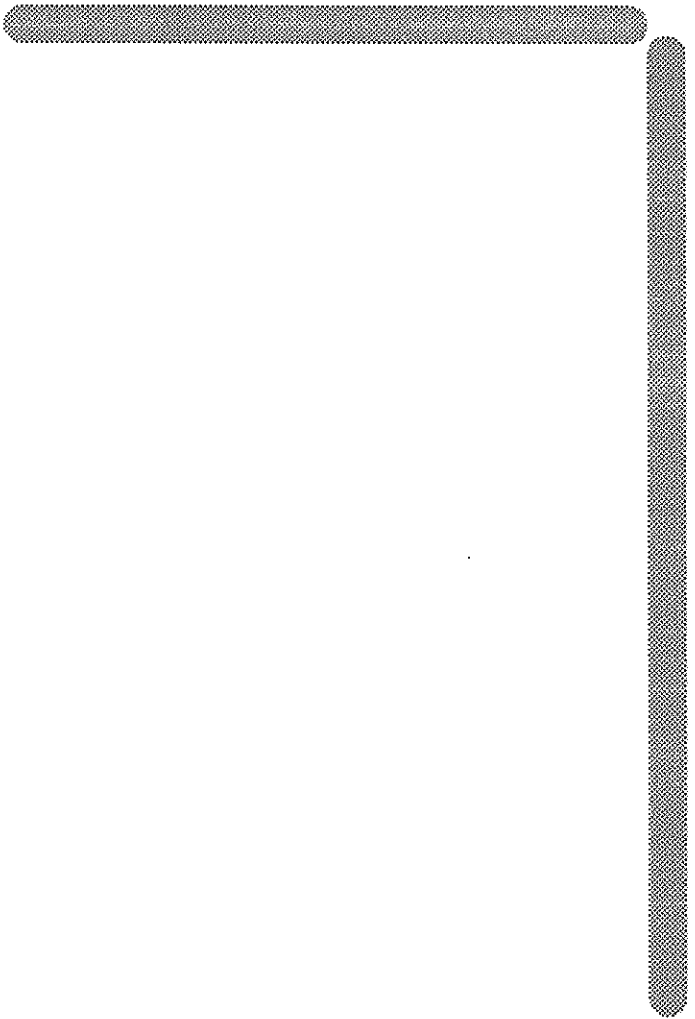
Association de droit local (loi 1908) inscrite au Tribunal d'Instance de Strasbourg - Volume LXXIV n° 127  
n° APE : 913 E - n° SIRET : 408 211 159 000 12

1, rue de la Course ■ 67000 STRASBOURG ■ Tél.: 03 88 14 35 89 ■ Fax : 03 88 21 98 31



# **SOMMAIRE**

<b>RAPPEL DU PROGRAMME DE LA TABLE RONDE</b>	p. 3
<b>ÉLÉMENTS D'ANALYSE</b>	p. 5
Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville Les Jeunes et les violences urbaines en Alsace	p. 7
Didier LAPEYRONNIE Banlieues, exclusion et classes moyennes	p. 13
<b>DÉBAT</b> animé par Alain JUND, Président de l'ORI	p. 23
<b>CONTRIBUTION DE :</b>	
Yves HEMEDINGER, Conseiller municipal de la Ville de Colmar	p. 25
Richard SANCHO-ANDREO, Directeur de l'Association THÉMIS	p. 29
Marie-Thérèse HARTMANN, Assistante sociale au Collège de Bourzwiller (Mulhouse)	p. 31
Cathy BREYSACH, Animatrice du secteur Jeunes au Centre Socio-Culturel Europe à Colmar	p. 34
Michel KOEBEL, Conseiller d'éducation populaire et de la jeunesse à la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports du Haut-Rhin	p. 37
<b>SYNTHESE ET PERSPECTIVES</b>	p. 39
Claude PALPACUER, Substitut général à la Cour d'Appel de Colmar	p. 41
<b>ANNEXES</b> Articles de Presse parus par rapport à la Table Ronde	p. 43





# RAPPEL DU PROGRAMME DE LA TABLE RONDE

- À partir  
de 8h45      Accueil des Participants
- 9h00      Ouverture  
Alain BOYER, Secrétaire Général aux Affaires Régionales et Européennes  
François BARTHELMÉ, Délégué Régional du FAS
- 9h15      Les Jeunes et les violences urbaines dans huit quartiers alsaciens :  
présentation de l'étude menée par l'OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE  
L'INTÉGRATION ET DE LA VILLE (ORI)
- 10h00      Les Jeunes et les violences urbaines en France  
Didier LAPEYRONNIE, Chercheur à l'École des Hautes Études en Sciences  
Sociales, Professeur à l'Université de Bordeaux II
- 10h45      Pause
- 11h00      Ouverture d'un débat, animé par Alain JUND (Président de l'ORI) avec les  
intervenants suivants :  
- Jean-Claude RICHEZ, Adjoint au Maire de Strasbourg chargé de  
l'Éducation Populaire et de la Jeunesse  
- Alfred MULLER, Député-Maire de Schiltigheim  
- André KLEIN-MOSSER, Maire de Bischheim  
- Pierre FREYBRUGER, Adjoint au Maire de Mulhouse, délégué à la  
Politique de la Ville, l'Habitat et l'Intégration  
- Yves HEMEDINGER, Conseiller Municipal de Colmar, chargé de la  
Jeunesse  
- Rudi WAGNER, Responsable du Service Éducatif à l'Association  
Prévention Animation Meinau (APAM)  
- Richard SANCHO-ANDRÉO, Directeur de THÉMIS  
- Marie-Thérèse HARTMANN, Assistante sociale du Collège de  
Bourzwiller  
- Cathy BREYSACH, Animatrice du secteur Jeunes du Centre Socio-  
Culturel Europe à Colmar  
- Michel KOEBEL, Conseiller d'Éducation Populaire de la Jeunesse à la  
Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports du Haut-Rhin
- 12h15      Synthèse et perspectives  
Claude PALPACUER, Substitut Général à la Cour d'Appel de Colmar
- 12h30      Poursuite des échanges entre les participants et les intervenants autour d'un  
buffet froid



# *ÉLÉMENTS D'ANALYSE*





---

## OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'INTÉGRATION ET DE LA VILLE

Étude réalisée par Murielle MAFFESSOLI (Chargée d'études), Fabrice DHUME et Laurent NOBILLIAUX (Assistants d'Études) sous la coordination de Assina IDIRI, Directrice.

---

### LES JEUNES ET LES VIOLENCES URBAINES EN ALSACE

**La violence manifestée par les jeunes**, notamment dans les grands ensembles des villes, est **l'une des questions fortes de la société actuelle**. L'actualité a mis à la "une" un certain nombre de phénomènes de violence et l'Alsace n'a pas été épargnée, notamment au courant de l'année 1994 et fin 1995. Ces mouvements contribuent à une dégradation du climat social en accentuant la relégation et la déconsidération sociale des populations et des quartiers concernés, et alimentent le soupçon sur la jeunesse des banlieues.

L'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville a tenté **d'apporter des éclairages à travers un état des lieux exploratoire de la situation alsacienne**, à la demande de la Préfecture de Région et de la Délégation Régionale du FAS.

Huit sites ont été étudiés, en raison notamment de l'importante médiatisation dont ils ont fait l'objet lors des phénomènes de violences urbaines. Il s'agit **des quartiers de Cronenbourg, Meinau, Neuhof et des Écrivains dans la CUS, du quartier Europe à Colmar et des quartiers Brossolette, Côteaux et Drouot à Mulhouse**.

L'étude a tenté de répondre à **trois types de questions** :

- Existe-t-il un profil type de quartier "pathogène", générateur et/ou "victime" de violences urbaines ?
- D'un autre côté, les violences sont-elles partout les mêmes, et assimilables à des actes "gratuits" ?
- Les auteurs sont-ils les "jeunes délinquants", désocialisés, déscolarisés, etc... dont l'image revient régulièrement dans le langage des médias ?

### HUIT QUARTIERS À LA LOUPE

La plupart des acteurs parlent de territoires cumulant des formes d'exclusion : précarité économique, déficit de lien social, etc... Les indicateurs statistiques disponibles montrent **des quartiers relativement "hors normes"**, mais en même temps **très dissemblables** les uns des autres et **sans profil type**.

#### ◆ Une population jeune

Ces quartiers se caractérisent par une **importante population jeune**, toujours supérieure à celle de l'agglomération de référence, alors qu'à l'inverse, la population de plus de 60 ans est faiblement représentée. Ainsi, les jeunes de moins de 25 ans représentent en moyenne 35% de la population sur ces quartiers, contre 25% dans les communes.

#### ◆ Une forte population étrangère

Un **fort taux de population étrangère caractérise également ces quartiers**. De manière générale, la moitié de ceux étudiés présente un taux de population étrangère supérieur à 30%. Cependant, chaque quartier a un profil spécifique et ce taux varie en fait de 13% au Drouot (moins que pour Mulhouse) à 38% à Brossolette.

#### ◆ **Des quartiers relégués et stigmatisés**

Souvent éloignés du centre-ville, les quartiers sont en outre coupés de la ville par des barrières naturelles ou artificielles (voie ferrée, etc...) difficilement franchissables. Les images véhiculées relativement aux quartiers insistent sur les caractéristiques urbanistiques visibles (tours,...), résultant notamment des politiques d'habitat des années 60 et 70, comme marquant une rupture dans le paysage urbain. **La relégation physique s'accompagne toujours d'une importante coupure d'ordre social pour ces quartiers** qui se distinguent des autres par leurs caractéristiques socio-démographiques.

Les populations subissent également **une stigmatisation liée aux territoires, tous connotés négativement**. Les peurs et les fantasmes concernant ces quartiers, accentués par la médiatisation des violences, renforcent ce phénomène. Les jeunes, conscients de cette désignation, y voit un "handicap" majeur à leur recherche d'emploi, en quelque sorte, à leur intégration dans la société..

#### ◆ **La rupture socio-économique**

Le **chômage apparaît comme un mal endémique** dans ces quartiers (de 15 à 30% de chômeurs). Il y est plus élevé que pour le reste des agglomérations de référence, même si on relève des disparités entre les différents quartiers (notamment entre ceux de Strasbourg et ceux de Mulhouse). **Les moins de 25 ans sont particulièrement concernés** (41% au quartier Lyautey à Neuhof) par ce "handicap", qui touche davantage les filles que les garçons.

#### ◆ **Lien social et solidarité**

**La vie associative n'y est pas moins développée qu'ailleurs**, si toutefois l'on prend en compte des territoires comparables. Fondé en grande partie sur le bénévolat, le fonctionnement associatif apparaît cependant en décalage avec des "logiques de survie" inhérentes à la situation de la population à l'égard de l'emploi. Néanmoins, **ces quartiers ne sont pas exempts de lien social**. Les réseaux de solidarité, de type populaire fondés sur l'entraide, y fonctionnent très bien, voire mieux que dans le reste de la société.

☛ Le point commun à ces sites, et l'origine éventuelle des phénomènes de violences urbaines, est certainement à chercher dans le **cumul des formes d'exclusion objective et subjective**. Mais, même si ces quartiers présentent des caractéristiques socio-démographiques proches, il n'est guère possible de présumer de leur aspect "pathogène".

### **LA COMPLEXITÉ DES VIOLENCES URBAINES**

Il n'est pas facile de démêler la violence urbaine de toutes les autres formes de la violence. Les représentations montrent souvent **l'assimilation des notions de violences urbaines, de délinquance, et d'insécurité**. Il reste difficile de quantifier les événements, autant que de les classer : dégradation des parties communes et injures,

considérées comme banales, dégradations de mobilier urbain, de voitures, “rodéos”, attaques des pompiers et policiers ; tous actes jugés “gratuits” sont fondus dans une seule notion : les “violences urbaines”.

De manière générale, les agressions de personnes restent rares et ce sont surtout les dégradations de biens privés et/ou publics qui mobilisent l’attention.

**Les violences surviennent quasi systématiquement après un “déclencheur” souvent imprévisible et dont la forme est très variable** : des événements sources d’excitation, des éléments créateurs d’un sentiment de frustration, le sentiment d’atteinte à l’intégrité physique ou morale des personnes, à leur “identité” ou à leur territoire. Dans tous les cas de violences collectives, **la rumeur joue à la fois le rôle de catalyseur des volontés et d’accélérateur du processus.**

Si l’image renvoyée par les médias donne le sentiment d’une unité des événements entre les quartiers, il s’avère en fait que **chaque quartier a ses spécificités**. Les actes de violence n’ont pas un caractère standard, même si le phénomène de **mimétisme entre les quartiers** est très présent.

## LES AUTEURS DE VIOLENCES URBAINES

Derrière l’uniformité de la notion de “jeunes”, les auteurs de violences identifiés montrent des profils relativement éclectiques. Les images de la violence collective tout comme les discours sur l’âge des auteurs appellent à des interprétations prudentes. La symbolique du “groupe de jeunes” est source de fantasmes.

**Or, les collectifs parfois à l’origine de violences urbaines ne sont pas des “bandes” organisées.** Il s’agit plutôt d’individus aux motivations diverses, mus par un objet en apparence commun (souvent un prétexte de défense identitaire), qui se regroupent selon les opportunités.

Sans être fixe, il n’y a pas de structuration du groupe entre les “leaders” ; ceux-ci sont souvent des “délinquants récidivistes”, des “suiveurs” (une grande partie des jeunes du quartier, sans profil type) et parfois des “spectateurs”.

D’un autre côté, le phénomène de violences urbaines est très lié à l’adolescence, mais **le sentiment de “rajeunissement” de la violence n’est pas généralisable.**

Les représentations de jeunes cumulant des “handicaps” simultanément sur les plans scolaire et familial reviennent régulièrement. Mais les jeunes qui ont un parcours scolaire relativement classique peuvent tout autant participer aux violences collectives.

D’un autre côté, **l’évocation de la famille démissionnaire coupable d’abandon éducatif relève du mythe.** Il n’y a pas de démission parentale, mais plutôt une fragilisation du statut de parent, souvent du père, liée entre autre à la précarisation socio-économique. La situation d’oisiveté entraînant une stigmatisation accrue contribue à déstabiliser la place symbolique du père de manière d’autant plus forte et flagrante qu’elle concerne des familles ouvrières et parfois immigrées, dont le modèle éducationnel fait du père le détenteur de l’autorité.

## LES RAISONS DE LA VIOLENCE

Les tentatives d'explication de ces actes sont pléthores, preuve sans doute du besoin de comprendre ce qui apparaît comme "gratuit" et génère un sentiment d' "être dépassé". Ces analyses renvoient à deux types d'explication complémentaires : d'un côté la **violence urbaine est vue comme réponse à la violence symbolique** (et parfois physique) subie par les populations, en particulier les jeunes, et de l'autre **la violence est perçue comme résultant de l'anomie** qui caractériserait ces quartiers.

#### ◆ **Concentration et frustration : la violence du système**

La première image qui ressort des quartiers concernés est celle d'une concentration des problèmes dans des quartiers (abusivement) assimilés à des "ghettos". Dans les faits, le phénomène de concentration des populations en difficulté renvoie plus à des politiques de peuplement qu'aux volontés de regroupement "communautaire".

Un sentiment général d'exclusion expliquerait les conduites agressives des jeunes en galère. L'absence de travail et de perspectives professionnelles et corrélativement la non-participation au système de consommation serait un des premiers facteurs de frustration des jeunes, l'exclusion commençant avec l'école. L'absence d'avenir est imputée à un système économique qui exclue les moins qualifiés, les "bronzés" et les habitants de quartiers stigmatisés. L'image du quartier "sensible" pèse très lourd sur les représentations d'employabilité des personnes qui en sont issues. **Le cumul de stigmates et la crise économique se conjugueraient pour exclure ces jeunes d'une vie sociale normale.**

#### ◆ **Un environnement anémique ?**

La conjugaison de deux facteurs - la "**désintégration familiale**" et le **rapport à une culture d'origine transplantée dans le pays d'accueil** - serait, selon les acteurs de terrain, à l'origine d'une absence de repères structurants et d'un vide identitaire. Images de jeunes sans cadres, "sans limites" disent certains. L'anomie créée par l'effacement symbolique du père ne permettrait pas aux enfants de trouver le cadre structurant qui leur est nécessaire pour se construire une identité positive.

Quelles que soient l'effectivité et la valeur de l'ensemble de ces explications découlant d'entretiens avec différents acteurs, il faut noter que **les discours sur "les jeunes", sur les phénomènes de groupes et de violence, sur les "banlieues" sont dans l'ensemble nourris de fantasmes et peuvent contribuer à la mise au ban des populations** et des territoires concernés.

## **LE TRAITEMENT DES VIOLENCES URBAINES**

La complexité des violences urbaines conduit souvent à évoquer les difficultés à enrayer les dérapages. L'observation du phénomène permet d'éclairer quelques points relatifs à son traitement.

D'abord, il faut noter que ce sont **les dérapages qui entraînent la mobilisation et l'organisation d'actions**. L'instauration des Opérations Prévention Été "anti-été chaud" est symptomatique d'une réaction à posteriori, plus que d'une action guidée par un diagnostic préalable du déséquilibre de la situation sociale. Ensuite, il existe un décalage entre le diagnostic des causes de la violence et les réponses apportées. **Les**



**actions semblent plus répondre à une logique “occupationnelle” qu’à celle de traitement à la base.** Ainsi par exemple, il semble que la concentration des efforts d’occupation des jeunes pendant les temps de vacances d’été a eu notamment comme impact de déplacer les violences dans le temps. La rentrée scolaire est d’ailleurs souvent un moment propice à la violence, car il y a ceux qui font leur rentrée et les autres, les “piliers d’immeubles”.

Selon les acteurs de terrain, **la logique de visibilité d’actions pensées à court terme serait faite “au détriment de petites actions de proximité sur le long terme”.** Parallèlement, “l’absence de coordination et de partenariat” revient comme une rengaine. Tous pensent que seul l’engagement à long terme de tous les partenaires peut aboutir à une amélioration significative de la situation.

Enfin, **l’absence de dialogue et de reconnaissance entre la population, les jeunes et les acteurs politiques** engendre des frustrations dont la violence est l’ultime expression.

### **CES QUARTIERS DITS DIFFÉRENTS**

Force est de constater que **ces quartiers sont durement touchés par des difficultés objectives de tous ordres**, et en particulier économiques. Ceci est encore plus visible auprès de familles dont l’objet de la migration était l’emploi, suite à un appel de main d’oeuvre étrangère. Les conséquences en terme de fragilisation de la cellule familiale, d’émergence de logiques de survie et de galère des jeunes sont incontournables.

Mais la “crise économique” et ses conséquences ne peut tout expliquer. **Des facteurs plus subjectifs tels qu’un profond sentiment d’injustice et d’exclusion** touchent les habitants - surtout jeunes - de ces quartiers relégués. L’apparente uniformité médiatique du phénomène de violences urbaines ne doit pas tromper. L’absence de violences types, les spécificités locales rappellent que le mimétisme est une réponse à la culture d’individualisation et de généralisation de la communication véhiculée par les médias.

C’est sans doute le regard de la société sur ces quartiers qui prive leurs populations d’une légitime reconnaissance et qui peut les “inciter” à se manifester.



---

**Didier LAPEYRONNIE,**

Chercheur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

---

## **BANLIEUES, EXCLUSION ET CLASSES MOYENNES**

Au terme de chaque voyage dans un "quartier difficile" le sociologue reste perplexe. Il lui est bien **difficile de dégager une image unifiée du quartier** qu'il vient de visiter. Une interprétation semble s'imposer, elle est aussitôt détruite par de multiples autres observations. **Les images négatives menacent de l'emporter** : le manque, le ressentiment, la pauvreté, le retrait sur le privé, l'individualisme, le stigmat. Elles sont immédiatement déchirées par l'énergie des jeunes, les bonheurs individuels, les exemples de solidarité et la relativisation générale.

**Quartier populaire** qui ne l'est pas vraiment, **quartier sensible** mais pas complètement pauvre, quartier délinquant et immigré, mais qui ne constitue pas une "underclass" ou un ghetto, tout simplement quartier qui n'en est pas un... La définition pourrait-elle être politique ?

Il s'agit d'un quartier bénéficiant de la politique de la ville et construit comme tel. Mais la population ne voit pas et ignore les politiques publiques. Et quand elle les voit, le plus souvent c'est négativement. Au fond, **la seule définition pourrait être celle du décalage entre les images et la réalité**, entre la perception globale d'un quartier au sein d'une agglomération et les micro-expériences plus ou moins cohérentes de chaque individu qui le compose, entre une homogénéisation plus ou moins forcée et l'atomisation générale.

Le problème réside dans cette absence de définition.

Les quartiers qualifiés de chauds ou difficiles ne sont jamais perçus qu'en creux, par comparaison avec le reste de l'agglomération où ils sont situés, comme une sorte d'envers du centre ville, précisément son négatif. Ils sont une sorte de non-ville dont la réalité échappe aux observateurs et à ses propres habitants. Et le paradoxe essentiel est que toutes les tentatives de construire un rapport positif au quartier, notamment chez les jeunes et les immigrés, sont immédiatement rejetées et détruites par le reste des habitants qui y voient une menace pour leur tranquillité et leur identité personnelles.

Banalement, les quartiers difficiles sont d'abord des périphéries urbaines qui ne peuvent se définir que par leur rapport aux centres, alors, qu'inversement, les centres les ignorent.

Plus que la stigmatisation, c'est cette absence, **cette inexistence sociale qui marque les quartiers et en façonne les relations internes et les comportements**. "On n'est pas des gens nous ici" disait une habitante de la rive droite bordelaise. Les individus sont logés dans une banlieue. Ils sont aussi à la périphérie de systèmes sociaux et politiques et de marchés, dont ils peuvent éventuellement manipuler un segment marginal pour en tirer un bénéfice, mais sur lesquels ils n'ont fondamentalement aucune prise. Les politiques publiques et les systèmes d'aides sont à la fois omniprésents et parfaitement opaques. "On est un numéro". Individus ignorés dans un monde socialement assistés, ils sont aussi des individus dépendants dont l'hétéronomie est accentuée par l'absence de conscience collective : ce qui les intègre est aussi ce qui les atomise.

**L'invisibilité et l'intégration paradoxale empêchent la constitution de toute conscience collective et la construction de toute forme d'identité positive.** Ce sont les deux grandes caractéristiques sociales de ces quartiers dont il nous faut souligner les mécanismes.

## UNE SOCIÉTÉ INVISIBLE

L'absence de définition sociale des quartiers difficiles et de leurs habitants se manifeste d'abord dans un **fort sentiment d'exclusion**. Les banlieues sont du mauvais côté d'une société dualisée. Malgré les politiques publiques, les habitants ont l'impression d'être relégués et abandonnés. Ils sont hors du coup. En même temps, leur espace "imaginaire" de référence reste celui d'une société républicaine intégrée. Ils vivent ainsi une sorte de **tension permanente entre la réalité de la dualisation et l'idéal d'une intégration républicaine qui se serait arrêtée à la frontière de leur quartier.**

Le constat d'un processus de dualisation de la société française avec ses conséquences, multiplication des exclus, décrochage d'une partie de la population et montée des tensions dans les banlieues fait aujourd'hui l'objet d'un assez large consensus dans la classe politique et dans le monde intellectuel et médiatique.

Le constat est évident et appelle des solutions tout aussi évidentes : l'État doit se préoccuper de lutter contre l'exclusion et le chômage, doit maintenir l'ordre républicain et les services publics dans les quartiers les plus difficiles et investir dans des politiques urbaines plus efficaces et plus ouvertes à la "participation" des habitants. Il est inutile de discuter un tel constat et les conclusions politiques et morales qu'il impose. Au contraire, nous pouvons en admettre toute la validité : le chômage, l'exclusion, la pauvreté, la déstructuration familiale, la dépendance vis-à-vis des services sociaux sont une des réalités centrales des quartiers difficiles que leurs habitants perçoivent comme tel. Mais en même temps, ces mêmes habitants refusent systématiquement de se laisser enfermer dans cette image pour eux négative et fortement exagérée, construite par les médias et à destination des gens des centres villes, image qui les stigmatise et qui ne correspond pas à leur réalité.

Nous pouvons prendre ces réalités comme un point de départ de notre réflexion. Mais il faut nous demander quelle est la signification sociale d'une telle unanimité et de sa dénégation. Autrement dit, partons d'une affirmation sociologique d'une totale banalité : **l'exclusion est aussi une construction sociale qui s'impose aux quartiers "chauds"**. Quels en sont les mécanismes et les conséquences pratiques ?

Dans les quartiers de banlieue, **l'exclusion est directement perceptible** dans la montée du chômage, la multiplication des personnes aidées et l'omniprésence des services sociaux. Elle est aussi sensible dans les centres villes. La présence et la proximité des Sans Domicile Fixe rappellent quotidiennement le scandale que constitue le développement de la misère et de la faim dans une société qui est une des plus riches du monde et, surtout, qui s'est encore considérablement enrichie ces vingt dernières années. Enfin, elle est présente à travers les "émeutes", la violence et la délinquance, que les journaux et la télévision introduisent directement dans tous les foyers par leurs reportages, alimentant la peur d'une société plus brutale et plus violente, accroissant

l'insécurité : nous l'avons observé, souvent des habitants des quartiers de banlieue reprochent à la majorité de leurs voisins de vivre et de percevoir leur propre banlieue plus à travers les médias, notamment la télévision, et donc des images généralisantes, qu'à travers leur expérience personnelle.

**Le monde de la banlieue** et, plus généralement des classes populaires, est devenu un **monde difficilement perceptible** non seulement à nos yeux mais aussi, ce qui peut-être plus important, à ses propres yeux : nous connaissons les reportages des journalistes, qui soulignent les aspects excessifs et pittoresques d'événements le plus souvent violents, et les sollicitations des mendiants. Entre les "jeunes des banlieues" présents sur les écrans et les nécessiteux que nous croisons quotidiennement, le monde populaire a disparu. Une partie de la société française, celle des classes moyennes et dirigeantes des centres villes n'a plus de contact et de relations avec l'autre. C'est comme si l'arbre (certes gigantesque) de l'exclusion avait réussi à masquer la réalité de la forêt des quartiers de banlieue et des catégories populaires qui l'habitent. **La focalisation de la "nouvelle question sociale" sur le thème de l'exclusion a donc pour contrepartie l'invisibilité des classes populaires, du monde de la "banlieue".**

Nous ne percevons plus la vie sociale sous la forme de rapports et de conflits sociaux. Ils sont aujourd'hui remplacés et masqués par une "image", une représentation ou une idéologie qui est le corollaire du thème de l'exclusion : celle de la juxtaposition de groupes sociaux, séparés par une frontière et luttant pour se maintenir du bon côté, tentant d'échapper aux processus d'exclusions : il faut être du bon côté et, logiquement, tout habitant de banlieue se doit de "rêver" de traverser la frontière qui le sépare du centre. Son imaginaire social est celui des groupes supérieurs. De son côté, la plus grande partie de la population "supérieure" n'a plus de lien avec la réalité de la partie "inférieure", avec les groupes populaires. Elle ne la perçoit qu'à travers l'oeil des médiateurs, journalistes, sociologues, travailleurs sociaux qui, tous, contribuent à sa fabrication. Ils "vont voir", ils "écoutent" et rapportent des témoignages ou des images, témoignages directs ou témoignages sur des témoignages.

L'image qu'ils construisent n'est pas fausse. Elle trouve son origine dans l'observation quotidienne des effets de l'exclusion et de ses manifestations les plus évidentes. Ils en donnent souvent une représentation fidèle, juste et contrôlée. Mais la logique du témoignage et des conditions sociales de sa réception surdéterminent l'image et la figent dans une signification qui échappe à ses producteurs. A partir de la réalité précise et circonscrite de l'exclusion, qui constitue bien un problème social majeur d'aujourd'hui, l'image acquiert une sorte de vie autonome. Elle phagocyte la réalité plus complexe des classes populaires et des quartiers de banlieue. Elle a perdu petit à petit son référent. Elle s'est généralisée pour devenir une "représentation" légitime et évidente, presque "naturelle", de la vie sociale dans son ensemble. Elle échappe largement à ses "créateurs" dont les analyses, le souci de contrôler le discours et la volonté de changer le "regard" porté sur cette réalité sont ensevelis sous l'émotion du témoignage, le scandale et la culpabilité suscités par la "découverte" de la "misère" et la "révélation" d'un état pathologique de la vie sociale pouvant entraîner de plus en plus de violence. L'analyse disparaît derrière les émotions, la compassion et la crainte. Pour parler comme Baudrillard, la conséquence est que l'image de l'exclusion fonctionne comme un simulacre. Elle précède la réalité. Elle nous la masque. Mais, peut-être plus profondément, la société et les comportements que nous percevons n'en sont qu'une imitation plus ou moins lointaine.

Il est toujours possible d'incriminer les médias, journalistes, sociologues ou cinéastes. Nombre de jeunes de banlieue ne s'en privent pas, les accusant de "parler à leur place" et surtout, de "faire de l'argent sur leur dos", suscitant chez leurs interlocuteurs un sentiment de culpabilité qui vient s'ajouter à celui de l'incompréhension, sauf à faire silence sur cet aspect de la réalité sociale. La logique du média est celle de l'efficacité : un film sur la banlieue aussi contrôlé que *La Haine*, aussi subjectif et juste, n'a pas échappé à la commercialisation, à sa transformation en pure marchandise malgré son auteur. Le point de vue et l'analyse, la mise en perspective de la vie des jeunes des banlieues, le sentiment de révolte, ont rapidement disparu derrière la pure recherche de l'impact émotionnel à partir d'éléments sortis de leur contexte : le "langage" de *La Haine*, le "look" etc.

De même, le travail des sociologues décrivant la "misère du monde" ou les "quartiers d'exil" a rapidement été dissous par le sensationnel des "témoignages" qu'ils ont recueillis. Il ne peut y avoir d'extériorité totale à sa propre société. **Les intellectuels et les sociologues contribuent souvent à la consolidation d'une représentation qu'ils veulent combattre.**

**Cette situation n'est pas nouvelle.** Elle rappelle le XIX<sup>ème</sup> siècle et la question des classes dangereuses. Pendant toute une partie de ce siècle, **le monde populaire a été construit par les intellectuels, les médias et les bourgeois comme un monde dangereux** : une société à part, tout comme les banlieues d'aujourd'hui, dont la réalité était essentiellement la misère, l'immigration, l'inactivité et le crime.

Ce monde était l'objet de reportages dans les journaux mettant l'accent sur les aspects plus ou moins pittoresques, l'absence de sens moral et soulignant une violence effrayante. Les "classes dangereuses" de Londres ou Paris, l'univers des "Misérables" ou de l' "Outcast London" avaient un parfum d'exotisme : une société singulière, mais à l'intérieur même de la bonne société, suffisamment proche pour inquiéter mais suffisamment lointaine et circonscrite pour sembler complètement étrangère aux classes dominantes. Une société que l'on plaint à cause de la pauvreté qu'elle subit, mais que l'on craint pour ses émeutes et une violence toujours susceptible de déborder et d'envahir les zones de sécurité et de "civilisation".

Dans sa grande étude des marginaux à Londres au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'historien britannique Gareth Stedman Jones a montré combien **cette image d'une société duale relevait d'une construction sociale particulière.**

Il s'agit de la perception que les classes moyennes urbaines s'en font à partir de leur idéologie et de leurs valeurs propres. A cette époque, les classes moyennes urbaines ne connaissent la réalité populaire qu'à travers les mendiants qui les sollicitent, leurs "gens de maison" et les images des reportages et des romans. Surtout, elles n'ont aucun lien économique avec les catégories populaires qui leur paraissent inutiles. Elles vivent dans un espace urbain et professionnel différent, sans rapport avec celui des classes dangereuses.

Comme pour le Paris du début du XIX<sup>ème</sup> siècle analysé par Louis Chevalier, cette perception d'une situation anormale se construit à travers la littérature et est interprétée comme le produit d'un état pathologique de la société. Les écrivains font voir et entendre les "misérables". Les classes moyennes lisent les romans et les journaux. Mais elles n'ont pas de relations sociales réelles avec des groupes sociaux dont elles se maintiennent à l'écart et qu'elles souhaitent contrôler. Elles oscillent entre des

sentiments de pitié et de culpabilité d'un côté, la crainte et le désir de se protéger de l'autre. Régulièrement, elles sont envahies de "paniques morales"(1).

Elles en appellent alors au renforcement de l'ordre, au maintien des règles de la vie sociale, au rétablissement de la morale, de l'éducation et de la civilité.

Comme au XIX<sup>ème</sup> siècle, nous sommes aujourd'hui confrontés au danger d'une telle construction exclusive de la réalité sociale et, comme alors, cette conception a fini par s'imposer dans les catégories populaires elles-mêmes : "Le malheur, ce n'est pas de vivre là, c'est de vivre avec ces gens-là". Pourtant, comme au XIX<sup>ème</sup> siècle, elle est en retard sur la vie sociale. Les classes moyennes voyaient essentiellement le crime et la misère portés par des groupes qui leur semblaient menacer la stabilité et la prospérité sociale. Elles percevaient le danger de la "populace" et d'émeutes se situant dans le prolongement des soulèvements urbains des siècles précédents. Elles y voyaient essentiellement la conséquence de l'affaiblissement et de la décomposition des formes de lien et de contrôle sociaux traditionnels. Mais l'évidence de la misère et de la violence des classes dangereuses les rendaient aveugles à l'émergence rapide et massive de nouveaux types de rapports de classes liés à l'industrialisation.

Ainsi, le consensus autour de l'image d'une société d'exclusion s'explique moins par la logique propre des médias que par les rapports sociaux existants entre les diverses catégories de la population.

Les groupes dominants s'identifient aux normes centrales de la vie sociale. Comme toujours, ils donnent à leur point de vue une valeur universelle et lui confèrent une sorte de nature évidente. C'est aujourd'hui le modèle de l'intégration. Ils l'imposent à l'ensemble de la société. Leur perception des problèmes n'est plus considérée comme un point de vue particulier auquel s'opposerait un autre point de vue. Elle est considérée comme la définition objective de la situation, le point de vue alternatif étant renvoyé au non-sens, au témoignage ou à un effet direct de la crise.

Définies en termes d'exclusion, **les catégories populaires sont ramenées à un problème social et leur point de vue est invalidé.** Toute la question devient celle d'un "équilibre social", du rétablissement de liens moraux avec les catégories intégrées. C'est la conception qui préside aux politiques sociales et à la politique de la ville dominées par "l'injonction comportementale" : celle de la construction du "projet", du "parcours d'insertion" ou, plus généralement de la "participation".

Il faut que l'exclu veuille sortir de l'exclusion ou que le pauvre ne soit plus pauvre pour ne plus l'être. Mais ramenés à un problème moral et à une situation objective, les habitants tendent à considérer qu'il s'agit là d'un marché de dupes et se tiennent à l'écart, refusant une "participation" dépendante ou manifestant une hostilité parfois violente aux dispositifs sociaux dont ils bénéficient.

Le consensus autour de l'exclusion est d'abord un consensus sur une représentation normative de la vie sociale : la société est une totalité intégrée, elle est un ordre social régi par des normes, et suppose que chacun s'y conforme. Elle connaît des problèmes quand elle ne peut assurer une intégration complète ou quand les individus sont défailants. Mais surtout, ces normes ont une valeur générale. Elles fonctionnent pour le bien de tous. Il s'agit donc d'incorporer le plus de catégories sociales dans cet ordre.

---

1. Gareth Stedman Jones, *Outcast London, A Study in the Relationship Between Classes in Victorian Society*. London, Penguin, 1971. Louis Chevalier, *Classes Laborieuses et Classes dangereuses à Paris, pendant la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle*. Paris, LGF, 1978. Geoffrey Pearson, *Hooligan, A History of Respectable Fears*, London, Macmillan, 1983.

Les réactions et les débats suscités par la violence dans les établissements scolaires sont à cet égard exemplaires : l'école est un service public. Elle fonctionne de manière égalitaire et elle est ouverte à tous. Elle offre donc sa chance à tout le monde et plus particulièrement aux enfants des quartiers populaires. La violence qui la frappe est donc à la fois injuste et dangereuse. Elle est injuste parce qu'elle ne peut venir que de l'extérieur, elle est dangereuse parce qu'elle risque de priver les plus démunis des moyens de leur intégration. C'est pourquoi il faut renforcer la scolarisation par le rétablissement de l'ordre (version de droite) et l'appel aux valeurs (version de gauche). Comme le note Philippe Meirieu, dans ces conditions, l'enseignant est légitimé par le savoir qu'il détient. L'élève n'est là que pour le recevoir et n'a d'autre alternative que la soumission ou l'exclusion. Si l'élève ne se soumet pas, c'est qu'il ne comprend pas son intérêt réel et qu'il est mal socialisé. Il commet des "incivilités" ou pour le dire dans un langage plus direct, il est mal élevé. La référence omniprésente au modèle d'intégration républicain dans la population urbaine des quartiers a pour conséquence de renforcer ce mécanisme et d'empêcher toute contestation. L'école est "parlée" et définie comme un facteur puissant d'intégration et en même temps vécue comme une réalité d'exclusion et de mise à distance culturelle. Ainsi, **l'exclu est privé des mots de la critique où, plus exactement, sa critique est, par définition, illégitime.** Son expérience ne peut se traduire dans un langage social ou politique. Elle n'est plus qu'un problème.

On le comprend. **L'exclusion n'est pas simplement une réalité objective.** Elle est aussi un point de vue "commode" sur cette réalité, une façon de la construire qui permet de conforter les intérêts des classes moyennes et supérieures et leur idéologie républicaine. Les questions sociales sont ramenées à un problème d'ordre et d'intégration. La culpabilité ressentie devant l'exclu a la même conséquence que la peur devant l'émeute : il faut renforcer les valeurs d'intégration et permettre à tous d'accéder à la société. L'appel à l'ordre est la contrepartie de l'interrogation sur les principes de la justice sociale, exactement comme au XIX<sup>ème</sup> siècle, les classes supérieures oscillaient entre la répression et la recherche de nouveaux principes de charité.

## **DES CLASSES MOYENNES PROLÉTARISES**

L'existence statistique des catégories populaires et leur absence de définition sociale et politique, leur inexistence sociologique, doivent s'interpréter dans cette relation entre les classes sociales. De ce point de vue, ces groupes sociaux sont constitués comme une sorte d'envers ou de négatif des classes moyennes. Ils sont en quelque sorte des classes moyennes prolétariées.

L'invisibilité sociale, la non-existence, le sentiment de ne pas être reconnu engendrent **un rapport particulier des habitants à leur propre environnement et à leur quartier** : ils oscillent en permanence entre la dénégation, la volonté de ne pas être confondus avec ces "gens-là", d'où leur méfiance vis-à-vis de toute forme d'organisation collective ou de toute conscience collective, bref de tout ce qui pourrait les identifier négativement, et le "surinvestissement désordonné" d'autant plus fort que leurs ressources et leurs réseaux sont captifs et faibles. Ils sont ainsi constamment pris dans une série de contradictions insolubles. D'un côté **leur aspiration est d'être inclus dans une société républicaine et intégrée**, et, d'un autre côté, **ils sont enfermés dans des quartiers dont la réalité est socialement marquée et, surtout, ethniquement "évidente"**.



D'un côté leur idéal reste celui d'un monde solidaire dont les liens sociaux seraient fortement définis pratiquement sur un mode communautaire, et, d'un autre côté, leurs conduites et leurs perceptions de la vie du quartier sont toutes entières commandées par des préoccupations profondément individualisées et surtout stratégiques et utilitaristes. Ils passent ainsi leur temps à rêver d'une vie de quartier dont ils ne cessent de se démarquer et à dénoncer les pratiques individualistes qui sont les leurs et dont ils perçoivent les effets désagrégateurs. Leur propre idéologie ou leur propre idéal les amènent à juger leurs voisins négativement et à s'autodévaloriser. **Le stigmatisme portant sur le quartier est intériorisé collectivement**, ce qui conduit à se démarquer en permanence des autres, mais en même temps, à se "défendre" individuellement, à chercher à s'en tirer personnellement, ce qui, d'une certaine façon, vient justifier le stigmatisme.

En caricaturant quelque peu ces conduites sociales, nous pourrions dire que le modèle d'une société républicaine de citoyens actifs et intégrés est l'idéologie dominante, le critère de référence positif et le cadre des jugements moraux et, qu'en même temps, les habitants des quartiers vivent et pratiquent socialement un modèle de société libérale à l'américaine, fortement individualiste, "utilitariste" et à très faible participation, mais qu'ils jugent néfaste et moralement condamnable (2).

Les phénomènes de ségrégation sociale et ethnique en sont l'illustration manifeste. De façon générale, tout le monde s'accorde à condamner la ségrégation au nom de l'idéal républicain de l'égalité et de la solidarité. Les mots ne sont jamais assez durs pour dénoncer le risque du ghetto. Mais d'un autre côté, un mode normal de sociabilité s'impose avec une grande force qui mène à la mise à l'écart d'un certain nombre de familles dénoncées comme manquant d'éducation. Ces pratiques conduisent directement à la formation d'un processus fort de microségrégation. L'appropriation de l'espace par les habitants se fait alors sur le mode du rejet de tout ce qui peut venir perturber le privé et contredire les normes implicites de la sociabilité. Les microdécisions individuelles finissent ainsi par aboutir à des zones identifiées et leurs habitants s'y définissent moins positivement, que par la dénégation et le démarquage systématiques : ils ne sont pas comme les autres, ils sont normaux, les autres sont différents, ce sont eux qui ont les problèmes...

Paradoxalement, les conduites des habitants des quartiers sont exactement de même nature que celles des classes moyennes des centres villes. Que ce soit par le démarquage et le retournement du stigmatisme, ou, plus profondément, par la microségrégation, **la pratique du quartier consiste essentiellement à mettre de la distance** : distance entre soi et les autres, entre le privé et le public, distance entre les zones urbaines difficiles et la sienne, distance entre les immigrés et les Français, entre les générations etc. **Plus l'image de l'intégration est rêvée et souhaitée, plus elle se traduit par des conduites sociales de construction de la distance.**

La distance crée et multipliée permet de se raccrocher à la société et au modèle des classes moyennes. L'identité des habitants des quartiers se construit ainsi dans **un double mouvement d'adhésion à un modèle social de classe moyenne et de démarquage vis-à-vis d'un environnement social qui en éloigne.**

---

2. Stéphane Rozès, L'univers des banlieues, Sondage de l'Institut CSA, 2 octobre 1995 et Les Franciliens et la mixité urbaine, étude CSA, novembre 1995.

C'est pourquoi, dans la même logique, les mêmes habitants tiennent individuellement des discours critiques sur le quartier et ses habitants et, collectivement, en défendent les avantages, notamment face à des interlocuteurs externes : il ne faudrait pas être assimilé aux excès négatifs mis en scène par les médias et qui seraient aussi personnellement dévalorisants. Les habitants sont ainsi pris dans des stratégies de distinction et de négation permanentes pour échapper au sentiment de chute et d'exclusion. Ils affirment leur appartenance aux classes moyennes, leur "socialisation" de classe moyenne et en même temps, les difficultés sociales majeures qu'ils rencontrent pour atteindre cet idéal de normalité et se faire reconnaître. La face devient alors un enjeu essentiel. Si on ne peut appartenir réellement aux classes moyennes, du moins peut-on se faire reconnaître ou donner le change. L'affirmation d'appartenance et l'adhésion aux valeurs et au mode de vie des classes moyennes, au "monde normal", est d'autant plus explicite et forte que l'environnement offre une sorte de démenti permanent. C'est ce qui explique l'extrême "perméabilité" de ces habitants aux discours et aux images externes et leur souci constant d'échapper au stigmate qui pèse sur le quartier.

En même temps, l'univers de référence "idéologique" et "moral" reste celui de la communauté, de la solidarité et de l'intégration républicaines. La définition collective du quartier est son aspiration à devenir un vrai quartier, à échapper aux effets destructeurs des comportements individualistes et stratégiques. **Les habitants vivent une opposition constante entre leur souci de mise à distance du quartier et des autres**, souci redoublé par leur volonté d'appartenance au monde des classes moyennes, et **leur sentiment de perdre tout contrôle sur leur environnement social**, sur ce même quartier. Autrement dit, les habitants se distancient tout en se plaignant des effets induits de cette mise à distance. **Ils vivent ainsi une tension entre l'intérieur et l'extérieur d'eux-mêmes**, intérieur et extérieur qu'ils ne peuvent réconcilier dans la mesure où le rapport entre ces deux termes est défini par les discours, les images et les attitudes des "autres" et qu'ils ne peuvent pas le maîtriser.

**La conséquence est un fort sentiment individuel d'injustice et d'échec.** Etre né du mauvais côté de la barrière est vécu non comme un destin social mais comme une sorte de handicap insurmontable, handicap né d'un contexte défavorable. Tout individu est doté de potentialités personnelles qui ne demande qu'à être développées. Il est comme tout le monde. Autrement dit, chacun d'entre nous a le droit de "vivre sa vie". Or, le quartier de banlieue, le stigmate, le mauvais côté de l'agglomération, empêchent de vivre sa vie, de développer ses talents et ses dons personnels. Le sentiment dominant est alors de ne pas être là où, légitimement, l'individu devrait se trouver.

**L'individu agit en fonction de cette "situation" qui lui est faite.** Le juste ou l'injuste, le moral ou l'immoral sont très exactement dépendants de sa propre perception des dommages qu'il subit. La loi est une règle externe, un ensemble de contraintes, une sorte de "code de la route" qui n'a rien à voir avec le souci moral du respect de chacun. L'essentiel est de "réussir" sa vie personnelle. Comme dans les classes moyennes, cette logique conduit à la "survalorisation" de l'espace privé. Le monde privé est le monde où l'individu peut être reconnu et "sauver sa peau" alors que l'espace public du quartier est souvent vécu comme un espace de décombres et de danger. Tout ce qui n'est pas investi stratégiquement et utilitairement dans cette réussite de la vie privée et personnelle est considéré comme une perte de temps et d'énergie. Il s'agit, pour l'essentiel de préserver cet espace privé construit et défendu comme étant du "bon côté" et prouvant que

l'individu pourrait l'être aussi socialement. Inversement, le malheur privé est le malheur absolu et irrémédiable. Il renvoie du mauvais côté. Il identifie avec l'environnement, avec le stigmat. Il signe l'échec complet, mais un échec totalement personnel.

Tout ce processus conduit à une sorte de personnalisation extrême des questions sociales et de l'échec. Une des caractéristiques majeures des quartiers est que **les distances sociales et les problèmes sociaux y sont vécus personnellement**. Ils ne donnent lieu à aucune construction d'une conscience collective qui pourrait engendrer une action contestataire ou une révolte. L'injustice et l'échec restent sur l'estomac de chacun et se vivent sur le mode de la honte ou de la dévalorisation individuelle, **engendrant apathie et dépendance mais aussi une sorte de "haine de soi"** et d'un environnement social auquel on ressemble. Seuls les jeunes paraissent échapper à ce mécanisme et développer une quasi-conscience politique de leur exclusion. Mais la force de cette logique d'atomisation est telle qu'ils sont très souvent perçus négativement ou comme un danger et qu'ils ne parviennent pas à traduire collectivement leur révolte.

La construction positive de l'identité et sa reconnaissance passent par la consommation. C'est par la consommation que l'individu participe à la vie sociale et se rattache à la société "normale" des classes moyennes. De ce point de vue, le monde privé s'oppose au monde public dans la mesure où il s'agit aussi de l'univers privilégié de la consommation : les objets achetés comme la participation sociale via les médias se "pratiquent" dans le monde privé. A l'inverse l'univers public, celui du quartier, est un univers de faible consommation et, surtout, d'un mode collectif de consommation par les équipements notamment. Il s'agit donc d'une consommation de seconde zone qu'on ne peut que considérer négativement.

L'individu habitant du quartier se définit strictement dans cette relation à la consommation. Il peut être pauvre, c'est-à-dire ne pas disposer des ressources nécessaires à un niveau normal de consommation, il n'est certainement pas ouvrier ou travailleur, c'est-à-dire défini par un rapport à la production. Ainsi, la question du "travail" est-elle omniprésente et centrale. La pauvreté est un effet direct du chômage. Mais en même temps le travail est complètement marginal : il est un moyen pour obtenir des ressources nécessaires à la consommation. Il peut être aussi, dans l'idéal, un prolongement des talents personnels, un moyen de réalisation individuelle. Mais il n'a pas de signification sociale. Il reste totalement extérieur à la vie du quartier, une question personnelle qui ne permet pas de structurer des relations sociales ou une conscience collective.

La consommation a pour effet de générer un désir profond de conformité sociale. Elle est à la fois ce qui intègre fortement à la société et, en même temps, ce qui fractionne et atomise la vie du quartier et isole chacun. C'est pourquoi **il est difficile de parler d'exclus en ce qui concerne les habitants des quartiers de banlieue**.

Leurs conduites sociales et leur souci utilitariste et individualiste sont ceux d'individus intégrés, se référant à un univers de valeurs et de comportement appartenant aux classes moyennes. C'est en référence à cet univers et aux possibilités d'accès qu'ils y ont que les individus se définissent. C'est cet univers qui commande la logique incessante de déclassement, de reclassement et de distinction que nous observons. **L'identité se construit en creux, par la négation de l'autre, et positivement par la manifestation de l'adhésion à un modèle de consommation** et aux langages et images qui vont avec. Pour des individus démunis et socialement faibles, disposant de peu de ressources,

**l'intégration sociale passe souvent par une sorte de surconformité à ces modèles et de surdénégation des autres habitants du quartier**, comme un processus permanent d'oscillation entre surcompensation et décompensation sociales.

La consommation n'a donc pas pour seul effet d'intégrer en atomisant la vie sociale, elle "casse" aussi l'identité personnelle : l'individu ne peut participer à la vie sociale qu'en se conformant à des modèles de comportement, à des langages et à des images qu'ils ne maîtrisent pas et qui lui sont imposés de l'extérieur, par les classes moyennes. Très souvent les chercheurs ou les travailleurs sociaux sont confrontés à ce problème. En grande partie extérieurs au quartier, **ils se trouvent en face d'individus qui leur donnent l'impression "d'en rajouter", de "jouer leur propre rôle", bref, de se conformer avec ostentation à l'image qu'ils pensent que la société a d'eux.** Le malaise des premiers engendre alors l'agressivité des seconds qui leur reprochent implicitement de les mettre dans la situation humiliante de jouer leur propre rôle. Les habitants des quartiers de banlieue sont ainsi d'abord des classes moyennes prolétarisées ou "inférieures". Ils subissent une domination d'ordre culturel. Ils adhèrent à des modèles sociaux de comportement et à des idéologies qui les empêchent de concilier leur participation à la vie sociale et l'affirmation d'une identité personnelle autonome et reconnue. Ils sont définis, sans capacité de se définir.

\*

\*\*

Depuis le début des années quatre-vingts, le thème de l'exclusion sociale et de la dualisation de la société n'a cessé de progresser pour finir par s'imposer comme la catégorie centrale d'analyse de la vie sociale en France. **Les phénomènes observés dans les banlieues sont ainsi renvoyés exclusivement à la crise d'un modèle d'intégration** qui aurait perdu son efficacité et qui, face aux difficultés économiques, peinerait à assurer à tout le monde une citoyenneté pleine et entière. La conséquence politique est le triomphe actuel d'une idéologie républicaine en appelant à l'État pour assurer la solidarité et renforcer les mécanismes déficients de la socialisation.

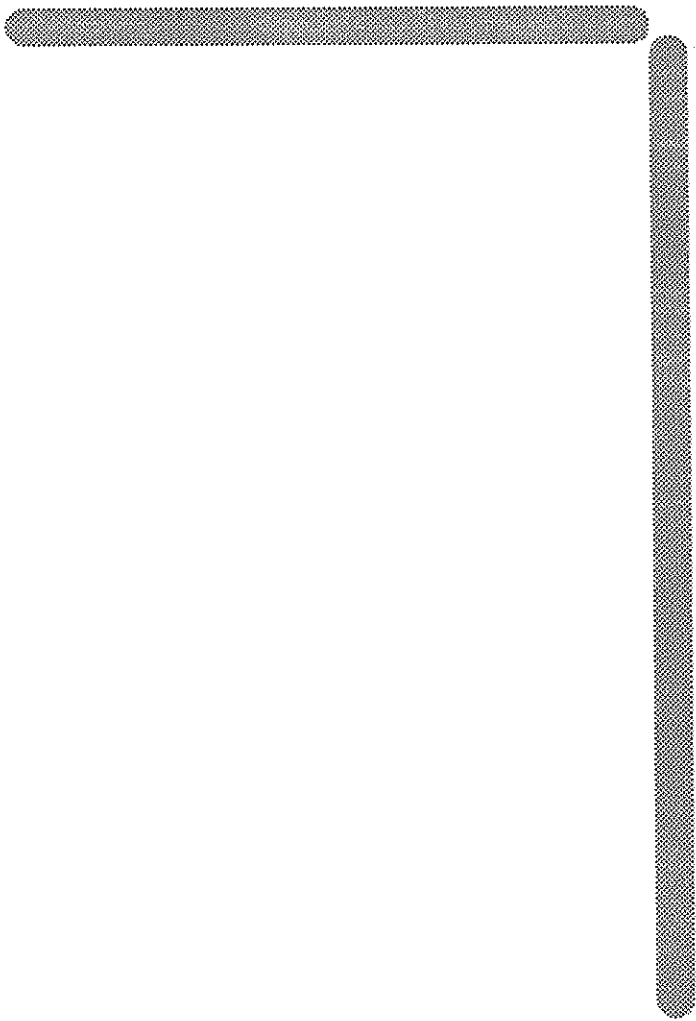
Nos observations nous conduisent à souligner **les dangers d'une telle construction et d'une telle définition de la réalité des quartiers de banlieue.** Elle enferme leurs habitants dans des situations de crise dont ils n'auraient pas la maîtrise et en fait des non-acteurs. Surtout, elle masque les processus de domination que subissent ces populations, processus de désocialisation permanente et d'imposition de modèles culturels normatifs qui empêchent toute constitution d'une identité collective positive. De ce point de vue, l'idéologie républicaine elle-même participe de ce processus en renforçant l'atomisation et en délégitimant, par avance, toute forme de révolte collective et d'identité contestataire.

Le problème n'est donc pas aujourd'hui de lutter contre les affirmations identitaires au nom de la citoyenneté ou d'émanciper les individus pour les intégrer. Il s'agit, au contraire, **de créer les conditions sociales permettant à chaque personne ou à chaque groupe d'accéder avec sa particularité à la participation sociale et politique** et donc, de construire sa vie en s'opposant aux langages objectivants qui cherchent à le réduire à un problème ou à une situation et à le priver de son expérience.

# ***DÉBAT***

*animé par Alain JUND,  
Président de l'Observatoire Régional  
de l'Intégration et de la Ville*





---

**Yves HEMEDINGER,**

Conseiller Municipal de Colmar chargé de la Jeunesse

---

**Parler de violence sans parler d'insertion au sens large est difficile voire impossible.** Les deux phénomènes sont liés. Il est nécessaire d'établir un bilan et aussi de dresser les perspectives d'avenir.

C'est sans doute **l'évolution de nos villes, de toute la société qui se joue dans nos quartiers.** Je dis bien nos quartiers, car c'est une version optimiste que de penser que les problèmes sont confinés de manière hermétique et définitive dans des quartiers bien définis.

Il y a en réalité un risque de contagion, d'autant plus que la situation économique fait qu'on assiste à un transfert de la classe moyenne vers le bas et non plus vers le haut avec toutes les conséquences que cela peut avoir.

Sur un plan général, nous savons que la France a un taux de chômage élevé et plus encore si on regarde le chômage des jeunes. Cela influence bien sûr directement les phénomènes de violence.

On constate aussi que **l'utilisation d'un langage guerrier lorsqu'on aborde l'économie** est parfois source de violence. En effet, on parle de guerre économique, " il faut se battre ", battre l'autre... Ce langage permet à ceux qui ont un emploi d'exprimer cette soif de compétition sur le front économique. **Ceux qui sont exclus du champ de bataille** sont souvent tentés d'exprimer leur soif de compétition, **leur volonté de démontrer leur supériorité dans la rue et par le biais de la violence.**

Enfin il s'agit de définir les termes violences et aussi la notion de jeunesse.

## **SITUATION À COLMAR ET ACTIONS EN COURS**

### **Situation à Colmar**

Colmar, ville moyenne, à taille humaine, charmante et souvent qualifiée de bourgeoise. C'est certes la réalité, mais cela a souvent conduit à nier ou à se cacher la réalité.

"Pour vivre heureux, vivons caché" cette maxime a souvent résumé la situation.

Pourtant la réalité est toute autre (voir étude ORI). L'action volontariste et efficace du Maire de Colmar a permis le classement d'un quartier en ZUS.

Compte tenu des critères nécessaires cela démontre la réalité et l'ampleur des problèmes.

### **Actions en cours**

#### *Image des quartiers*

**Trouver un emploi n'est pas aisé lorsqu'on indique sur son curriculum vitae l'adresse d'un quartier réputé difficile,** il est donc nécessaire parfois de rassurer les

éventuels employeurs en établissant un partenariat d'entreprise entre l'ANPE, les associations de quartiers et les entreprises.

La nomination à Colmar d'un "Monsieur Emploi" va un peu dans ce sens.

### *Problèmes de l'école*

En ouvrant l'école sur la vie on l'a ouverte sur la rue en supprimant les protections  
Aujourd'hui, il faut protéger l'école et les cours de récréation, il faut aussi continuer d'oeuvrer en faveur du soutien scolaire, **l'école de la République est l'élément fondamental du dispositif de lutte contre l'échec trop souvent synonyme de violence.**

### *La drogue*

Elle est la cause et aussi la conséquence d'une partie importante de la violence.  
Le manque d'activités, de moyens financiers, mais aussi la banalisation du phénomène permet une prolifération du phénomène avec pour corollaire le développement de la violence.

Les actions menées et surtout leurs résultats permettent de démontrer qu'il ne faut pas tomber dans la fatalité.

**La politique de financement d'associations** d'insertion, sportives, culturelles etc... permet d'entretenir une activité dans les quartiers. Cette politique est largement développée à Colmar.

Citons aussi la qualité et le nombre d'espaces vert au sein du quartier, l'existence d'équipements sportifs. La mise en place d'une politique de réhabilitation du logement et aussi le rôle que joue la Mission locale depuis 1992.

Enfin au chapitre de la prévention qui est nécessaire, il faut citer **la mise en place d'un Contrat d'Actions de Prévention pour la Sécurité dans la ville (CAPS) et le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance.**

## **REMEDES ET CONCLUSION**

Il ne faut pas se leurrer, sans amélioration de la situation économique, les difficultés rencontrées dans les quartiers ne disparaîtront pas.

Néanmoins, **il est de la responsabilité des décideurs locaux de tout faire pour endiguer les problèmes existants.**

La politique qui consiste à limiter ou soulager les souffrances par la dépense sociale à sans doute trouvée ses limites : elles sont d'ordre budgétaires.

Il faut aujourd'hui sortir du système où on rend l'habitant du quartier passif, il faut passer à une démarche active, **il faut donner à chacun les moyens de devenir maître de son destin.** Il s'agit d'une démarche participative, il faut rendre les personnes citoyennes mais pour cela il faut réunir 3 ingrédients :

- le respect de la loi
- le respect de la parole
- le respect du rapport de force



Il faut **restaurer un climat de confiance et de sécurité dans les quartiers.**

Les crédits obtenus grâce à la déclaration ZUS vont permettre l'ouverture d'une antenne du commissariat au coeur du quartier sensible.

Monsieur Gilbert MEYER a déjà obtenu un renforcement non négligeable des forces de police.

Il est nécessaire de **faire fonctionner des services publics de proximité dans les quartiers**, c'est pour cette raison que la nouvelle municipalité a tenu à ouvrir une antenne de la mairie dans le quartier.

Rien n'est plus important que de démontrer que les habitants du quartier ne sont pas abandonnés.

Il faut **donner la parole aux jeunes**, et cela se fera par la mise en place d'un conseil municipal des jeunes, par la mise en place d'une collaboration entre la Ville et la CAF afin de récompenser des initiatives jeunes.

Il faut aussi **décloisonner les quartiers et développer une politique de logements sociaux** dans toute la ville.

Enfin n'oublions pas, **la mise en place d'une politique d'insertion par l'économie** et le développement d'emplois de proximité et d'emplois ville.

Il faut décloisonner les services liés à l'autorité des jeunes et créer des pôles synergétiques.

Il faut aussi **parler de ce qui marche** et sans doute plus et mieux mettre en valeur les réussites de personnes ou de projets émanant de jeunes du quartiers.

Enfin on s'est peut être trop axé sur l'aide aux adolescents et pas assez sur l'aide aux parents et aux enfants.



---

**Richard SANCHO-ANDREO,**  
Directeur de l'Association THÉMIS

---

## **L'ACCÈS AU DROIT DES JEUNES, UN VECTEUR DE SOCIALISATION**

En quoi l'accès au droit des jeunes croise-t-il les violences urbaines ?

Dans les missions de THÉMIS, l'information individuelle et l'accompagnement socio-juridique est complétée par des actions collectives de sensibilisation et d'éducation à la Loi. Les actions collectives visent à se rapprocher des jeunes et des adultes (enseignants, éducateurs, parents) dans une relation de proximité et territorialisée.

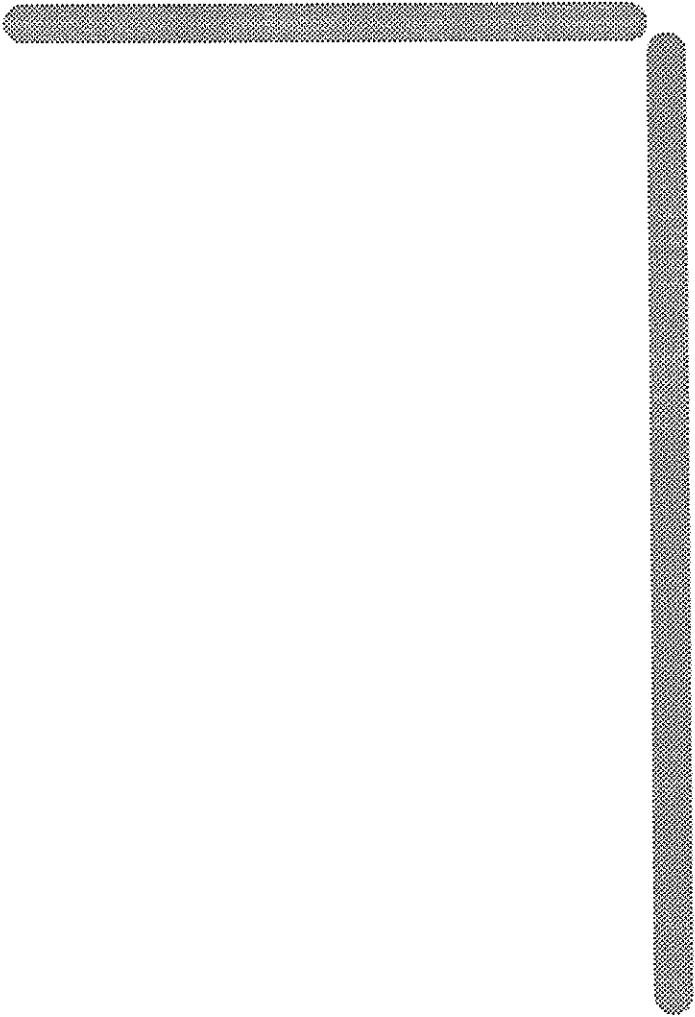
L'équipe de THÉMIS a ainsi au fil des années participé à la création d'un réseau où les jeunes et les adultes utilisent le droit comme vecteur de socialisation. Le Service Droit des jeunes est concrètement sollicité par des éducateurs ou par des jeunes directement à la suite de situations de trouble de l'ordre public dont certaines ont donné lieu à des violences urbaines (dégradations de mobilier urbain, de véhicules...).

Pour l'équipe de THÉMIS, **il s'agit de rendre le ou les jeunes acteurs** dans la procédure en cours. Parler des faits, voir en quoi il y a délit, non respect des normes sociales tout en recherchant à garantir le respect du principe du contradictoire et une défense de qualité permet de créer une distance sociale entre le jeune et les acteurs de la loi (la distance sociale est l'expression d'une séparation des pouvoirs). Cette distance permet de clarifier les droits et les obligations du jeune mais aussi ceux de l'adulte. Rendre audible l'inaudible est pour certains une première expérience de reconnaissance sociale.

Cette démarche, au-delà de son aspect pédagogique, **redonne parfois espoir aux jeunes dont le passé est fait d'exclusions et de souffrances**. Une part non négligeable des jeunes mêlés à des violences urbaines (parmi ceux qui se sont adressés au Service Droit des Jeunes) ont un parcours de vie chaotique où les violences familiales (y compris des violences sexuelles), la violence subie de la part des camarades (extorsion, menaces) ont contribué à les rendre violents. La consommation de médicaments, les troubles mentaux sont aussi un détonateur pour des passages à l'acte violents.

**L'aide aux victimes mineures** devrait de ce fait devenir **une des priorités pour lutter contre la violence en milieu urbain**. Nous avons pu aussi par notre participation au Collectif des associations de Cronenbourg suite aux incidents du mois de novembre 1995, apprécier **l'importance de la demande des adultes concernant la connaissance des lois**. Or aucune paix sociale n'est possible si les adultes, les parents en premier lieu ne sont pas les premiers protecteurs de leurs enfants.

Finalement, l'accès au droit marque aussi **une évolution de la Justice vers une justice de réparation, de médiation** qui nécessairement exige davantage de cohésion éducative. Les jeunes mineurs, mais de plus en plus aussi les jeunes majeurs, dans leur interpellation du Droit, posent une question de fond : le Droit est-il encore et toujours le garant des libertés et des obligations ?



---

**Marie-Thérèse HARTMANN,**

Assistante sociale - Collège de Bourzwiller (Mulhouse)

---

Si nous voulons parler de violence, il faut déjà que nous nous mettions au clair avec notre propre violence.

Nous n'allons pas casser les voitures et les Abribus mais nous savons tous autour de cette table qu'il y a des mots qui tuent plus sûrement que des armes. **Soyons attentifs à ne pas faire un amalgame entre banlieue et violence.**

**Les paroles trompeuses, les promesses non tenues, les espoirs déçus engendrent la violence.** Dans la fonction d'Assistante Sociale nous constatons tous les jours qu'avant de nous mettre au travail avec un élève, nous sommes continuellement obligés de le rassurer sur la fiabilité de notre parole. Jusqu'où pourra-t-il se fier et se lier à ce que nous sommes et à ce que nous lui proposons ?

Il y a aussi **un lien direct entre le mépris et la violence**, le premier engendrant fatalement la seconde. C'est vrai que moins on est clair avec sa propre violence, plus on a tendance à vouloir la localiser en dehors de nous.

Il est indispensable que nous puissions rester choqué par le regard et les représentations émanant d'une catégorie de citoyens sur une autre catégorie de citoyens.

Dans le bouleversement culturel actuel, entraînant la perte des repères il y a indéniablement quelque chose qui se joue, peut-être de manière plus sensible dans les banlieues. On pourrait formaliser cela en disant que l'on passe de la fonction paternelle de pouvoir vers la fonction paternelle d'autorité. Notre bouleversement culturel nous y a peut-être mieux préparé que les populations immigrées.

C'est le passage d'un monde structurel, codifié, vers un monde fondé sur la reconnaissance et le respect. C'est général, quelque chose glisse du pouvoir vers l'autorité.

A l'éducation nationale, on est moins actuellement dans la transmission du savoir que dans la construction de l'éducation de l'enfant. Cela se structure dans l'interaction adulte-enfant. Le professeur doit d'abord montrer qui il est, avant de faire passer ce qu'il sait. Ce sont aussi les enfants les plus fragiles, les plus cassés qui violentent les professeurs les plus fragiles.

Ce passage dont nous venons de parler, irréversible, d'un monde disciplinaire à un monde de respect mutuel interpelle directement la fonction paternelle (dans la mesure où elle ne fonctionne pas).

C'est bien autour de la problématique de cette fonction que se jouent la plupart des actes de violence et que s'établissent les zones de non droit et de non-loi.

Si le deuil du retour au pays commence à être une réalité pour les immigrés, en particulier ceux d'Afrique du Nord, celui-ci s'accompagne actuellement d'une remise en mouvement de leur fonction et de leur rôle. Depuis une ou deux années on assiste à une interrogation des pères quant aux problèmes scolaires et comportementaux de leurs enfants. Avant cela, leur fonction paraissait figée dans un discours dogmatique non élaboré dans l'économie familiale.

S'il est vrai que le pays d'accueil (la France) protège avant tout la femme et l'enfant (financièrement et légalement) la découverte par les femmes de leur pouvoir a exacerbé leur enfermement dans la relation fusionnelle avec leurs enfants. La mère gère et comprend mieux que le père comment fonctionne le pays d'accueil. Ainsi beaucoup de femmes travaillent la nuit et s'occupent des enfants le jour, alors que le père est invalide, au chômage ou en maladie.

Ces femmes sont épuisées, harassées mais restent à l'écoute de leurs enfants et grands garçons surtout, dans leurs besoins les plus libidinaux. Ces mamans restent collées avec leur enfant dans une relation fusionnelle que le père n'a pas séparée. La fonction paternelle qui doit sortir l'enfant du chaos fusionnel en introduisant la frustration, les limites et l'interdit, qui doit en faire un être social, différencié de la mère, cette fonction n'a pas joué. L'enfant reste livré à la mère et ne renonce pas à sa toute puissance.

Les enfants sont les plus agressifs à 18 mois. Si à 8 ans ils n'ont pas pris l'habitude de subir la frustration (le non) la violence devient un moyen d'expression irréversible.

La seule manière de gérer quelque chose de cette violence et qui est la manière de gérer tout problème, c'est de permettre aux gens de comprendre, de donner du sens, de savoir ce qui se joue.

**Il faut arrêter de travailler sur ce que les gens sont ou donnent l'impression d'être. Il faut arrêter de stigmatiser. Il faut travailler avec les gens sur ce qu'ils vivent, ce travail doit continuellement être recentré à partir des théories.**

Si j'ai une quelconque légitimité à apporter un témoignage sur le quartier, c'est avant tout parce que quelque chose s'échange en permanence entre les habitants et ce que je suis. C'est quelque chose de mon approche professionnelle et de mon regard qui a dû changer en profondeur. **J'ai dû perdre mes certitudes pour me mettre en apprentissage, apprendre à faire avec les autres.**

Avant de terminer je voudrais retenir **4 aspects de la violence** en général :

1. Il y a violence, mais **il ne faut pas amplifier le problème**, elle s'exprime sur ce quartier de manière plus visible.
2. Il y a **une économie parallèle qui maintient et exige des formes de violence** mais là on se heurte à l'ambiguïté politique : économie parallèle tolérée ou coût trop élevé de ces quartiers ?
3. **Il faut mettre les pères et les mères en travail**, ils ne demandent pas mieux. Au collège nous avons travaillé sur l'absentéisme, les loisirs et sur la violence avec les parents d'élèves.

Quelque chose du discours paternel doit être intégré et élaboré. Le père n'est pas la loi, il n'est pas le représentant de la loi, il doit être le représentant de l'autorité d'une loi pour

que se créent les espaces intersubjectifs permettant à l'enfant d'advenir.

4. La culpabilité afférente à notre héritage culturel nous pousse à protéger le faible et l'opprimé, sans trop analyser les conséquences de nos actes et leurs effets pervers. **Veillons à ce que la pensée précède nos réalisations** dans lesquelles le social a tendance à nous cantonner.

Les quartiers en difficulté nous apprennent tous les jours que **quelque chose ne change que si quelque chose s'échange**. Il faut faire rentrer la compétence, la réflexion et la mouvance dans les banlieues.

Malgré les décroissements des structures apportées par la politique de la ville, il y a encore un pouvoir centralisateur qui fige les profils de poste et le déroulement de carrière des professionnels sur des modèles pas toujours adaptés.





---

## Cathy BREYSACH,

Animatrice du secteur Jeunes au Centre Socio-Culturel Europe (Colmar)

---

● Faisant partie du collectif "Animateurs Jeunes" du Haut-Rhin, je souhaiterais vous exposer **les phénomènes qui déclenchent le plus souvent la violence** lors de nos animations :

1- Vient en premier lieu **la réaction des jeunes face à un rappel des règles qu'ils ne peuvent entendre**. Le fait de leur dire "NON" pour x raison(s) provoque souvent mépris, incompréhension, violence verbale, voire même physique.

2- **N'ayant plus de projet de vie ou de projet scolaire / professionnel, ils sont avides d'événements**. Comme il ne se passe plus rien de frétilant dans leur vie, ils créent l'événement.

Exemples : feu dans les caves - incendie de voiture - vol de voiture avec radio, etc..

Les bagarres ou la venue de la Police et des Pompiers dans les quartiers sont devenues leurs spectacles de prédilection. Ceux-ci peuvent "déraper" dans une surenchère de violence avec menaces, injures, jets de pierre sur les agents.

3- Le dernier point est de constater que **certains animateurs encadrant les jeunes de quartiers manquent d'expérience et de formation** pour anticiper les conflits et les dégradations.

Pour pouvoir anticiper, il faut bien connaître le groupe que l'on accompagne (bien souvent, ce n'est pas le cas) et posséder les facultés nécessaires pour détecter en un clin d'oeil les lieux et les personnages qui pourraient présenter un risque ou une provocation pour les jeunes.

Exemples:

- Éviter les toilettes de gymnase ou salle de cinéma,
- Éviter les personnes dégageant de l'anxiété à la vue du groupe.

**Certains jeunes se confortent dans l'image "Jeunes du quartier - Délinquance - Violence" par manque de repères ou d'identité**. Ils renforcent volontiers cette image et se laissent prendre au piège.

Pour faire peur, pour impressionner, pour exister et susciter de l'attention, ils sont capables de monter plusieurs scénarios. Le plus classique en ce moment : se raser le crâne et porter une arme (qui n'est souvent d'ailleurs qu'un jouet).

Le dernier exemple que je citerai et qui provoque de la violence, ce sont tous ces jeunes qui ne s'inscrivent dans aucune démarche de projet, aucune activité, qui errent, squattent, menacent et mettent la pression sur d'autres jeunes ayant réussi à se mobiliser autour d'un projet. Exemple: danse, chant, théâtre, cirque.

Ce constat est fait lorsque les uns veulent se produire, monter sur scène. Ils sont violemment rappelés à l'ordre pour ne pas sortir du rang ; la jalousie, poussée à l'extrême, empêche de réussir un projet et de le vivre dans le quartier.

Tirer vers le bas, empêcher l'expression, tels sont les objectifs des injures, jets de pierre ou d'oeufs qu'essuient les jeunes qui se démarquent.

● **Plusieurs pistes** sont à exploiter pour **mieux comprendre la violence et l'enrayer.**

- D'une part, **inciter des groupes de parole** tels que le collectif des animateurs jeunes du Haut-Rhin. Le partage d'expériences vécues, la formulation et le dire des angoisses sont des lieux où l'on dédramatise et relativise les situations.

- Donner davantage d'**outils pédagogiques**, et pour cela **une meilleure formation des animateurs** : celle-ci devrait contenir plus de psychologie et de sciences humaines afin de pouvoir anticiper et prévenir les événements.

Le turn-over important des animateurs jeunes démontre bien le manque de cohérence entre la formation délivrée et la réalité du terrain. Ces formations sont souvent succinctes par rapport au poste de travail et à la mission occupés.

- Il existe à Colmar une Antenne de Justice comportant un Service Médiation / Réparation pour les jeunes mineurs ayant commis un délit. Ses objectifs sont : rappeler la loi, responsabiliser l'auteur de ses actes, prendre en compte la victime, restaurer la paix sociale et éviter la récidive.

- Concernant les méthodes d'intervention des animateurs jeunes, plutôt que de proposer des centres aérés qui poussent à la consommation d'activités, il conviendrait de généraliser **la pratique de suivre et d'accompagner des projets individuels ou collectifs**. A terme, les jeunes sortent grandis d'une telle expérience. Cela implique évidemment une très bonne connaissance des dispositifs existants et être capable de responsabiliser les jeunes à tout âge.

- Il convient de réfléchir sur le plan urbaniste (cabines téléphoniques et abris bus: choix des matériaux) et de provoquer des rencontres adultes / jeunes.

Enfin, je pense que Colmar se démarque par rapport à Strasbourg et Mulhouse par le fait que les incidents se produisant dans le quartier sont à peine relevés dans la presse locale et ne font pas l'objet d'une retransmission télévisée. Les jeunes sont ainsi seuls spectateurs de leurs délits ce qui enlève beaucoup d'intérêt.

Je vous ferai également part de **l'impression d'une jeunesse particulièrement résignée et qui préfère "se casser" plutôt que de détruire et de démolir** (l'image d'une ville "clean" doit rejaillir sur eux).

Chaque année, le nombre de jeunes

- qui deviennent toxicomanes,
  - qui tentent de se suicider,
  - qui sont handicapés à vie à la suite d'un accident,
  - qui se tuent par overdose ou en faisant des rodéos en voiture,
- ne fait qu'accroître.

**Quelle violence faut-il craindre le plus ?**

---

**Michel KOEBEL,**

Conseiller d'Éducation Populaire et de Jeunesse à la DDJS du Haut-Rhin,  
Doctorant en sociologie à l'Université des Sciences Humaines (Strasbourg)

---

Il semble difficile a priori de voir **un lien entre prévention de la délinquance et conseils municipaux d'enfants et de jeunes**. Il existe cependant quelques faits concrets qui vont dans ce sens et que je voudrais évoquer aujourd'hui.

- Premier fait : c'est Gilbert BONNEMAISON, l'initiateur des Conseils Communaux de Prévention de la Délinquance (CCPD), qui dans les années 83-84 a activement soutenu **le développement des conseils municipaux d'enfants (CME) en France**, notamment en finançant sur des crédits CNPD un film vidéo sur les expériences du CME de Schiltigheim et du CMJ d'Épinal (c'est d'ailleurs deux ans plus tard que la création de CME s'est particulièrement accélérée). D'ailleurs, les quatre communes représentées à cette table ronde ont toute un CCPD et ont toutes une expérience, parfois très longue, de conseils de jeunes.

- Deuxième fait : **l'origine de plusieurs conseils de jeunes en Alsace est liée, dans le discours des maires, à une volonté de répondre à la présence gênante de jeunes**, plus ressentie par la pression des habitants sur le maire que par les actes objectifs de délinquance ou de violence commis par ces jeunes. Ces discours sont plutôt le fait de petites communes (n'ayant pas les moyens de répondre à la délinquance par l'embauche d'éducateurs ou la mise en place de structures lourdes). Savoir si la création d'un conseil de jeunes peut répondre à ce type de problème est une toute autre question.

- Troisième fait : au sein même des conseils d'enfants et de jeunes, **les jeunes élus se préoccupent beaucoup de la prévention** et réalisent souvent des projets qui y sont liés comme les campagnes de sensibilisation contre le racisme, la drogue, la délinquance.

- Dernier fait, qui est un constat : lorsque ces conseils, par le jeu des élections, n'exclut pas d'office la plupart des jeunes ayant des difficultés d'insertion, les «rescapés», très souvent, ne parviennent pas à y rester longtemps : le cadre, le type de fonctionnement ne leur conviennent apparemment pas.

Ces différents éléments m'amènent à poser une question simple : **est-ce que favoriser le civisme permet de lutter contre l'incivisme ?**

Pour répondre à cette question, il faut je crois faire l'un ou l'autre parallèle dans des domaines approchants.

Dans les politiques jeunesse développées par de nombreuses municipalités et par des structures socioculturelles ou de prévention, la question peut alors se traduire et devenir : favoriser les projets positifs, ou connotés positivement par une fraction de la population, permet-il de « tirer » les jeunes exclus de leur exclusion ?

Dans un autre domaine : développer une politique de diffusion culturelle permet-il de sortir les personnes peu cultivées de leur exclusion culturelle (je parle bien entendu ici de

cette forme de culture qui est admise comme culture légitime et dominante) ? D'où toutes les politiques de diffusion culturelle en direction de l'enfance, stade où, croit-on, les inégalités ne sont pas encore marquées.

Le problème semble se situer en amont de ces réponses politiques. La réponse globale à la question initiale est donc : NON !

**Un conseil d'enfants ou de jeunes n'a pas pour objet ni pour effet principal de lutter contre l'exclusion ou la délinquance.** Et le civisme est une qualité qui est éminemment sociale, socialement définie (par une fraction de la population, celle qui a naturellement un comportement que l'on pourrait qualifier de « civique »), et donc socioculturellement déterminée (j'entends par civisme le respect des valeurs républicaines et la participation minimum à ses institutions ; le respect aussi des personnes qui l'incarnent sur le plan politique et/ou administratif).

Partant de là, les pratiques concrètes sur le plan des politiques menées en direction de la jeunesse sont parfois moins exclusives les unes que les autres; il existe, dans les modalités de mise en oeuvre et de fonctionnement des différents projets mis en place et des structures, des espaces de liberté ; **l'enjeu devient alors simple: trouver les modalités et les moyens qui favorisent le plus la participation de ceux qui sont les moins enclins à participer.**

# ***SYNTHÈSE***

***Claude PALPACUER,  
Substitut Général à la Cour d'Appel de Colmar***

☆☆☆☆☆☆☆☆

☆☆☆☆



J'ai imprudemment accepté la redoutable mission de dresser **une synthèse des débats** et, mieux encore, de **présenter des perspectives**.

On me l'a certainement demandé en ma qualité de représentant de l'institution judiciaire mais la justice n'a pas nécessairement vocation à le faire, même si elle doit d'évidence, contribuer à la réflexion dans un débat ayant pour thème "Jeunes et violences urbaines".

Il faut éviter, faute de solution, de retomber dans un discours simplificateur :

- Que fait la Police ?

et en 2ème rideau :

- Mais que fait la Justice ?

● A l'issue des débats, il apparaît assez nettement que **l'analyse du phénomène des violences urbaines est riche de sa diversité et parfois de ses contradictions**.

1) Je retiens tout d'abord **la volonté de tous les intervenants d'éviter un discours simplificateur**, en replaçant le phénomène :

- dans une **perspective historique** : les violences urbaines ne sont pas nouvelles et nous rappellent des périodes de l'Histoire marquées par autant sinon plus de violence,

- dans une **perspective socio-économique** : notre Société, en constante évolution, avec la volonté d'intégrer, génère des modèles et donc des échecs (modèle d'intégration scolaire, modèle de consommation, modèle de réussite sociale. . .)

- dans une **perspective politique** : le discours sur les violences urbaines n'est pas toujours dénué d'arrière-pensée politique. L'analyse politique du phénomène et les réponses politiques qui sont données sont sensiblement différentes selon le groupe désigné comme auteur desdites violences, sans que la gravité des désordres constatés soit toujours prise en compte dans l'analyse (violences des jeunes, violences revendicatives de certains groupes professionnels. . .).

2) Je note ensuite **la volonté des intervenants de mieux définir et identifier le phénomène par une meilleure connaissance** sinon des causes tout au moins des **facteurs déclenchant ou favorisant** (urbanisme, chômage, démographie, différences culturelles...).

3) Volonté également de **donner un sens à un phénomène qui inquiète** d'autant plus qu'il paraît irrationnel (ce qui peut expliquer la relative mansuétude à l'égard de certaines violences collectives dont le caractère revendicatif est clairement identifié).

4) Volonté enfin de **relativiser le phénomène**. Mais n'est-ce pas une façon de calmer nos inquiétudes face à un phénomène dont on ne perçoit pas l'issue ?

Les débats de ce type laissent trop souvent aux participants et intervenants un sentiment de frustration né de l'interrogation suivante : l'analyse du phénomène, même si elle se révèle parfois contradictoire, est relativement précise ; mais comment traduire cette finesse d'analyse en actions concrètes et immédiatement efficaces sur les plans politique, économique, social, culturel, judiciaire ?

Nous subissons des pressions, parfois légitimes, qui nous imposent de rechercher des solutions immédiates car chacun, à son niveau de responsabilité, se voit demander des comptes:

- le Politique soumis à des échéances
- l'École stigmatisée à cause de ces échecs
- la Justice taxée alternativement de laxisme ou d'extrême sévérité.

**Or les actions à mener doivent s'inscrire dans la durée et être constamment soutenues par la réflexion** ( du type de celle conduite au cours de cette journée). Il ne peut y avoir de diagnostic définitif et immuable. Il faut dès lors se méfier des solutions présentées comme définitives et immuables.

L'action de la Justice pour répondre à des phénomènes de groupe peut apparaître impuissante car sa mission est de juger des cas individuels. Tout en se devant d'être exemplaire, elle ne doit pas faire des exemples : chaque cas est particulier ; on juge un individu, pas un phénomène de délinquance.

Son cadre d'intervention est strictement délimité par la loi qui définit des infractions précises sans se référer à la notion de violences urbaines.

Toutefois, même si elle est tenue de répondre à des cas individuels, la Justice a de plus en plus, manifesté la volonté d'inscrire son action dans la vie sociale :

- actions de partenariat avec les collectivités locales, les administrations, les associations,
- implication dans la politique de la Ville au sein des conseils communaux de prévention de la délinquance,
- développement des mesures alternatives avec le concours des associations et collectivités locales (médiation pénale, médiation réparation, travail d'intérêt général...),
- intégration dans les quartiers par l'intermédiaire en particulier des Maisons de Justice.

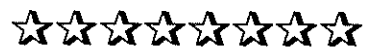
● A l'issue de ces débats, **il est bien difficile de tracer des perspectives** tant le phénomène est évolutif, complexe dans ses causes.

Je retiendrais **trois points** :

- 1- nécessité de **poursuivre l'analyse et la réflexion** afin de suivre l'évolution du phénomène des violences urbaines,
- 2- nécessité d'une **prise en compte du phénomène par l'ensemble de la Société** sans chercher à stigmatiser l'action ou l'inaction supposée de telle ou telle institution. La diversité des causes impose des solutions diversifiées.
- 3- nécessité d'**inscrire les actions menées dans la durée sans être figées** par nos propres échéances à court terme, et dans la constance lorsque le phénomène n'apparaît plus dans le feu de l'actualité.



# *ANNEXES*



SOCIÉTÉ

# Violence urbaine: une étude

● ● ● En 94 et en 95, la violence urbaine, ce phénomène de jeunes des grands ensembles, éclate en Alsace. Pour expliquer ces phénomènes, l'Observatoire régional de l'intégration et de la politique de la Ville a demandé à des chercheurs de rédiger un rapport.

« Un outil d'aide à la décision ». C'est ainsi que Alain Jund et Assina Idiri, président et directrice de l'ORI, définissent le travail, présenté récemment devant un public nombreux et attentif, appuyé sur des extraits de presse et des témoignages de témoins, de Murielle Maiffessoli, Fabrice Dhume et Laurent Nobilliaux. Huit sites étudiés, autant dans le Bas-Rhin que dans le Haut-Rhin.

Un état des lieux qui, pour Alain Boyer (préfecture) doit

permettre de répondre à la question: « Que faut-il faire pour que les violences cessent et que l'intégration de toutes les populations se passe vite et bien? ». Pas de recette miracle mais plutôt un catalogue d'observations. Comme l'hypermédiation de certains faits divers qui deviennent politisés, la paradoxale reconnaissance des auteurs de violence ainsi stigmatisés, leurs copains qui sont tentés de sur-rencherir par d'autres actes.

Evoqués aussi le « cumil

des handicaps » des jeunes usant de violence (chômage, situations familiales bancales, échec scolaire...) le rajeunissement des jeunes violents, l'existence de bandes se regroupant poncuellement, la violence masculine marquant une certaine culture populaire et immigrée. « La violence peut être l'expression d'une souffrance réelle, d'une exclusion du monde du travail notamment. Mais elle traduit aussi le ressenti d'une discrimination symbolique très forte ».

## Un système politique en panne

Pour Didier Lapeyronnie, sociologue et chargé de recherche au CNRS, ces explications sont insuffisantes. L'auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet accuse lui le « mauvais fonctionnement de notre système politique ». Faisant référence aux émeutes du XIXe opérées, suivant la fausse explication

des journaux de l'époque, par « les classes dangereuses et les individus à la pathologie lourde ». Lapeyronnie écarte la piste sociale. D'ailleurs les premiers incidents à Vaux-en-Velin n'ont-ils pas éclaté dans une cité qui venait d'être réhabilitée?

Pour lui, la violence urbaine se manifeste chez les groupes sociaux qui se sentent politiquement hors du coup. Il y a violence non pas à cause de la non-intégration d'individus mais bien à cause de leur sur-intégration à des modèles de consommation de classe moyenne, impossible à atteindre. Un point de vue que Alfred Muller, député-maire de Schiltigheim a complété en affirmant qu'il fallait « modifier notre langage vis à vis des jeunes, repenser la façon de cohabiter dans les grands ensembles ».

Yves Hemedinger, élu colmarien, croit dans « l'insertion

par l'économie mais aussi par une démarche plus participative des habitants ». Un moyen d'éviter que « de plus en plus, comme pour la fête de la Musique, le centre des villes ne devienne le théâtre d'actes de violence » comme le craint J.C. Richez, adjoint strasbourgeois? Rudi Wagner, responsable de service éducatif à Strasbourg-Meinau, met en corrélation « la montée du Front National et les violences urbaines: ces deux phénomènes s'alimentent. Ils expriment des revendications qui ne peuvent pas se dire autrement ».

Analyser oui, mais proposer aussi quelques pistes de réflexion: Michel Koebel (Jeunesse et Sport, Mulhouse) croit beaucoup dans la structuration des jeunes à travers les conseils municipaux d'enfants: « Ils favorisent l'apprentissage du civisme ». Cathy Breybach (centre socio-culturel Europe, Colmar) a fait l'expérience très positive d'une

« commission jeunes ». Mise sur pied, il y a trois ans, elle a permis à seize porteurs de projets de mobiliser 300 jeunes. Pour l'association Thémis, il faut « s'occuper des mineurs victimes de mineurs. Et répondre aux demandes d'information concernant le droit et la loi ».

Driss Ajbali, chargé de mission, a le sens de la formule: « Les jeunes ne sont ni chouchoute, ni conscients mais plutôt Mac Donald's ». Pour lui, on a « verrouillé les associations de quartier à Strasbourg. Mais en ayant peur des leaders, on a favorisé les dealers! ». Quant à Marie Claude Hartmann (collège de Bourtzwiller), elle pense « tout se joue autour de la fonction paternelle. Il y a du positif car les pères s'investissent davantage depuis un an ou deux. Quelque chose ne peut changer que si quelque chose peut s'échanger ».

Marie Brassart-Goerg

# Violence urbaine : les quartiers sensibles sous la loupe

Dans une étude, l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORI) analyse le phénomène de violence urbaine dans quatre sites strasbourgeois et de la CUS.



Huit sites réputés sensibles ont été analysés mais des points communs apparaissent : une population jeune, souvent d'origine étrangère, et un sentiment généralisé de réintégration. (Photo L'Alsace - D.M.)

L'ETUDE de l'ORI (Observatoire régional de l'intégration et de la ville) qui s'est déroulée sur une durée de trois mois, a été initiée par la Commission régionale pour l'insertion des populations immigrées (CRIP). En effet, dès 1994, les incidents se sont multipliés dans certains quartiers de la région, faisant croître l'insécurité et suscitant des interrogations sur les mécanismes à l'origine du passage d'actes individuels à la violence collective. Le groupe de travail a adopté une démarche exploratoire pour dépasser les représentations stéréotypées et faire un état des lieux dans huit sites de la région parmi lesquels Cronenbourg, la Meinau, le Neuhof et le quartier des Ecrivains.

## ACTES GRATUITS ?

L'étude aborde la violence d'un point de vue théorique. Les violences urbaines sont perçues comme des actes "gratuits", l'expression d'un mécontentement ou d'une protestation. On évoque également des violences motivées, répondant à un acte jugé injuste, à une discrimination, ou produits de la galère et la haine. Entre le vandalisme, les jets de cocktail molotov contre des biens ou les affrontements avec les forces de l'ordre, les manifestations comportent des degrés de gravité très variables. En rencontrant des jeunes mais aussi des responsables dans le milieu policier, judiciaire, social et associatif, les enquêteurs ont tenté de dégager des éléments d'explication. « C'est surtout le sentiment d'une injustice, le refus du droit d'entrée lors d'une soirée, l'exclusion d'une structure. Ensuite, la rumeur fonctionne. Les

jeunes, exclusivement des garçons, se rallient au meilleur, avec des logiques très différentes », explique Fabrice Dume. « Contrairement à ce que l'on dit, il n'y a pas de bande organisée mais des groupes à géométrie variable qui se font et se défont selon les opportunités »,

LEADERS ET SUJVEURS En synthétisant plusieurs facteurs (âge, milieu familial, parcours scolaire), l'étude des auteurs une typologie des individus. Il y a les sauveurs, un nombre important de jeunes issus de familles dévalorisées, encore scolarisés, liés entre eux par la proximité d'habita-

tion, impliqués dans des incivilités ou des petites dégradations et les leaders, des délinquants notoires, qui cumulent les dé- (décolanés, décollés) et sont à l'origine des opérations. Le livra-

tion, implique dans des incivilités ou des petites dégradations et les leaders, des délinquants notoires, qui cumulent les dé- (décolanés, décollés) et sont à l'origine des opérations. Le livra-

tion, implique dans des incivilités ou des petites dégradations et les leaders, des délinquants notoires, qui cumulent les dé- (décolanés, décollés) et sont à l'origine des opérations. Le livra-

Neuhof. Géographiquement, la plupart des sites sont très éloignés du centre. Selon l'Observatoire, cette distanciation physique et sociale contribue au sentiment de réintégration. Le chômage y est très élevé : 23 % à la Meinau, 29 % au Neuhof. Quant à la vie culturelle ou associative, ce n'est pas un désert. Des structures (club de prévention, centre socio-culturel), maison des jeunes) existent mais les travailleurs sociaux semblent impuissants pour endiguer la dérive de certains jeunes.

Dans sa synthèse, l'ORI montre comment le lien social est mis à mal par l'absence de structuration par le travail. « En milieu populaire, le placement de l'homme est un handicap. Il fait remarquer que le chômage est un fait qui fait vivre la famille. On en perdant son travail, il perd toute reconnaissance dans la société, mais aussi dans la famille. Cette mise à l'écart des jeunes immigrés trépasse au sein des familles ne peuvent pas non plus se valoriser par le travail.

L'émergence des violences urbaines, conclut l'enquête, résulte probablement de la multiplication des facteurs de réintégration objective et subjective et du profond sentiment d'injustice ressenti par les jeunes. Quels sont les modèles ? Même si ce n'était pas l'objet de ses travaux, l'ORI insiste sur l'indispensable coordination des partenaires et les moyens mis en oeuvre de réflexion et d'aide à l'occupation. Outil de cette étude sera prochainement diffusé dans les quartiers auprès des élus, des enseignants et des acteurs sociaux.

V.B.

ORI, 1 rue de la Course, 67000 Strasbourg, tél. 88.14.35.89.

lumière les points communs entre les quartiers. Ils se caractérisent par une forte population jeune. Au Neuhof, à la Meinau ou aux Ecrivains, les moins de 20 ans représentent 40 % de la population. Autre constante, la présence étrangère : un tiers de la population à la Meinau. Ecrivains et au

déplacement désormais jusqu'au centre-ville, sans parler du phénomène de mimétisme d'un quartier à l'autre » observe Alain Jund, président de l'association.

l'analyse comparative met en

FORT TAUX DE CHÔMAGE

# Derrière la violence qui se voit

Le cinéma Bel-Air et la Ville ont invité les responsables de l'Observatoire régional de l'intégration pour un débat autour du thème « pré-adolescence et violences ».

**L**E CYCLE « Cinémas et Cultures », initié par le cinéma Bel-Air et la Ville de Mulhouse, a pour objectif de traiter de sujets de société à partir de films. Mercredi soir, le public était essentiellement composé de travailleurs sociaux et d'enseignants.

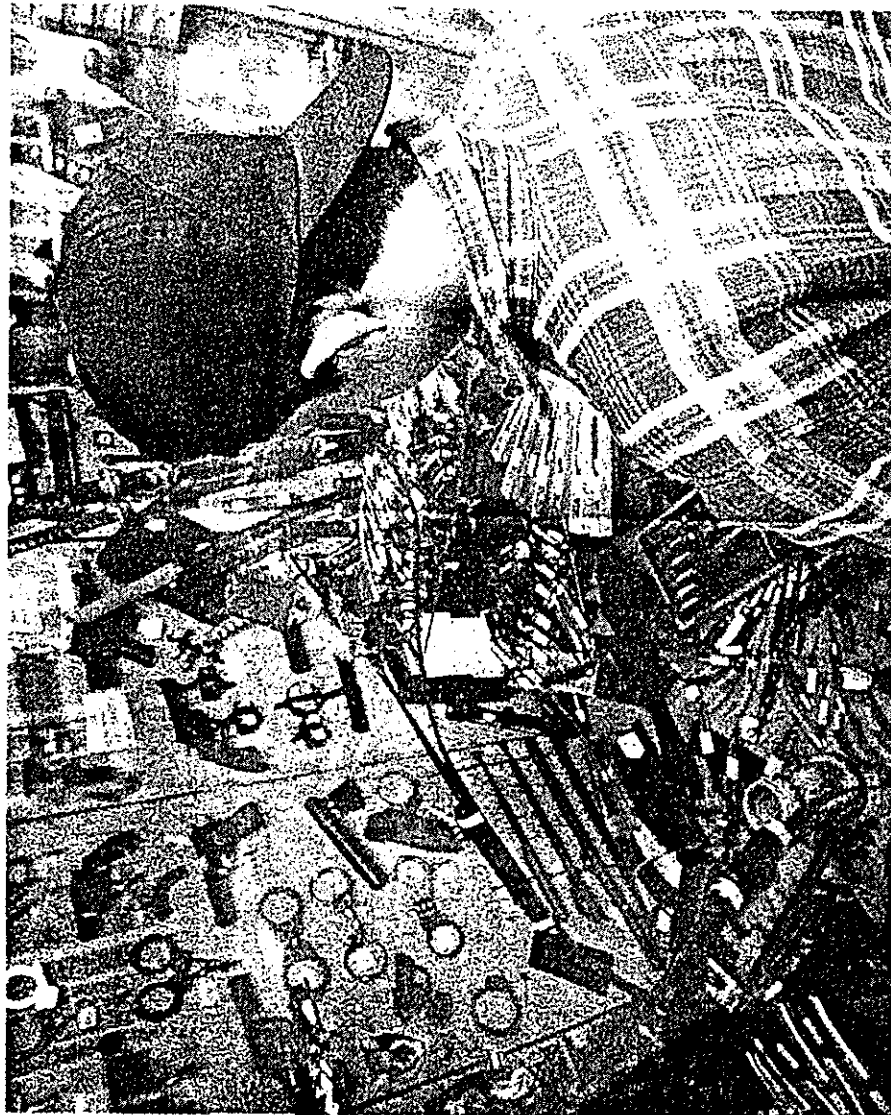
Dans son long-métrage « De Bruit et de fureur » sorti en 1986, Jean-Claude Brisseau brosse le portrait d'une banlieue à travers l'itinéraire d'une famille violente, d'un jeune garçon, Bruno, qui s'éleva tout seul, d'une bande d'adolescents qui sème la terreur dans la cité. Un film sans concession, sans démagogie et sans manichéisme non plus, où la quête affective est à la fois omniprésente et impossible. Une mère absente, un père aveuglément injuste, une enseignante bienveillante contrariée dans ses tentatives de sauvetage de son élève... Le mal sort vainqueur de cette fiction effrayante et superbe.

A quel ressembla la violence urbaine aujourd'hui, dix ans après ? Comment peut-on la combattre ? Quelles sont ses racines profondes ?

Au printemps 1996, à la demande de la Préfecture de Région et du FAS (Fonds d'action sociale), l'Observatoire régional de l'intégration (Or) a mené une étude exploratoire sur les jeunes et les violences urbaines dans les quartiers alsaciens. Huit sites ont été retenus à Strasbourg, Colmar et Mulhouse. Parmi eux, les Coteaux, le Drouot et Brossollette. Un débat a suivi la projection du film de Brisseau.

## MARGINALISÉS

« On retrouve chez les



Qui fabrique la violence aujourd'hui ? Quelle est sa source ? Quelle image la société donne-t-elle à ses enfants ? (Photo « L'ALSACE » - Claude KOENIG)

« bandes » constituées, avec des meneurs identifiés et influents. Ces bandes se font et se défont au gré des opportunités. Très souvent aussi, la rumeur circule. Le moindre incident provoque des rassemblements de solidarité, un échauffement peut être la conséquence de malentendus. Les jeunes souffrent beaucoup de l'image négative des quartiers. « Ils n'ont pas d'autres perspectives, on leur renvoie sans cesse cette image. Quand ils cherchent du travail et qu'ils donnent leur adresse, les portes se referment. »

Conséquence : ce rejet culturel, voire ethnique, favorise le repli sur soi. Le sentiment d'exclusion engendre le rejet de la société ou des institutions comme l'école, et la revendication plus forte encore de l'appartenance au groupe marginalisé. Ainsi, les enquêteurs ont rencontré plusieurs jeunes français issus de couples mixtes qui se présentaient comme de jeunes arabes. A l'âge fragile de l'adolescence, ils trouvent parfois refuge dans d'autres images, plus « valorisantes » à leurs yeux : ce peut être la délinquance ou la religion.

Généralement, ceux qui réussissent à entrer dans le monde du travail ou à poursuivre des études préfèrent quitter le quartier.

Autres constats : « Les jeunes nous parlent rapidement des filles. De la difficulté de les aborder. Ils sont très attachés à leur quartier, évoquent fréquemment le rôle de l'école et les pères autoritaires. »

**APPELS AU SECOURS**  
Remarque d'une enseignante :

dans la salle, professeur au collège Jean Miacé : « J'ai l'impression que chez ces jeunes, il y a actuellement un mythe de la banlieue très fort. Ils veulent s'identifier à cela et en tant que pédagogue, je voudrais casser ce mythe. » Le collège demeure aussi un lieu d'attraction, y compris pour ceux qui ont vécu une scolarisation difficile. « On les retrouve dans la cour, et même si ça s'est parfois mal passé avec nous, ils nous parlent. » Toutefois, des jeunes qui ne peuvent pas choisir un livre ou un disque dans un magasin sans avoir les vigiles aux trousses... »

Ce professeur a aussi recueilli parfois les confidences des parents, comme ce père qui lui a avoué un jour, les larmes aux yeux : « Je vis ici depuis 25 ans, je n'ai jamais été invité dans une famille française et je n'ai jamais reçu de Français chez moi. »

Le principal du même établissement souligne : « Ce collège est l'équivalent d'un village de 1000 habitants. Il s'en passe des choses dans le village. Comparons la violence de ces jeunes à celle des adultes. Je suis persuadé qu'elle n'est pas plus importante. »

Une éducatrice spécialisée qui travaille dans le quartier Papin rappelle que ces jeunes lancent des appels au secours, revendiquent une reconnaissance sociale : « Ce qu'ils cherchent, c'est avant tout d'avoir des gens en face d'eux, des humains! »

Frédérique MEICHLER

COMMENTAIRE

ENQUETE

## Le message des jeunes

●●● Huit quartiers urbains sous la loupe. Cette année, les banlieues d'Alsace n'ont pas encore pris feu. Le journaux ne sont remplis que de la violence quotidienne, ordinaire, des jets de pierre contre les bus des transports en commun. Personne cependant ne saurait garantir que ce calme relatif soit durable. La mèche qui provoquera la prochaine explosion de violence est peut-être déjà allumée.

Parce qu'il ne suffit pas de réprimer la violence pour guérir le mal dont souffrent les banlieues, l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville a entrepris une étude sur huit quartiers des agglomérations de Strasbourg, Colmar et Mulhouse. Pour dresser un état des lieux qui pourra et devra servir aux élus et aux intervenants de terrain, comme outil d'aide à la décision.

## Prévenir toutes les exclusions

Les opérations de prévention engagées dans les quartiers sont intéressantes, mais pas suffisantes. L'occupation des jeunes, l'organisation de leurs loisirs pendant les vacances, n'a eu souvent comme effet que de reporter les violences à l'automne. Un travail en profondeur et de longue durée sur les causes socio-économiques qui sont à l'origine des violences, devrait, comme l'étude en montre fort bien la voie, s'attaquer à toutes les formes d'exclusions. Celles qui font sortir les jeunes du circuit scolaire sans formation et leur barrent l'accès au monde du travail, mais aussi une exclusion moins palpable, ce regard négatif que jette une société qui sue la peur sur des quartiers réputés dangereux.

Les jeunes des quartiers ont la rage, leur vie c'est la galère, l'étude de l'ORI devrait permettre de faire comprendre à « ceux du dehors » le message qu'expriment leurs violences épisodiques.

Claude Keiflin

# Descente sur le terrain des violences urbaines

●●● Comment expliquer les phénomènes de violence dans les banlieues? Pour la première fois, une enquête de terrain, dans huit quartiers urbains alsaciens, tente d'en cerner les causes.

L'Observatoire régional de l'intégration et de la ville a réalisé une étude sur « les jeunes et les violences urbaines dans les quartiers alsaciens », après les événements qui s'y sont produits durant l'année 1994 et à la fin de 1995 (\*). L'enquête devait répondre à deux questions essentielles: y a-t-il des quartiers pathogènes, autrement dit un terrain propice à l'éclosion des violences urbaines? Existe-t-il un profil type des jeunes auteurs, ainsi que des lieux et des périodes plus favorables que d'autres? Dans les deux cas, la réponse est négative. Certes, les territoires sur lesquels éclatent les violences cumulent les formes d'exclusion: la précarité, le déficit de lien social, les difficultés entre générations, la « galère » dans le langage des jeunes. Mais il n'y a pas de gangs organisés. Les actes de violence sont le plus souvent improvisés, lorsque la « rage » est trop forte, impossible à contenir.

## La banlieue mise au ban

Les enquêteurs ont étudié huit quartiers qui ont fait les grands titres des journaux: Cronenbourg, la Meinau et



Une des périodes « favorables » aux violences urbaines: les fêtes de fin d'année et notamment la nuit de la Saint-Sylvestre. (Photo archives DNA)

le Neuhof à Strasbourg, les Ecrivains à Schiltigheim-Bischoheim, le quartier Europe à Colmar, Brossolotte, les Côteaux et Drouot à Mulhouse. Tous ces ensembles se caractérisent par une population jeune importante, en tout cas supérieure à la moyenne de l'agglomération, et une forte présence étrangère. Ces quartiers sont éloignés du centre ville ou coupés de lui par une barrière difficilement franchissable (voie ferrée, voie rapide). Leurs habitants ont le sentiment de ne pas appartenir à la ville. La réputation négative du quartier « la banlieue mise au ban » handicape les jeunes dans la recherche d'un emploi. Le nombre de chômeurs non-diplômés de moins de 25 ans est élevé. La vie asso-

ciative n'y est pas moins développée qu'ailleurs et les réseaux de solidarité y fonctionnent plutôt bien.

Les jeunes toutefois n'ont pas de culture associative et préfèrent les rassemblements d'intérêts ponctuels. Ils ont une forte conscience de leur exclusion objective (le chômage) et subjective (différents du reste de la ville). Ils se définissent eux-mêmes comme des « arabes », même s'ils n'ont aucune connaissance de la culture à laquelle ils se réfèrent. Malgré ces points communs, il n'y a pas de profil type de quartier faisant l'objet de violences urbaines.

## La rage ne se prévaut pas

Quant aux auteurs des violences, ils n'ont ni reven-

dication sociale, ni motivation politique. Les groupes se font et se défont au hasard des événements. « La rage ne se prévaut pas », disent-ils. Elle éclate souvent à la tombée de la nuit, alimentée par des « leaders » ponctuels, déjà inscrits dans le circuit de la délinquance. La plupart des jeunes concernés sont des « suiveurs », scolarisés, qui se laissent entraîner par les leaders et, souvent, ne savent même pas quel fut l'élément déclencheur des événements. Tous se passe sous le regard d'une troisième catégorie, les « spectateurs », pouvant à l'occasion se transformer en « suiveurs », notamment après l'intervention des forces de l'ordre. Les spectateurs sont parfois les parents, souvent des filles.

# Témoignages

●●● L'enquête de l'ORI a permis de recueillir de nombreux témoignages, de jeunes, mais aussi de policiers, d'éducateurs et d'assistants sociaux travaillant dans ces quartiers.

« Dès qu'un véhicule ou une poubelle brûlent dans le quartier, on parle de violences urbaines alors qu'ailleurs ce ne sera pas le cas. Or, on sait bien que suite à un vol de voiture, elle sera systématiquement brûlée pour détruire toute trace. Ce n'est pas de la violence urbaine, mais simplement de la délinquance », dit un commissaire de police.

« Les incidents dans un quartier entraînent des problèmes dans les autres quartiers, contagion qui n'a rien à voir avec l'événement. Mulhouse n'avait pas de

problème de voitures incendiées. Après les événements de Strasbourg et un mois de médiatisation en septembre 1995, le phénomène a été purement importé », affirme un travailleur social.

## « Ils nous découragent d'aller au lycée »

Dans chaque quartier, les ilots à problèmes sont parfaitement délimités: « C'est le secteur où il y a les plus grands appartements, donc les familles nombreuses, donc les immigrés, donc le chômage ». Les périodes où se produisent les violences ont aussi une justification. « En septembre, tout le monde rentre en classe. Ceux qui n'y vont pas ne savent pas quoi faire, c'est une période d'angoisse. A Noël, An, il y a des débordements, mais c'est au-delà des violences urbaines, on rase pour la fête, c'est les excès

de la fête, avec l'alcool et la drogue en plus. »

Les auteurs des violences urbaines sont pour la plupart jeunes, issus de « familles démunies, défavorisées ». « C'est des bons gamins, même s'ils sont un peu limités. Ils ont un vocabulaire et des idées stéréotypées, fonctionnent avec 250-300 mots », disent les éducateurs. Les jeunes eux-mêmes se sentent victimes d'une exclusion dès l'école: « Ils nous découragent de faire une seconde même si on a des bons résultats et nous disent: mieux vaut faire un bon BEP qu'une mauvaise seconde. Au lieu de trouver des solutions, ils nous découragent d'aller au lycée. C'est normal après qu'il y ait des violences. »

## « Toujours une tête d'arabe »

L'immigration est souvent

mise en avant comme une cause des violences. « Ce n'est pas les immigrés qui ont amené les problèmes, mais on a rejeté les immigrés dans des zones à problèmes », dit un observateur. L'acquisition de la nationalité française n'est pas forcément une solution: « Comme on a toujours une tête d'arabe, ça change rien », déplore un jeune maghrébin.

Dans les quartiers mêmes, les violences sont très mal perçues, parce qu'elles altèrent l'image de l'ensemble des habitants: « Il y en a qui ont fait des conneries, et maintenant, c'est tout le monde qui paie. Les habitants cherchent à démentir, mais ne peuvent pas, car soit ils n'ont pas assez d'argent, soit il n'y a pas d'appartement disponible. Alors chacun se crée son espace de sécurité. Quand on casse sa boîte aux lettres et que les agressions autour se

Les violences urbaines ne sont pas liées à la toxicomanie. La drogue n'est pas tabou, mais elle fait partie d'un autre monde, qui se crée sa propre violence. Le mimétisme, la volonté des quartiers « d'exister », dans les médias notamment, même si l'image renvoyée est négative, sont des données importantes. Il existe un véritable classement des sites pour les Colmariens, « c'est pire à Strasbourg et Mulhouse »; à Mulhouse, « ce n'est pas comme à Strasbourg et Strasbourg », ce n'est pas comme à Strasbourg et Vaulx-en-Velin, ni le Bronx ». Néanmoins, pour les jeunes de ces quartiers, la violence est « une façon de se valoriser quand on ne peut le faire par le travail ».

Cette étude de l'ORI la première analyse de ce type en Alsace, ne restera pas sans lendemain. Elle doit permettre à ceux qui décident et travaillent dans ces quartiers, d'intervenir et de décider autrement. Les enquêteurs retournent d'ailleurs sur le terrain pour des réunions de travail avec les élus et les intervenants sociaux. C.K.

(\*) Commandée par la préfecture de Région et la Délégation régionale du fonds d'action sociale, l'étude a été réalisée par l'équipe de l'Observatoire de l'intégration présidé par Alain Jund et dirigé par Assina Idiri: Murielle Maffessoli, directrice adjointe, Fabrice Dhume et Laurent Nobilliaux, assistants d'étude.

multiplient, on se replie sur soi. C'est une réduction de notre espace vital. Alors on recule, on met une barrière un peu plus haute, un troisième verrou à sa porte ».

## Tabassés ou entraînés

Les acteurs de terrain constatent le développement d'un « racisme latent », lié à la peur de l'autre, la crainte de l'inconnu. Les familles craignent pour leurs enfants: les plus petits risquent de se faire tabasser, les plus grands de se laisser entraîner. Ils regrettent aussi la démission des parents qui « défendent leur progéniture. Lorsqu'on a attaqué les portes du commissariat de police, il y avait même les parents autour tout le monde était au courant, mais personne ne rayonnait ses enfants. C'est plus grave que les violences et les mêmes ».

# La violence urbaine : une « rage » instantanée

*Précarité, déficit du lien social et problèmes entre générations sont invoqués comme source de la violence urbaine selon une étude réalisée en Alsace.*

STRASBOURG. — Il n'y a pas de bandes véritablement organisées, la plupart du temps la « rage » éclate spontanément. Selon une étude commandée par la préfecture de la région Alsace et la Délégation régionale du front d'action sociale, la précarité, le déficit du lien social et les problèmes entre générations seraient à l'origine de la violence urbaine.

## « Exclus de la ville »

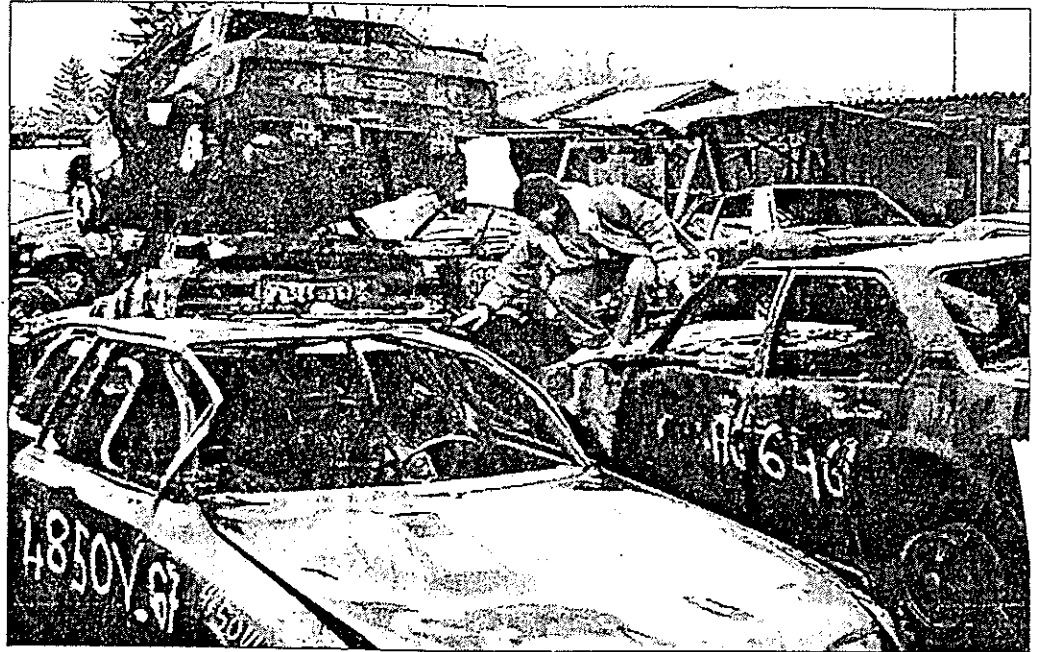
Point commun aux quartiers étudiés : la population jeune est importante, supérieure à la moyenne de l'agglomération. La présence étrangère est forte. Ces zones sont éloignées du centre ville mais aussi coupées par une route ou une voie ferrée. En conséquence, les habitants se sentent « exclus de la ville ». La mauvaise réputation du lieu de résidence nuit à la recherche d'un emploi. Les chômeurs non diplômés de moins de 25 ans sont majoritaires.

La vie associative et les associations de solidarité fonctionnent cependant très activement mais les jeunes s'en détournent. « Ils préfèrent les rassemblements d'intérêt ponctuel, spectacles, sports », selon cette étude.

La plupart cultivent leur différence en se définissant comme « arabes », sans aucune connaissance culturelle d'ailleurs de leur origine. Ils se sentent « exclus objectivement » par le chômage, « subjectivement » par le fait de vivre dans un quartier à part selon eux. Jamais la drogue n'est liée directement à cette violence urbaine.

En conclusion, l'étude remarque que « malgré ces points communs, on ne peut pas dire qu'il existe un profil type de quartier cible de violences urbaines ».

Qui sont les auteurs de ces violences ? Une caractéristique : ils n'ont pas de « revendications sociales ni de motivations



*La voiture reste la cible « sacrificielle » de la nouvelle délinquance des banlieues. Quelques 600 véhicules, sur les 7 000 volés en 1994, sont partis en fumée...*

politiques ». En fait, ces groupes violents sont instables. « Ils se forment et se défont au hasard des événements ». Explication des jeunes : « la rage ne se prévoit pas ».

## « Une façon de se valoriser »

La violence éclate le soir, avec des périodes « favorables », telles les fêtes de fin d'année. Les « meneurs » ponctuels sont déjà des délinquants connus. Les « suiveurs », plus jeunes, scolarisés, se laissent entraîner sans connaître « l'élément déclencheur ».

Enfin, les « spectateurs », parents, proches, filles, peuvent devenir « suiveurs », notamment s'il y a intervention des forces de l'ordre.

Le rôle des médias a également été évalué. Même si l'image rapportée est négative, les auteurs de violences sont satisfaits « d'exister » ainsi. « La

violence », disent-ils, « est une façon de se valoriser quand on ne peut pas le faire par le travail ». L'information sur ces violences semble donc créer une émulation négative.

Cette étude, intitulée « les jeunes et les violences urbaines en Alsace », a été réalisée par l'Observatoire régional de l'in-

tégration et de la ville sur les années 1994 et 1995, qui ont connu de nombreux et graves incidents. Huit quartiers « sensibles » ont été passés à la loupe : Cronembourg, La Meinau, Le Neuhoef pour Strasbourg, Les Ecrivains à Schiltigheim, Europe à Colmar, Brossolette, Les Coteaux et Drouot à Mulhouse.

Banlieues

## Dans la chaleur des nuits strasbourgeoises

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, une trentaine de voitures ont été incendiées dans l'agglomération de Strasbourg. Un chiffre trompeur

STRASBOURG

De notre correspondant

« J'ai été réveillé à 2 h 30 du matin par des voisins qui ont vu brûler ma voiture », raconte cet habitant du Neuhof, au sud de la ville. N'étant assuré ni contre le vol ni contre l'incendie, il ne touchera aucun remboursement mais continuera à payer pendant un an 1 800 F par mois pour un véhicule inutilisable acheté à crédit.

Ce type de situation est de plus en plus fréquent dans ce quartier où des mineurs, auteurs de la plupart des incendies, s'attaquent désormais aux voitures des résidents.

« À la Saint-Sylvestre, nous avons mis en place un dispositif spécial avec 300 fonctionnaires sur le terrain. Mais les feux étaient disparates. Un seul mineur de 16 ans a pu être pris en flagrant délit le jour du Nouvel An. On travaille avec acharnement, mais on n'obtient pas de résultat pour l'instant », avoue Jean-Luc Faivre, directeur départemental de la Sécurité publique du Bas-Rhin.

Pourtant, depuis l'an dernier, les incendies volontaires de voitures sont en régression, selon les statistiques du préfet, Patrice Ma-

gnier. On en comptait 452 en 1995, 400 en 1996. Dans la période des fêtes de fin d'année, du 17 décembre au 6 janvier, le nombre d'incendies est passé de 42 en 1994, à 53 en 1995, puis 46 en 1996.

Cette évolution correspond à une baisse de la délinquance tous faits confondus. De plus, contrairement à une époque récente, les voitures ne sont plus incendiées pour attirer pompiers et policiers et les bombarder de pierres.

### L'accumulation des formes d'exclusion

Ces violences urbaines ont fait il y a un an l'objet d'une enquête de terrain dans huit quartiers urbains alsaciens, dont le Neuhof et le quartier des écrivains à Schiltigheim. Elle a été réalisée par l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville.

Dans leurs conclusions, les enquêteurs relèvent qu'il n'y a ni quartier pathogène plus propice qu'un autre aux violences, ni profil type du jeune délinquant, ni périodes plus favorables que d'autres.

Mais tous ces quartiers cumulent les formes d'exclusions : la précarité, le déficit de lien social, les difficultés entre générations, la « galère » dans le langage des jeunes.

Ils ne sont pas organisés en gangs. Les actes de violence sont le plus souvent improvisés, lorsque « la rage » est trop forte à contenir.

La volonté d'exister dans les médias et de rivaliser avec les autres banlieues réputées violentes est un facteur non négligeable. Depuis trois ans, les jeunes du Neuhof savent que les projecteurs des médias nationaux sont braqués sur leur quartier le soir de la Saint-Sylvestre et les jours suivants. S'il ne se passait rien, leur réputation en prendrait un coup.

« La violence est pour eux une façon de se valoriser puisqu'ils ne peuvent le faire ni à l'école, ni par le travail », disent les éducateurs de rues.

Pour leur part, les habitants du quartier, touchés dans leurs biens, ont des réactions de plus en plus vives et certains parlent d'autodéfense. Le démenagement, auquel ils songent tous, est impossible, par manque d'argent ou d'appartements sociaux disponibles.

A défaut, « face aux agressions, on se replie sur soi, on réduit son espace vital, on met un verrou supplémentaire à sa porte », confie une résidente.

Claude KEIFLIN



## LES PARUTIONS DE L'OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'INTÉGRATION ET DE LA VILLE

- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°1*  
**L'immigration en Alsace 1982/1990**  
Première esquisse - Document provisoire  
58 pages - Avril 1992
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°2*  
**L'accueil des familles rejoignantes en Alsace** - 66 pages - Septembre 1992
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°3*  
**La population étrangère en Alsace**  
constats, évolutions 1982/1990, localisation  
15 pages - Septembre 1992
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°4*  
**La population étrangère à Strasbourg**  
constats, évolutions 1982/1990  
8 pages - Septembre 1992
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°5*  
**La population étrangère à Mulhouse**  
constats, évolutions 1982/1990  
13 pages - Septembre 1992
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°6*  
**La population étrangère à Colmar en 1990**  
6 pages - Novembre 1992
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°7*  
**La création d'entreprises par les étrangers en Alsace : constats, évolutions**  
57 pages - Décembre 1992
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°8*  
**Actes de la rencontre régionale de réflexion "Création d'entreprises et intégration en Alsace" du 28 Janvier 1993 à Colmar**  
60 pages - Mai 1993
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°9*  
**Pour un état des lieux de la Petite Enfance en Alsace**  
Communication au Colloque du FAS "Petite enfance et développement des quartiers"  
14 Mai 1993 - Tome 1 et 2
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°10*  
**L'accession à la propriété par les étrangers en Alsace : approche particulière sur la communauté turque à Barr, Bischwiller et Reichshoffen** - 116 pages + annexes - Juin 1993
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°11*  
**Les associations issues de l'immigration en Alsace - Etat des lieux**  
Première partie achevée, 38 pages, Mars 1994
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°12*  
**Actes de la journée d'information, de formation et de réflexion du 1/02/94 "Intégration, Insertion, Assimilation"**  
49 pages + annexes, Mai 1994
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°13*  
**Actes de la Table Ronde du 24 Juin 1994**  
**Accession à la propriété par les immigrés en Alsace**, 50 pages + annexes, Décembre 1994
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°14*  
**Actes de la journée d'information, d'échanges et de réflexion du 29 Novembre 1994**  
**"Femmes de l'Immigration : images et réalité"** 72 pages + annexes, Mai 1995
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°15*  
**Bilan-Diagnostic de la population étrangère résidant dans la Communauté Urbaine de Strasbourg**  
36 pages, Juin 1996
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°16*  
**La vie associative issue de l'immigration en Alsace**  
37 pages, Juin 1995
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°17*  
**L'immigration et les spécificités du vote alsacien**  
51 pages, Mars 1996
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°18*  
**Les Jeunes et les Violences Urbaines dans les Quartiers Alsaciens**  
109 pages, Juin 1996
- ◆ *Cahier de l'Observatoire n°19*  
**La Mobilité Résidentielle des Étrangers en Alsace**  
99 pages, Juin 1996